

CASSE-RÔLES

DOSSIER Les femmes
et le travail



Et aussi
• Palestine, Palestine toujours
• Militarisation, SNU

...

É d i t o

Un système dans lequel on a « des gens qui resquillent, qui grugent et d'autres qui travaillent deux fois plus pour les financer », disait un député macroniste sur BFM-TV. Mais qui sont vraiment ceux qui profitent de la manne publique?

L'État alimente à fonds perdus les profits des entreprises: 211 milliards offerts en 2023, grâce aux dispositifs empilés depuis des décennies, 6% du PIB sans contrepartie. Subventions aux écoles privées, etc.

Les investisseurs ne financent plus l'économie: ils la pillent! Et l'État obéit au marché...

Rançonner les salarié·es, les retraité·es, les chômeuses, les malades pour rétablir les comptes et financer l'armée... ça ne passe plus!

Tout le mal viendrait des pelé·es, des galeu·ses, de la fraude sociale et non des assisté·es d'en haut. Difficile à avaler!

C'est cette situation qui explique les mobilisations des 10 septembre et 18 septembre... et ça n'est pas fini!

CASSE-RÔLES

Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social:

Chez Michèle Gay
12, rue du Colonel Rol-Tanguy
87000 Limoges

Ont participé à ce numéro:

Albertine, Amande, Alain, André, Annie,
Christine, Claude, Colette, Dominique,
Élisabeth, Fabienne, Grégory, Hubert,
Isabelle, Jean, Laurence, Margaux,
Marie-Hélène, Michèle G., Michèle M.,
Olt, Sagna, Solange, Véronique

Couverture: *Ouvrières de la Seconde Guerre mondiale*, John Howard Miller, 1943

Maquette, mise en page, correction:

Jean-Marc B., Solange

Les informations contenues dans ce
numéro ont été arrêtées début
octobre 2025

Abonnements: p. 57

Contact: casse-roles23@proton.me

Blog: <https://blog.casse-rôles.eu/>

Imprimerie:

Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs
et autrices

À propos de notre choix d'illustration pour la couverture de ce numéro de *Casse-rôles*

C'est une photo de propagande (du photographe et dessinateur John Howard Miller, bien connu pour son poster *We can do it!*) destinée à encourager les femmes à participer à l'effort de guerre, ce qui nous rappelle ce que l'écrivaine et journaliste libertaire et féministe Séverine écrivait, en 1919: « *Les femmes n'ont été que les domestiques de la guerre.* »

Cela ne semble pas avoir été tellement différent en ce qui concerne les Américaines, en 1943, dans les usines d'armement: pour le même travail, elles y percevaient un salaire inférieur à celui des hommes et, une fois la paix réinstallée, hop rentrez à la maison...

CONTRIBUTIONS... Vous souhaitez nous adresser un article, des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 35, sortie 1^{er} février 2026): vos propositions devront nous parvenir pour le 25 décembre 2025!

Un mouvement de résistance globale



Les médias mettent plutôt en avant des « personnalités » originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord...

POURTANT, elles viennent en grande partie du Bangladesh, d'Indonésie, du Sri Lanka, de Malaisie, de Thaïlande, des Philippines ou des Maldives, du Maghreb ou du Moyen-Orient. D'autres du Brésil, de la Colombie, ou d'Afrique du Sud et, quand même, d'Europe ou des États-Unis.

Il y en a qui militent depuis longtemps en faveur des Palestinien·nes ou dans les mouvements écologistes, féministes, LGBTQ+, paysans ou de défense des réfugié·es. D'autres les ont rejoint·es parce que, confronté·es au génocide mis en œuvre par le gouvernement israélien, il leur a semblé qu'on ne pouvait plus rester sans rien faire et que, oui, il fallait briser le blocus et apporter l'aide humanitaire dont les Palestinien·nes sont totalement privé·es depuis plus de six mois.

Elles ont alors formé la Global Sumud Flotilla, amalgame de mots anglais et palestiniens qu'on pourrait traduire par flottille de résistance globale, et une partie de ses plus de 50 bateaux ont pris la mer le 1^{er} septembre à Barcelone. Les autres les attendaient dans d'autres ports.

Dans le monde entier, des milliers de gens leur ont manifesté leur solidarité. À Gênes, les dockers ont promis de bloquer toutes les exportations d'Europe vers Israël et appelé à une grève internationale au cas où le gouvernement de Netanyahu intercepterait ces navires et emprisonnerait ces militants dans les conditions réservées aux terroristes, comme il les en a menacés.

Selon la feuille de route publiée par les organisateurs, les 42 bateaux arrivés au large de la bande de Gaza ont été illégalement interceptés entre le 1^{er} et le 3 octobre, et 462 personnes emmenées de force en Israël. Il y a eu des manifestations de soutien plus ou moins importantes selon les pays, une grève générale en Italie, des tas de protestations plus ou moins sincères. Et aujourd'hui, dimanche 5 octobre, 11 autres navires voguent en direction des eaux territoriales palestiniennes. ■

Marie-Hélène Dumas

SOUS ISRAËL, LA PALESTINE

Quand tout cela a-t-il commencé ?

Le samedi 7 octobre 2023, avec l'opération Déluge d'Al Aksa (conduite par le Hamas et ses alliés),

ou le 6 juin 1967, avec l'attaque israélienne contre l'Égypte et les pays arabes voisins,

ou le 15 mai 1948, avec la proclamation de l'État d'Israël par Ben Gourion,

ou le 29 novembre 1947, avec le plan de partage de la Palestine par les Nations Unies en deux États, un État juif et un État arabe,

ou même en 1917, avec Lord Balfour et sa déclaration...

Absolument pas, mais bien avant, il y a presque cent cinquante ans !

Et dès le début ou presque, tout était déjà en germe, prévisible – y compris le 7 octobre –, et même prévu et mis en œuvre selon la stratégie de conquête du pays par le sionisme – « encore un dunum (1000 m²), encore une chèvre ».

PETIT RETOUR SUR L'HISTOIRE DE CETTE RÉGION, sans remonter à Mathusalem – personnage légendaire et biblique, grand-père de Noé, qui aurait vécu 969 ans –, mais on le pourrait presque puisqu'Israël fait remonter son histoire à la promesse que Dieu aurait faite à Abraham (dont on ne sait s'il a existé) : « Ce jour-là, l'Éternel conclut avec Abram une Alliance en disant : "J'ai octroyé à ta race ce territoire, depuis le torrent d'Égypte jusqu'au grand fleuve, le fleuve d'Euphrate." » (Genèse 15:18). C'est d'ailleurs ce territoire que revendiquent certains sionistes d'extrême droite ou d'extrême religion.

Le sionisme, une idée européenne et coloniale du XIX^e siècle

À la fin du XIX^e siècle, la province de Syrie – ou *Balad es-sham* –, qui comprend les territoires actuels du Liban, de la Syrie (dont un morceau situé dans le sud de la Turquie actuelle), de la Jordanie, de la Palestine et le Sinaï, fait partie de l'Empire ottoman, Empire en pleine déliquescence dont les terres immenses et les richesses sont convoitées depuis longtemps par les grandes puissances européennes. En Russie, en Europe de l'Est, les pogroms visent la population juive et poussent beaucoup de Juifs à émigrer, la plupart vers l'Europe de l'Ouest ou les États-Unis. Quelques-uns choisissent la Palestine dès 1879. L'idée de créer un centre juif en Palestine avait déjà été évoquée et justifiée dès le début du XIX^e siècle par des religieux et des politiques anglais qui, se basant sur la Bible, voulaient y « restaurer » la présence juive.

Les premiers colons juifs se disant « sionistes » (Sion est le nom d'un mont dominant Jérusalem) s'y installent dès le début des années 1880 et fondent un petit village sur un coin de terre acheté bon marché, Petah Tikva; une quinzaine d'autres colonies sont établies avant la Première

Guerre mondiale; souvent, ces terres, travaillées par des métayers, sont achetées à des propriétaires absentéistes vivant dans de grandes villes comme Beyrouth. Les nouveaux arrivants en expulsent les métayers pour travailler eux-mêmes ces domaines (avec beaucoup de mal au début car ce sont des citadins) avec un mot d'ordre « travail juif ». Ils reçoivent des secours et de l'aide – comme bien d'autres après eux – de la famille Rothschild. Au départ, ces colons n'ont pas de projet d'établissement d'un État, voulant juste vivre au pays de la Bible.

À cette époque, la province de Palestine compte environ 300 000 habitants autochtones en grande majorité de langue et culture arabes, musulmans, chrétiens et juifs.

C'est en 1895 que Théodore Herzl, un journaliste austro-hongrois parfaitement intégré et non religieux, qui a suivi l'affaire Dreyfus et en a été écœuré, publie son ouvrage *L'État des Juifs*, essai d'une solution moderne de la question juive. Il veut ainsi répondre à la montée des persécutions antijuives en Europe et en Russie. Il affirme que l'on ne peut supprimer l'antisémitisme et que la seule solution est la création d'un État pour les Juifs.

« Pour l'Europe, nous formerons là-bas un élément du mur contre l'Asie, ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie. Nous nous rendons en Terre d'Israël afin de repousser les limites morales de l'Europe jusqu'à l'Euphrate. »

Lui aussi, homme laïc, comme Dieu dans la Bible, parle de l'Euphrate !

Il réunit le premier congrès sioniste à Bâle en 1897 (les autorités religieuses juives allemandes, opposées au projet, refusant la tenue d'un congrès sioniste en Allemagne); ce congrès définit son objectif : « la création en Palestine pour le peuple juif d'un foyer garanti par le droit public ». Et la politique sioniste en 4 points : la colonisation de la Palestine par la venue d'agriculteurs, artisans et ouvriers; la fédération du judaïsme à l'international, le renforcement du sentiment



d'appartenance au peuple juif et des démarches auprès des grandes puissances pour avoir leur soutien.

En 1901 est créé le Fonds national juif (KKL), dont un des buts est l'achat de terres en Palestine pour y installer des colons, avec un principe : toute terre achetée devient propriété inaliénable du peuple juif. En 1909, les colons juifs fondent, près de Jaffa où ils vivaient alors au milieu des habitants autochtones, une ville entièrement juive sans habitants arabes, Tel Aviv.

En 1908, le premier kibboutz – Deganiah Ajeph – est fondé par une douzaine de jeunes Européens sur des terres vendues à l'Agence juive.

Les puissances coloniales décident du sort du Moyen-Orient

En 1914, à la veille de la guerre, la population de la Palestine ottomane est estimée à 670 000 habitants, dont 60 000 sont juifs.

La guerre voit s'affronter les puissances centrales – empires allemand, austro-hongrois, ottoman et la Bulgarie – aux puissances occidentales, avec, à leur tête, la France, la Russie et la Grande-Bretagne.

Deux dates sont à retenir en ce qui concerne le Moyen-Orient : 1916, les accords secrets Sykes-Picot, signés par la Grande-Bretagne et la France, décident déjà du partage du Moyen-Orient et, en 1917, la déclaration Balfour, du nom du ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne (un antisémite notoire), qui écrit une lettre au président du Congrès juif mondial, disant que « *le gouvernement de sa majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ».

En 1919, l'empire ottoman vaincu est dépecé. En 1920, la conférence de San Remo instaure des mandats au Moyen-Orient : la Société des Nations (SDN), nouvellement créée, donne la Palestine en mandat à la Grande-Bretagne en y incluant la déclaration Balfour. Le premier haut-commis-

saire qui contrôle ce mandat est Samuel Herbert, juif orthodoxe et sioniste convaincu. Avec la protection active de la Grande-Bretagne, le mouvement sioniste va développer, année après année, une sorte d'État parallèle sur la terre de Palestine.

Dès 1909, les colonies agricoles se multiplient (Moshav ou kibboutz) sur des terres achetées la plupart du temps à des propriétaires absentéistes et excluent la main-d'œuvre arabe.

Quelques dates et faits

1920 : création de la Histadrout, qui se dit « *organisation des travailleurs de la terre d'Israël* » et dont le secrétaire est Ben Gourion de 1921 à 1928. Ce syndicat est aussi un gros employeur, qui s'oppose aux syndicats mixtes arabo-juifs et travaille à les détruire.

1923 : la colonisation venue d'Europe s'accélère. Vladimir Jabotinsky, qui fondera le sionisme révisionniste (ancêtre du Likoud, parti de droite passé à l'extrême droite avec Netanyahu), écrit *Le Mur de Fer* où il développe l'idée que le sionisme devra s'imposer par la force par « *un mur de fer que la population indigène ne peut abattre* ». En 1925, la population juive représente 17% de la population totale palestinienne.

1929 : première grande révolte de la population palestinienne contre la colonisation sioniste (il y en avait eu avant, mais sporadiques et non centralisées).

Durant les années suivantes, plusieurs enquêtes, commissions, un Livre blanc, conduits par les Britanniques mettront l'accent sur les méfaits de la colonisation et le besoin de contrôler l'immigration européenne juive. Mais aucune mesure ne sera réellement appliquée, le mouvement sioniste international est fort et uni, et il dicte sa volonté.

En 1933, l'Organisation sioniste mondiale conclut un accord avec le régime allemand nazi – le Ha'avara – qui autorise l'émigration de Juifs allemands fortunés vers la Palestine contre l'importation de produits allemands à destination des populations juives établies dans ce pays. Entre 1933 et 1939, plus de 53 000 personnes émigreront ainsi, y apportant des capitaux importants¹.

De 1936 à 1939, plusieurs révoltes palestiniennes ont lieu, féroce ment réprimées par les Britanniques. En avril 1936, une grève générale éclate qui durera six mois.

Durant cette grève, 55 colonies sont implantées par le mouvement sioniste (dont 52 kibboutz). Des milliers de combattants (des paysans surtout), rejoints par des volontaires des provinces voisines (Syrie, Liban et même Irak), tiennent les zones montagneuses. En 1937, la commission Peel propose un partage de la Palestine, avec transfert des Palestiniens si besoin ; plan refusé par les Palestiniens. La révolte repart en septembre 1937. La répression britannique est terrible : bombardement, dynamitage de maisons, pendaisons, travaux forcés, etc. : 5 000 morts et des dizaines de milliers de blessés. En 1939, une partie des forces armées juives, organisées en groupes paramilitaires très bien armés, et depuis longtemps, est intégrée aux forces britanniques.

En Palestine, que ce soit du côté juif comme du côté anglais ou palestinien, personne n'est dupe. En 1938, dans un discours, Ben Gourion déclare : « *Ne nous racontons pas d'histoire... politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se*





défendent... et de leur point de vue nous voulons nous emparer de leur pays.»

En 1939, Jabotinsky explique qu'«il n'y a pas d'alternative: les Arabes doivent faire de la place aux Juifs d'Eretz Israël». En décembre 1940, Joseph Weitz, directeur du Fonds national juif, déclare: «La seule solution est Eretz Israël... Il ne faut pas laisser un seul village, pas une seule tribu.»

En 1939, la Grande-Bretagne publie un second Livre blanc qui préconise une grande diminution de l'émigration juive et des ventes de terre, et promet la création d'un État unitaire dans les dix ans. Les sionistes le rejettent, les Palestiniens finissent par l'approuver.

Pendant la guerre, les leaders sionistes progressent vers un État juif: à la conférence réunie à l'hôtel Biltmore (New York), en mai 1942, l'expression «*foyer national juif*» est abandonnée officiellement au profit d'«*État juif*»

Les groupes armés sionistes déjà existants – Irgoun, Hagana – s'arment de plus en plus et s'entraînent; certains seront intégrés aux forces britanniques, d'autres passent au terrorisme contre les Britanniques dès 1940 (ils y sont passés contre les Arabes depuis longtemps); tous, dès février 1944, bien avant la fin de la guerre contre les nazis, mènent des attaques meurtrières contre les Britanniques, les Arabes et les Juifs pacifistes. Le 22 juillet 1946, l'Irgoun – son chef est Ménéhem Begin, né en Pologne et qui sera Premier ministre en 1977 – fait exploser l'hôtel *King David*, à Jérusalem, siège du gouvernement britannique. Bilan: 91 morts. En parallèle, les États-Unis se rangent totalement derrière le sionisme. En février 1947, le Royaume-Uni rend son mandat à l'ONU, nouvellement créée.

Plans de partages irréalistes et, déjà, le nettoyage ethnique

Au cours des mois suivants plusieurs plans de partages du territoire palestinien sont envisagés par l'ONU, plus ou moins irréalistes. Finalement, l'un d'eux est adopté le 29 novembre 1947 – difficilement, en second vote, et grâce aux pressions des États-Unis sur de petits États vassaux: les Juifs, qui possèdent alors 6,5 % des terres et forment 35 % de la population, recevront 56 % du territoire dont les terres les plus fertiles, en particulier la plaine littorale. Gros problème pour cet état juif: 42 % de la population en sera arabe!

De ce vote à la proclamation de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, pendant six mois, les forces sionistes vont faire le maximum pour vider le futur État de ses habitants autochtones, soit par la peur, soit par la persuasion, soit par la force. En janvier 1948, Ben Gourion approuve un plan de liquidation des personnalités palestiniennes résistantes. Puis le plan Dalet – plan de nettoyage établi par la force armée Hagana – est appliqué dès mars 1948; il s'agit de conquérir un maximum de villages arabes, d'en expulser les habitants, puis de détruire les lieux pour qu'ils ne reviennent pas avant la date de départ des forces britanniques et de la proclamation du nouvel État. Joseph Weitz, président du département de la colonisation, déclare en avril 1948: «*J'ai la liste des villages arabes qu'il faut vider pour compléter des régions juives. Et celles de lieux où il y a des conflits fonciers qui doivent être colonisés par des moyens militaires.*»

En parallèle, des milliers de Juifs, qui sont dans les camps de réfugiés américains en Allemagne, sont alors envoyés en Palestine pour intégrer les forces armées sionistes et participer à ce nettoyage. Nombreux sont ceux qui auraient

voulu émigrer aux États-Unis, mais les visas sont refusés, ils n'ont d'autre option que la Palestine.

Le 9 avril 1948, le village de Deir Yassin est attaqué par les milices sionistes, il y a environ 120 morts. Ce massacre – et d'autres de moindre importance – enclenche la fuite de nombreux villageois vers les villes palestiniennes ou vers l'est du pays, la partie qui doit revenir à l'État arabe.

Le 14 mai 1948, Ben Gourion proclame la naissance de l'État d'Israël, État dont les frontières ne sont pas fixées. (En 2025, Israël n'a toujours pas de frontières approuvées par aucun de ses gouvernements et reconnues internationalement.)

Le lendemain de cette proclamation, les États arabes voisins entrent en guerre – Jordanie, Liban, Syrie, Égypte – contre le nouvel État: mal armés, mal dirigés, trahis aussi (double jeu jordanien), ils tombent les uns après les autres. La ligne d'armistice (signée entre février et juillet 1949 avec les divers pays arabes) est fixée, dite ligne verte – qui servira de frontière jusqu'en 1967. Israël, État juif, possède maintenant 78 % de la Palestine historique. Les 12 % restant passent sous administration égyptienne – la bande de Gaza – ou sont annexés par la Jordanie – la Cisjordanie.

De fin 1947 jusqu'en 1950, et même parfois après, l'expulsion des Palestiniens continue. En tout, entre la décision de l'ONU et 1952, environ 800 000 sont expulsés vers la Cisjordanie et les pays arabes voisins. Leurs terres, maisons, biens divers – «le bien des absents» – sont saisis, administrés par le nouvel État, puis deviennent propriétés de l'État ou du KKL. S'ils tentent de revenir, ils sont soit tués, soit arrêtés et expulsés.

Des centaines de villages palestiniens sont ainsi vidés de leurs habitants, la majorité d'entre eux détruits ou, si occupés, rebaptisés d'un nom en hébreu. L'ONG De-Colonizer (israélienne) recense 615 villages arabes détruits entre 1948 et 1952, et 31 villes.

La résolution 194 de l'ONU, qui demande le retour des réfugiés, ne sera jamais appliquée et son défenseur, le comte suédois Folke Bernadote, est assassiné par le groupe Léhî-Stern. Ce qui n'empêche pas le nouvel État d'être admis à l'ONU en avril 1949; il s'engage à se conformer à la Charte des Nations Unies et à appliquer les résolutions 181 et 194 (deux États et retour des réfugiés). Ni celles-ci ni la centaine d'autres résolutions prises depuis n'ont jamais été respectées par Israël.

Peupler Israël de Juifs venus d'ailleurs... même s'ils ne le sont pas tous vraiment ou pas complètement !

Dès 1948, plusieurs lois sont prises rapidement pour protéger le nouvel État; les Palestiniens d'Israël – dits «arabes» – resteront sous régime militaire jusqu'au milieu des années soixante. Depuis, 65 lois discriminantes règlent leurs droits (ou non-droits) affirmant ainsi l'inégalité entre citoyens.

Exemple: la loi sur le «*bien des absents*», biens gérés par Israël puis judaïsés, la loi du retour qui stipule que les Juifs du monde entier et eux seuls peuvent être citoyens, amendée en 1952 par la loi sur la citoyenneté, qui accorde passeport et droit de vote à d'autres que des Juifs, mais non la nationalité réservée aux seuls Juifs.

Entre 1950 et 1951, l'émigration des Juifs arabes vers le nouvel État commence. D'abord par l'Irak, qui autorise ses citoyens juifs à émigrer entre 1950 et 1951. Ils y sont encou-



ragés par les organisations sionistes, « aidés » et poussés par la tactique nommée « *sionisme cruel* » : 3 attaques à la grenade créent la peur et poussent à l'exil. Leurs auteurs seront ultérieurement arrêtés : deux agents israéliens et une poignée de Juifs sionistes irakiens. Presque tous les 170 000 Juifs irakiens émigrent.

La tactique du « *sionisme cruel* » – créer des peurs pour pousser à l'émigration – sera ensuite appliquée dans de nombreux États arabes où vivent des Juifs depuis des centaines d'années : il s'agit de rassembler un maximum de Juifs en Israël, quitte à en faire des citoyens de seconde zone dans un État créé et dominé par les Juifs européens dits Ashkénazes. Les Séfarades, descendants des Juifs expulsés d'Espagne, pour la majorité établis en Afrique du Nord, les Mizrahim, orientaux – sont et seront longtemps (encore ?) en butte au racisme et à la misère. Leur langue, leur culture, leur nourriture... arabes, sont dénigrées, interdites, l'assimilation est obligatoire, comme elle l'a été précédemment pour les Juifs européens parlant le yiddish. Pour certains venant d'Éthiopie, dits Juifs falashas ou falashmoras (8 000 en 1984-1985, puis 14 500 lors de la guerre civile en 1991), c'est pire : leur judéité est mise en cause et ils sont parfois obligés de se « reconverter » !

Les derniers arrivés sont les Juifs russes. À partir des années soixante-dix, l'URSS autorise une émigration limitée : une majorité des émigrants choisira l'Europe ou les États-Unis, mais, à partir de 1988, ces pays leur ferment la porte ; comme après la guerre, il ne leur reste qu'Israël. De 1988 à 2002, 950 000 Russes s'installent, dont un quart ne sont pas considérés comme « Juifs » par le rabbinat orthodoxe, seul compétent pour dire qui est juif. Un grand nombre de ces émigrants réémigreront ensuite vers l'Europe ou même vers leur pays d'origine.

Trouver des volontaires à l'émigration et de « nouveaux Juifs »

Actuellement, le mouvement sioniste n'a plus d'autres réserves migratoires que dans les pays occidentaux et en Amérique du Nord surtout...

Le Bureau des statistiques israélien donne les chiffres suivants : 9 921 000 habitants en juin 2024, y compris les 710 000 colons à Jérusalem Est et en Cisjordanie, parmi lesquels 2,1 millions d'« Arabes » israéliens et 216 000 étrangers. En Cisjordanie, 3,2 millions de Palestiniens et à Gaza

(compte tenu de la situation) environ 2,1 millions. Total de la population palestinienne : 7,4 millions pour 7,6 millions de Juifs israéliens. À noter que si des Juifs – souvent positionnés très à droite – « montent » en Israël depuis deux ans, beaucoup en partent : 84 000 en 2024 contre 31 000 nouveaux arrivants. Et nombreux sont ceux qui vivent à l'étranger – souvent dans leur pays d'origine ou dans celui de leur famille –, tout en continuant à être domiciliés en Israël où ils ne viennent que périodiquement.

D'après l'Agence juive, il y aurait 18,2 millions de Juifs dans le monde, dont la majorité ne vit pas en Israël (6 millions aux États-Unis). (Ces chiffres sont basés sur le nombre de personnes qui se définissent comme juifs.)

Toujours d'après l'Agence, si on tient compte des personnes éligibles à la nationalité israélienne, comme défini dans la loi du retour, il y aurait 25,3 millions de Juifs dans le monde, qui peuvent prétendre à devenir des citoyens d'Israël, certains ne le sachant même pas ! Cette loi permet à une personne ayant au moins un grand-parent juif, c'est-à-dire né de mère juive, donc arrière-grand-mère ! (ainsi qu'à son conjoint même non juif et leurs enfants), de s'installer en Israël et d'acquérir la nationalité israélienne. La judaïté peut aussi s'acquérir par la conversion ; de toute façon, elle est éternelle : un athée, une personne qui change de religion, etc., restera juive pour cette comptabilité, qu'elle le veuille ou non.

La propagande actuelle israélienne, en Europe et spécialement en France (pays « antisémite et dangereux » d'après les autorités de ce pays), montre les bienfaits qu'apporte l'émigration vers Israël – la sécurité, l'entre-soi, sans oublier les aides étatiques à l'installation, tout est payé, le déménagement, le voyage et même le billet d'avion de votre chien, si vous en avez un. Il en va du caractère juif de l'État mis en danger par l'occupation-annexion de la Cisjordanie et le contrôle de la bande de Gaza. ■

Colette Berthès

Quelques références :

- Monique Chemillier- Gendreau, *Rendre impossible un État palestinien*, Textuel, 2025.
- Ilan Halévi, *Sous Israël, la Palestine*, Le Sycomore, 1978.
- Elias Sanbar, *Figures du Palestinien*, Folio Histoire, 2024 ; *la Palestine expliquée à tout le monde*, Seuil, 2013.
- Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État ?*, Points, 2024 ; *Comment la terre d'Israël fut inventée*, Flammarion, 2012.
- Jean-Pierre Boucher, *Palestine, plus d'un siècle de dépossession*, Scribest Publications, 2024.
- René Berthier, *La Palestine face au mur*, Éditions du Monde libertaire, 2008.

1. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_Haavara> ; <www.rfi.fr/archives/moyen-orient/2023/08/06-août-2023>.

« En 2010, je suis allée chanter à Ramallah, en Cisjordanie occupée. J'ai vu dans quelles conditions les Palestiniens vivent, confinés sur ce bout de terre... J'ai vu l'armée d'occupation israélienne dans les rues de Jérusalem Est et ailleurs. J'ai vu les colonies squattant avec arrogance le sommet de collines volées aux Palestiniens. Et partout où je posais mon regard, j'ai vu le mur de l'apartheid, le mur de la honte... J'ai promis aux gens que j'ai rencontrés là-bas de témoigner de ce que j'avais vu et ressenti, une fois de retour en France.

Et puis, quatre ans plus tard, en juillet 2014, il y a eu Gaza : une nouvelle fois, la barbarie contre toute une population, 2 251 morts, 11 251 blessés, mutilés, amputés, 551 enfants dont la vie a volé en éclats dans le fracas des bombes. Parmi eux, les quatre petits de la famille Bakr – 10 ans, 10 ans, 9 ans et 6 ans –, volontairement ciblés sur la plage par un missile israélien. La destruction, les ruines, le désespoir, et pourtant, toujours, la dignité et la résistance d'une population sous blocus depuis neuf ans...

Cette chanson est mon témoignage et un hommage aux martyrs de Gaza. » ■

Dominique Grange



Ce témoignage de Dominique, qui date de 2010, est malheureusement d'une terrible actualité, raison pour laquelle il nous a semblé avoir toute sa place ici. S.

Détruisons le mur !

À la mémoire de tous les enfants palestiniens assassinés par l'armée d'occupation israélienne (juillet 2014)

Dis-moi c'qu'il y a derrière le mur
Qui balafre notre horizon
Et qui défigure la nature
Avec ses plaques de béton ?
– Petit, il y a nos oliviers
Nos puits, nos sources, nos collines
Et nos villages abandonnés
Qui furent jadis la Palestine (bis)

Dis-moi où est passée la mer
Que l'on apercevait au loin
Avant qu'ils s'emparent de nos terres
Depuis Gaza jusqu'au Jourdain ?
– Petit, tu ne l'as jamais vue
Elle est derrière les barbelés
Elle est gardée par des blindés
La mer, on ne s'y baigne plus ! (bis)

Détruisons le mur de séparation !
Halte à l'apartheid, à l'occupation !
L'exil de nos frères bientôt finira
Palestine Vivra, Palestine Vaincra !

Dis-moi c'qu'il y a derrière ce mur
Qui a coupé en deux nos vergers ?
On n'entend même plus le murmure
Du vent dans les arbres fruitiers...
– Des milliers d'arbres déracinés
Tombés comme des héros sans gloire
Témoignent de ce qu'ils t'ont volé,
Petit, ton pays, ton Histoire ! (bis)

Pourquoi les enfants de Gaza
Assassinés par leurs missiles ?
Où sont Ahed et Zakaria
Et Mohammad et Ismaïl ?
– Petit, l'occupant est sans cœur
Il prend nos terres, il prend nos vies
Il veut imposer la terreur
Mais nous n'avons pas peur de lui ! (bis)

Détruisons le mur de séparation !
Halte à l'apartheid, à l'occupation !
L'exil de nos frères bientôt finira
Palestine Vivra, Palestine Vaincra !

Dis-moi combien de temps encore
Pour que mon peuple se libère
Mon peuple exclu, saigné à mort
Dans sa prison à ciel ouvert ?
– Petit, résiste à l'opresseur
Comme Barghouti et Georges
Abdallah
Chasse les colonisateurs
Comme l'a fait Nelson Mandela ! (bis)

Détruisons le mur de séparation !
Halte à l'apartheid, à l'occupation !
Brisons le blocus, libérons Gaza !
Palestine Vivra, Palestine Vaincra !
(Bis)

Dominique Grange
(Paroles et musique)

Ce CD est en vente au prix de 10 € (envoi compris), qui seront reversés pour Gaza à l'association France Palestine Solidarité, via HelloAsso.
Pour le commander :
Écrire à Casse-Rôles, qui transmettra.

– Vidéo en 2015 : <<https://www.juste-une-trace.com/fr/actus/detruiisons-le-mur/>>.

– CD publié en 2019, visuel pochette de Jacques Tardi :
<<https://agencemediapalestine.fr/blog/2019/12/25/sortie-du-cd-avec-la-chanson-detruiisons-le-mur-de-dominique-grange/>>.

Pinkwashing

Comme pour le massacre en cours à Gaza (« ce n'est pas un génocide »), pour l'armée (« c'est la plus morale du monde »), l'apartheid (« Israël est une démocratie représentative »), les droits LGBTQIA+ font l'objet d'un stratagème narratif bien rodé afin de montrer au monde combien l'État d'Israël est progressiste et moderne : grande marche des fiertés à Tel Aviv, député·es ouvertement queers, législation particulièrement inclusive, etc.

POURTANT, depuis plusieurs années, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer, derrière ces mesures libérales, un véritable « w¹ » destiné à attirer la sympathie internationale afin de faire oublier les violations répétées et mortifères des droits des Palestinien·nes, de prouver la prétendue supériorité morale d'Israël sur la Palestine, supposée rétrograde sur cette question, et de faire de Tel Aviv une destination phare du tourisme gay.

Même la mairie de Paris (communistes, socialistes, Verts) avait apporté sa contribution lorsqu'elle avait accueilli, dans le cadre de la manifestation Paris Plage, en 2015, « Tel Aviv sur Seine », avec force drapeaux arc-en-ciel frappés de l'étoile de David !

Un système à deux vitesses.

Cette récupération politique des luttes LGBTQIA+ cache en réalité un système à deux vitesses qui ségrègue fortement aussi bien les queers israélien·nes que les queers palestinien·nes.

À titre d'exemple, l'association Aguda, qui œuvre depuis 1975 pour l'égalité des droits en Israël, a enregistré en 2022 environ 3 300 cas de crimes et délits commis en raison de l'orientation sexuelle, dans les rues, les transports en commun, les écoles, etc.

En ce qui concerne les queers palestinien·nes, de nombreuses organisations sionistes prétendent les accueillir à bras ouverts, alors qu'en fait, sur le sol israélien, elles et ils sont traité·es en parias, en situation de quasi-clandestinité et obligé·es de recourir à la prostitution pour survivre. Comme le dit ALQaws, principale association LGBTQIA+ palestinienne, « le mythe selon lequel les Palestinien·nes trouveraient un "refuge queer" dans les villes israéliennes va à l'encontre des politiques réelles de l'État colonial fondées sur l'exclusion et la destruction des Palestinien·nes, qu'ils-elles soient gays, trans ou autres. Le fantasme de l'humanitarisme israélien s'effondre dès que la situation coloniale est prise en compte ».

Et ALQaws ajoute : « Il n'y a pas de "porte rose" dans le mur de l'apartheid. » ■

Michèle Gay

« Pas de gay pride sous génocide »

Dans *Mirage gay à Tel Aviv*, paru en 2017, Jean Stern, journaliste indépendant et l'un des fondateurs de la revue *Gai Pied*, démontait la stratégie de l'État d'Israël destinée à camoufler « l'occupation, le conservatisme religieux et l'homophobie derrière le para-vent sea, sex and fun de Tel Aviv ».

Dans une nouvelle édition qui vient de paraître, il démontre que « le rouleau compresseur du "mirage rose" a fait long feu, à l'heure où Israël tente de faire disparaître les Palestinien·nes, hétéros comme homos, de Gaza et de Cisjordanie ».

Éditions Libertalia, 2025.

1. « w » : Procédé mercantile utilisé par un État, organisation, parti politique ou entreprise dans le but de se donner une image progressiste et engagée pour les droits LGBTQIA+ (Wikipedia).



Pour qui siffle le train...

Féministe, le TGV ?

« Que la grande vitesse ferroviaire soit au service des cadres sup' et de l'attractivité commerciale et patronale des métropoles, on le savait déjà. Que l'investissement massif en sa faveur soit un facteur d'une hausse de l'inégalité de genre en matière de transport, c'était passé sous les radars. »

EN LISANT LE JOURNAL *L'EMPAILLÉ* de l'été, on tombe sur un article qui nous explique comment la politique des transports ferroviaires génère des difficultés supplémentaires pour les femmes, obligées d'emprunter les petites lignes ; les femmes des petits villages ruraux, souvent sans voiture et qui travaillent loin de leur domicile, dépendent des TER. Pour elles, leur fiabilité est primordiale : un TER en retard ou supprimé peut faire perdre un emploi ou rater un rendez-vous, sans oublier les rames surchargées aux heures de pointe, laissant les usagères à quai, les trains supprimés la veille et les retards nombreux.

Selon Mary Crosse, directrice du Sommet international des transports en 2020, « *le genre est un déterminant de choix du transport plus solide que l'âge ou le revenu* », car, selon l'enquête du groupement des autorités responsables des trans-

ports, en 1996, deux tiers des utilisateurs et utilisatrices des transports en commun sont des femmes.

Les femmes, majoritairement en charge de l'accompagnement des enfants à l'école, chez le médecin, aux activités de loisirs, se déplacent en dehors des heures de pointe avec des destinations différentes de celles des hommes. Cette complexité des déplacements est oubliée, car ce qui passe en premier, c'est le souci des trajets domicile-travail qui justifierait les moyens colossaux consacrés aux TGV.

La SNCF, elle est à qui ?

Une enquête de l'autorité de régulation des transports en 2019 a montré que ce sont les catégories sociales supérieures, cadres et professions intellectuelles qui empruntent les TGV pour un usage majoritairement consacré aux loisirs, alors que les femmes souffrent du manque de transport au quotidien.

Entre les années 1980 et 2010, le réseau LGV a englouti l'essentiel des investissements dans son développement au détriment des petites lignes. Depuis les années 1930, le réseau ferroviaire a été divisé par deux en nombre de kilomètres.

Investir dans les lignes à grande vitesse, c'est continuer d'investir pour que des CSP+ optimisent leur temps de transport, et défavoriser la mobilité des femmes plus dépendantes des transports collectifs que les hommes. Difficile de s'en étonner lorsque l'on se rend compte que la participation des citoyens aux projets urbains est le plus souvent une affaire d'hommes. Au Grenelle des mobilités, en 2012, peu de femmes étaient présentes dans les assemblées, leur temps de parole était moindre et il n'y avait que des experts masculins. Alors des priorités comme l'accessibilité, la priorité sociale, le soin, l'éducation passent à la trappe.

Encore une fois, les femmes ne font pas partie des discussions qui les concernent, les écouter permettrait pourtant de réorienter le financement du ferroviaire vers les petites lignes en zone rurale et périurbaine, en oubliant le culte de la vitesse. ■

Sagna



Sources : Stéphanie (de l'association Stop LGV Bordeaux métropole pour les transports du quotidien) et Émile Progeault, « Le TGV n'est pas féministe », *L'Empaillé*, été 2025, p. 28-29.



Récrire ou réécrire les livres populaires

Faut-il rayer les mots qui fâchent des classiques de la littérature, car ils diffusent les stéréotypes sexistes et racistes de leurs auteurs et autrices ?

DANS UN COURT ESSAI intitulé *Toutes les époques sont dégueulasses* (phrase empruntée à Antonin Artaud), Laure Murat revient sur la polémique concernant la réécriture d'ouvrages populaires heurtant à juste titre notre sensibilité actuelle, par exemple « *la saveur piquante du viol* » et les Coréens « *inférieurs aux singes dans la hiérarchie des mammifères* » ; dans James Bond, ou les *Dix Petits Nègres* d'Agatha Christie.

Elle commence par faire la distinction entre deux opérations : la réécriture et la récriture. La première opération pouvant être qualifiée de processus esthétique – il s'agit de créer une nouvelle version d'une œuvre existante en l'adaptant en bande dessinée ou au théâtre ou cinéma –, la récriture consistant à mettre un texte aux normes typographiques ou morales sans intention esthétique. La récriture intervient aujourd'hui pour rendre convenables, à la lecture contemporaine, des œuvres où le traitement des races, des sexualités, des minorités ou même des morphologies atypiques pose problème.

Des poissons crevés dans une eau empoisonnée

Elle juge que cette opération de récriture, qui obéit souvent à des raisons mercantiles (ne pas se priver de la manne financière de la vente de ces ouvrages populaires), est une demi-mesure car il ne suffit pas de remplacer quelques mots dans une œuvre qui véhicule l'idéologie raciste ou sexiste de son auteur ou autrice, et d'une époque au-delà des mots par son intrigue, son décor et ses personnages.

« *Le racisme, le colonialisme, l'antisémitisme sont des idéologies. Extirper d'un texte ici un mot insultant, là un adjectif désobligeant revient à sortir des poissons crevés d'une eau qui, de toute façon, est empoisonnée. Si on peut toujours corriger la lettre, il est impossible de réformer l'esprit qui dicte en sous-main l'intrigue et imprègne les raisonnements, où le sens de la hiérarchie, l'évidence de la domination blanche, la séparation des classes sociales, la supériorité des hommes sur les femmes sont un présupposé, une conviction indiscutable et indiscutée.* »

Dans le livre d'Agatha Christie l'intrigue se déroule sur une île déserte baptisée Niger Island à cause de sa forme ressemblant à la tête d'un homme « *aux lèvres négroïdes* ». L'autrice était conservatrice, pour la peine de mort et en accord avec la politique coloniale de l'empire britannique.

Changer le titre d'un livre constellé de remarques racistes n'en change pas le sens.

Dans un classique de la littérature jeunesse, *Sacrées sorcières*, de Roald Dahl, connu pour son antisémitisme, la récriture a raboté le nez des sorcières sans changer leur activité : contrôler le monde en imprimant leur propre monnaie, l'argent étant leur affaire.

Une affaire de gros sous

La récriture n'est pas qu'une affaire morale, il ne s'agit pas de lutter contre le sexisme, la grossophobie ou le racisme, il s'agit d'argent. Si ces best-sellers mondiaux ne correspondent plus aux attentes des nouvelles générations, ils ne se vendront plus et, pour Laure Murat, ces tribunes indignées contre « *la police de la pensée* », « *la censure woke* », la morale ne sont rien d'autre que le pur cynisme de l'économie néolibérale.

Alors quelle solution ?

L'autrice en propose une, un peu naïve selon elle : ne pas les lire s'ils nous choquent, mais les évacuer totalement, c'est aussi priver les opprimé-es et les discriminé-es de l'histoire de leur oppression.

Plus sérieusement, elle propose de garder les textes sans les caviarder, mais de les contextualiser par le biais de notes et d'introductions exigeantes et honnêtes, et cite un exemple de réécriture, vrai travail de littérature récente, à partir du livre de Mark Twain *Les Aventures d'Huckleberry Finn*. Dans ce livre, le mot *nigger* figure de nombreuses fois, l'ouvrage a donc été banni de la plupart des écoles et bibliothèques américaines. Percival Everett réécrit l'histoire d'Huck du point de vue de Jim, esclave illettré, qui devient James et se joue des Blancs pour choisir son destin, mettant ainsi, selon Laure Murat, racisme et poussières sous le tapis.

« *Plutôt que de procéder à un petit trafic des textes du passé : répondre par le pouvoir de l'imagination ; plutôt que de récrire médiocrement : réécrire avec esprit.* » ■

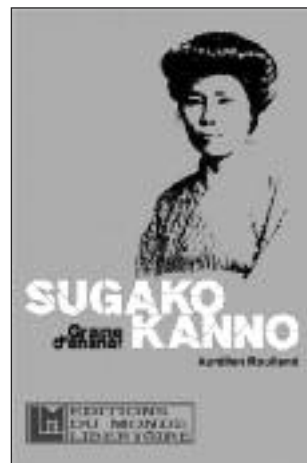
Sa.

– Laure Murat, *Toutes les époques sont dégueulasses*, Verdier, 2025.

– Percival Everett, *James*, Éditions de l'Olivier, 2025.

Libre, féministe et antiautoritaire

Isabelle, abonnée de longue date à *Casse-rôles*, se présente comme anarchaféministe, en précisant qu'elle ne contente pas de se dire anarchiste, parce que (hélas, rajoute-t-elle), dans le milieu libertaire, le féminisme est très souvent oublié, voire dénigré. Cet été, Isabelle a fait une conférence sur trois femmes anarchistes, au café *Le Pavé de Douarnenez*. Nous vous proposons le texte de son intervention sur la moins connue de ces trois femmes, la Japonaise Sugako Kanno.



SUGAKO KANNO, lors de sa courte vie (elle est morte à 29 ans), m'a attirée par sa force de caractère et sa radicalité. Issue d'un milieu prolétaire, elle est née le 7 juin 1881 à Osaka. Elle a perdu sa mère très jeune, à 10 ans. Son père s'est remarié avec une femme qui l'a maltraitée. Et elle a subi un viol à l'âge de 15 ans. Pour échapper aux mauvais traitements de sa belle-mère, elle se maria.

Kanno est devenue journaliste et s'est engagée dans le mouvement féministe chrétien qui lutte contre le système des bordels légaux. C'est suite à la rencontre de l'anarchiste Shusui Kotoku qu'elle va publier des articles dans un journal anarchiste.

Elle a été arrêtée et emprisonnée deux fois pour activités dites « subversives », mais, après un complot visant à assassiner l'empereur Meiji, elle sera condamnée à mort. Elle fut la seule femme, parmi les 23 autres personnes arrêtées, et mourut pendue, seule dans sa cellule, à la suite d'une parodie de procès le 25 janvier 1911.

Je ne connais de cette anarchiste que la traduction effectuée par mon ami Aurélien Roulland de textes écrits pendant sa dernière incarcération.

Ce qui m'a émue dans ses écrits, c'est à la fois sa radicalité et sa profonde humanité. En 1907, elle devient journaliste, et fonde avec quelques compagnes une revue appelée *Femmes du monde*.

Elle y avait une plume incendiaire

« Parmi les choses ennuyeuses de ce monde, je pense que les hommes sont la plus ennuyeuse. Lorsque je les entends soutenir interminablement une

conversation sur la virginité féminine, j'éclate de rire. Nous devrions avoir quelque preuve de la compétence des hommes afin de parler d'un tel sujet avant que nous daignions l'écouter. Je ne peux contenir mon dégoût du fait que les hommes éloquentes de notre société parlent de manière si ouvertement effrontée de la virginité féminine... C'est incroyablement insultant pour les femmes. Et je trouve extrêmement étrange que les femmes ne s'insurgent pas afin d'arrêter toutes ces discussions masculines sur la virginité. J'accueille avec le plus grand des cynismes et d'une haine excessive l'homme débauché d'aujourd'hui qui ne cesse de radoter à propos des bonnes épouses et des mères sages. »

Ce qui caractérise Sugako, c'est son radicalisme féministe et sa volonté d'entraîner ses compagnes dans une révolution vers une égalité complète hommes-femmes sans discrimination genrée. *« Pour nous, femmes, la tâche la plus urgente est de développer notre propre éveil. »* Jusqu'à son exécution, elle continua à défendre ses idées anarchistes. Son seul regret fut que des personnes intéressées par les idées anarchistes, mais n'étant pas impliquées dans le complot, furent elles aussi condamnées. *« Je suis fière d'être une partisane de l'anarchisme. »*

Ceci est une courte présentation de la vie de cette femme formidable. ■

Isabelle

Aurélien Roulland, *Sugako Kanno*,
Les éditions du Monde libertaire, 2021.

— Gaza... —

PUT YOUR SOUL ON YOUR HAND AND WALK¹ est classifié comme documentaire. Plus qu'un documentaire, qui souvent est porté par une intention, une volonté de révéler, démontrer, ce film est un document quasiment brut. Je l'ai vu en avant-première avec un dialogue en visioconférence avec Sepideh Farsi, sa réalisatrice, à l'issue de la projection.

Sepideh Farsi est une réalisatrice iranienne issue d'une famille opposante au Shah d'Iran et qui n'acceptait pas la captation de la révolution iranienne par les mollahs. Ayant subi huit mois de prison à l'âge de 16 ans, elle a fui son pays en 1984 pour venir faire ses études en France. En avril 2024, elle a fait partie d'une des tentatives de militant·es et personnalités de rompre le blocus de Gaza depuis l'Égypte. Devant cette impossibilité, elle a demandé, par l'intermédiaire d'un réfugié palestinien, d'entrer en contact avec une personne qui pourrait témoigner de ce qu'elle vit à Gaza. Il l'a mise en relation avec Fatem Hassona.

L'essentiel du film repose sur la capture vidéo des échanges téléphoniques entre Fatem et Sepideh. Cette jeune photographe de 24 ans témoigne directement du quotidien de la vie à Gaza sous les destructions quotidiennes des structures et des humains, perpétrées par l'État israélien. Ce dialogue (en anglais) a duré près d'une année, avec des interruptions dues aux problèmes techniques de communication avec un territoire de plus en plus détruit.

Même si la foi religieuse de Fatem était une des sources de son espoir de vivre, on comprend également qu'elle a fait le choix de vivre pleinement, en continuant à photographier et communiquer parce que, face au génocide, c'est la seule forme de résistance possible. C'est ainsi qu'elle a pu faire de terribles et magnifiques photos que Sepideh Farsi inclut dans quelques séquences de son film. Une partie de ces photos a été présentée dans différentes expositions l'été dernier. Un projet d'édition est en cours.

Le film a été sélectionné par l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID) pour une présentation pendant le festival de Cannes. L'ACID a annoncé sa décision le 15 avril. Le lendemain, Fatem Hassona et sa famille ont été tuées lors d'une attaque israélienne visant leur maison. Cette exécution ciblée a finalement renforcé le propos du film. Fatem était un témoin parmi d'autres des crimes perpétrés à Gaza ; aujourd'hui, à travers ce film et ses photographies, elle demeure témoin, mais est également victime et accusatrice. Cela m'évoque la chanson *La Vérité* de Guy Béart : *« Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté. »*

Comment peut-on supporter de regarder ce film, malgré l'horreur des événements relatés en paroles et en photos par Fatem Hassona, malgré le fait que pendant tout le visionnage du film, on garde à l'esprit qu'elle a été assassinée justement parce qu'elle nous a livré ce témoignage ? C'est la sereine détermination de Fatem qui nous le permet. ■

Alain Dob

1. Titre anglais, qui peut être traduit par « Pose ton âme dans ta main et marche ».

On en a entendu parler...



Un récit: *Le diable portait un uniforme* par Gwenn Gwaz, Ce livre relate l'histoire d'une femme victime d'un pervers narcissique, militaire de carrière. Maltraitance, y compris à enfants, spoliation, viols... Ce sera un dur combat de plusieurs années pour que Gwen retrouve la liberté. D'autant que, tout au long, la hiérarchie militaire va protéger cet homme, envers et contre tout. Ce livre sera chroniqué dans le prochain *Casse-Rôles*. En attendant un site commun à l'autrice et à son père qui l'a soutenue: <<http://www.bruno-pinel.fr/>>.

Cinéma: Heiny Srour (80 ans) vous connaissez? Peut-être pas et, si oui, tant mieux! Si non à découvrir absolument.

Cette cinéaste juive libanaise a été la première femme arabe – et même issue d'un pays du Tiers-monde comme on disait alors –, à être invitée au festival de Cannes en 1974 avec son documentaire *L'Heure de la libération a sonné*.

Son second film (1984), *Leila et les loups*, ressort en version restaurée. Un film féministe et anticolonial,

inclassable et révolutionnaire dans sa forme. C'est à la fois un voyage dans le temps et l'espace, au cœur du monde des femmes, qui remet en cause les versions classiques et patriarcales de leur place dans les révolutions et les luttes libanaises et palestiniennes. Le film couvre quatre-vingts ans de l'histoire, d'un point de vue de femme, il est ponctué de chants traditionnels ou révolutionnaires, illustré de contes, avec des scènes fortes, un rythme déstructuré, et une image récurrente, celle de Leila, sur une plage, vêtue d'une grande robe blanche au milieu d'un cercle de femmes couvertes de grands voiles noirs.



Mandala: Un « attrape couillonnes » sous couvert d'entraide féminine.

Ce mandala n'a rien à voir avec les jolis dessins géométriques (à colorier) d'inspiration hindouiste qui, paraît-il, aident à se détresser, se concentrer, etc.

Ici, il s'agit d'un système présenté comme un réseau d'entraide féministe, où des « tisseuses de rêves » mettent de l'argent pour aider l'une d'elles à réaliser son rêve. Le principe paraît simple et de bon augure: des femmes forment une pyramide, huit en bas (appelées feu), quatre au-dessus (vent), puis deux (terre), puis une au sommet (eau). Celle-ci a un rêve, par exemple acheter un vélo électrique, et les nouvelles arrivées vont l'aider à le réaliser en mettant chacune une somme d'argent qui leur permet d'intégrer le mandala – mettons 1500 euros. Donc les deux, qui sont en position 2 et 3, avaient, elles aussi, versé une somme pour entrer dans la pyramide, finançant ainsi un « rêve » et avaient dû trouver de nouvelles entrantes... Enfin, celle du sommet (surnommée « eau »)

a assez d'argent pour son rêve, et elle sort du mandala. La pyramide se scinde alors en deux et les deux élues sont maintenant chacune en tête d'un mandala. À elles, la réalisation de leur rêve! Oui, mais, il leur faut trouver de nouvelles tisseuses et c'est là le travail des anciennes « feu » de recruter chacune deux personnes. Ainsi, chaque mandala se recompose entièrement. Et ce n'est pas si facile... parentes, amies, voisines, etc. il faut convaincre!

L'ensemble oscille entre mystique et développement personnel, solidarité féminine et spiritualité, féminin sacré et capitalisme financiarisé puisqu'on réalise ses rêves sans travailler (enfin façon de voir, car certaines s'endettent pour financer les rêves d'une autre, en attendant d'arriver un jour au sommet ou pour participer à plusieurs pyramides!).

Pour plus de détails voir l'article « Mandala, une histoire géométrique du capital » (*L'Empaillé*, hiver 2025). À savoir: ce système est illégal et considéré comme frauduleux en France.

Un livre vient de sortir: Kenza Belarbi édite, au sein du collectif d'éditrices Intilak pour l'action culturelle, le livre *Femme, Arabe et... cinéaste*, d'Heiny Srour, réalisatrice libanaise, pionnière du cinéma féministe et décolonial. ■



C. B.

Annette Kellermann, l'éternelle nageuse

Artiste et pionnière de la natation, Annette Kellermann est l'une des premières à défier les normes vestimentaires imposées aux femmes et à porter un maillot de bain moulant et léger.

L'amour de la natation

Fille de musiciens, née en Australie d'une mère française le 6 juillet 1886, Annette Kellermann souffre à l'âge de 6 ans de la poliomyélite. Elle doit alors utiliser des béquilles et des jambières de métal pour marcher.

Pour renforcer ses jambes, le médecin conseille à ses parents de la mettre à la natation, et la fillette commence à fréquenter une piscine installée au nord de Sydney, Cavill's Baths.

À l'époque, la natation fait en effet partie des sports qu'on juge acceptables pour une femme, pour son absence de risque de choc et de contacts. À condition, bien entendu, d'être pratiquée dans la tenue appropriée, la natation est même recommandée pour les femmes de la haute société.

Annette, elle aussi, se prend de passion pour la natation. Loin de se contenter de tonifier ses muscles atrophiés, elle se lance à corps perdu dans le sport.

À treize ans, à force de nager, ses jambes sont devenues aussi robustes que celles des autres jeunes filles de son âge.

À quinze ans, elle maîtrise toutes les nages, participe à des démonstrations de plongeon depuis des hauteurs élevées et remporte une première compétition de vitesse.

Exploits sportifs

Artiste, comme ses parents, Annette aime aussi le spectacle. Après les avoir suivis à Melbourne, elle se produit dans le rôle d'une sirène et nage avec les poissons à l'aquarium de la ville.

La jeune fille travaille et développe tous les aspects de la natation, technique, artistique et physique, maîtrisant toutes les nages, plongeant de 28 mètres, nageant de longues distances.

En 1905, à 19 ans, Annette fait partie des premières femmes à tenter de traverser la Manche à la nage. Au bout de dix heures de nage, fatiguée par des conditions difficiles et prise de nausées, elle est cependant contrainte à déclarer forfait. Elle réessaiera à plusieurs reprises, mais en vain. Annette Kellermann ne parviendra jamais à traverser la Manche à la nage.

La première femme à réaliser l'exploit sera Gertrude Ederle, en 1926.

La nageuse accomplit d'autres exploits

En 1905, seule femme parmi les huit concurrents, elle participe à la première traversée de Paris à la nage, une course de 11,6 km. Annette termine sa course en 4 h 58 min, à la 4^e position. L'année suivante, accompagnée cette fois-ci de deux autres nageuses, la sportive parvient à améliorer son temps d'une heure.

Les premiers maillots de bain

Annette Kellermann et les autres nageuses concourent pourtant avec un handicap : les conventions sociales de l'époque leur imposent des tenues couvrant les bras et les jambes, des tuniques aux manches longues avec robe mi-longue et pantalon bouffant. Une tenue clairement peu propice aux exploits.

Annette conçoit alors une tenue allégée qui libère les mouvements de son corps : une combinaison une pièce moulante et à manches courtes, qui n'entrave ni ses jambes ni ses bras, bricolée à partir de sous-vêtements assemblés.

En 1907, à Boston, aux États-Unis, Annette est arrêtée, non sans résistance. Motif invoqué ? « Tenue indécente » : son maillot moulant et sans manches découvre ses bras, exposant cuisses et jambes à la vue de tous. Annette, défiant l'interdit, récidive avec des amies, à chaque fois au prix d'arrestations mouvementées.

Un juge tranchera : Annette arguant qu'il n'est pas possible de nager vêtue d'un pantalon et d'une robe, le magistrat autorise le port du maillot une pièce, à condition que les nageuses portent une robe avant d'entrer dans l'eau.

La presse s'est fait l'écho de ces arrestations, Annette devient populaire et, finalement, les femmes américaines sont autorisées à porter un maillot une pièce, une façon d'affirmer le droit à disposer de son corps.

En 1908, un professeur de Harvard a relevé les mensurations de milliers de femmes, celles d'Annette Kellermann étaient les plus proches de celles de la Vénus de Milo. Apprenant cela, Annette Kellermann aurait répondu : « *Oui, mais seulement en dessous des épaules.* »

Toujours en avance, la jeune femme crée alors sa propre ligne de maillots. Rapidement populaires, les « kellermanns » deviennent un nom commun et constituent un premier pas vers le maillot de bain moderne.

Artiste et sportive

Par la suite, Annette Kellermann se lance dans carrière de plus en plus artistique. Dès 1908, elle se lance dans le ballet aquatique, qu'elle diffuse et popularise en véritable pionnière de la natation synchronisée. Elle se produit aux États-Unis, en Europe, en Australie.

Puis elle explore également le monde du cinéma, en lien avec sa passion pour la natation.

La plupart des films dans lesquels elle joue, à l'image de *Neptune's Daughter* (La fille de Neptune, 1914), *A Daughter of the Gods* (La Fille des Dieux, 1916) ou *Queen of the Sea* (La

Reine de la mer, 1918) évoquent en effet l'eau et la mer. Elle joue parfois le rôle de sirène et réalise ses propres cascades, dont des plongeurs de 28 mètres.

En 1916, Annette Kellermann fait scandale en étant la première femme à apparaître nue dans une production d'Hollywood, dans le film *La Fille des dieux*; sa nudité y est pourtant largement camouflée derrière ses longs cheveux.

Femme d'affaires avisée, Annette ouvre des spas, des magasins d'alimentation diététique et, toujours en avance sur son temps, publie des livres sur la santé et le bien-être.

En 1928, à plus de 40 ans, elle explique ainsi sa forme : « *Je n'ai jamais bu de cocktail de ma vie. Je ne bois que de l'eau. Il y a quinze ans que je n'ai mangé ni viande, ni bu de vin, ni de café... Aussi je n'ai jamais été malade, je n'ai jamais manqué une répétition et mon numéro dure plus d'une heure.* »

De retour en Australie pendant la Seconde Guerre mondiale, elle organise des ballets nautiques au profit de la Croix-Rouge.

En 1952, un film américain, *Million Dollar Mermaid* (La Première Sirène) retrace sa vie. Son rôle est interprété par Esther Williams, une autre nageuse de compétition devenue actrice.

Éternelle nageuse

Annette Kellermann meurt en 1975, à l'âge de 89 ans. Ses cendres sont dispersées au-dessus de la grande barrière de corail. ■

Claude Cerutti



Source : <https://histoireparlesfemmes.com/2024/03/18/annette-kellermann-leternelle-nageuse/>.

JO 2024, Paris...



AU VU DES DERNIERS JO qui se sont déroulés à Paris en 2024, on peut encore se questionner sur les tenues des sportives. Contrairement au temps d'Annette Kellermann, où il fallait cacher son corps, aujourd'hui, c'est plutôt l'inverse : il faut montrer son corps, sa féminité.

Certaines tenues sont à la limite de la décence, imposées par les fédérations ; là où les hommes courent avec des shorts (normaux, quoi !), les femmes sont en mini-maillots de bain, les fesses bien visibles. On remarquera que beaucoup portent des shorts à l'entraînement, car on voit bien que le haut de leurs jambes n'est pas bronzé, contrairement aux parties plus basses...

Ça veut dire quoi ? L'égalité qu'on nous dit... mais faut pas exagérer...

Un sexisme encore bien ancré dans les mœurs

Encore aujourd'hui, le sexisme reste présent dans le milieu du sport de haut niveau et les sportives font toujours face à de nombreuses discriminations, comme l'a illustré la polémique qui a éclaté lorsque Nike a dévoilé les tenues dans lesquelles les athlètes américains pourraient concourir lors des JO 2024. De fait, la tenue pour les hommes reste simple avec un short cycliste et un t-shirt à manches courtes, alors que la tenue pour les femmes est très échancrée et moulante. En réponse, des sportives ont souligné l'inconfort de cette tenue et la gêne qu'elle pourrait même occasionner lors de leurs performances.

« *Ils ne sont absolument pas faits pour la performance* », a précisé Colleen Quinley, coureuse de demi-fond américaine et détentrice du record du monde du relais 4x1500 mètres. « *Nos corps sont tous différents et il semble idiot de s'attendre à ce que nous concourions au plus haut niveau de notre sport sans un uniforme bien ajusté.* » Lauren Fleshman, ancienne athlète et championne américaine du 5000 mètres en 2006 et 2010, ajoute que « *les athlètes professionnels devraient être capables de concourir sans avoir à consacrer d'espace cérébral à une vigilance constante du pubis ou à la gymnastique mentale consistant à exposer chaque partie vulnérable de son corps* ». Pour elle, « *si cette tenue était réellement bénéfique à la performance physique, les hommes la porteraient* ». (Source : *Le Parisien*). Cet article est lisible sur https://sciencespourtous.univ-lyon1.fr/jo_2024_egalite_homme_femme/. ■

Solange

PAS D'ARMÉE À L'ÉCOLE !

Augmenter les dépenses militaires en rabotant les dépenses sociales, accorder des subventions aux profiteurs de guerre et aux fabricants d'armes : tous les moyens sont bons pour mettre les Français-es au garde à vous, au son des clairons.

M AIS, MIEUX ENCORE, il faut préparer les esprits : rendre la guerre acceptable et naturelle pour tou·tes, en ciblant en particulier la jeunesse. Ne pas l'embrigader, mais créer coolitude et enthousiasme autour de la notion d'engagement (un engagement plutôt orienté côté champs de bataille !)

Le vivre ensemble en uniforme

Pour cela, il existe un dispositif depuis 2017, promesse du candidat président : le Service national universel (SNU), imaginé pour remplacer le service militaire. Celui-ci a été mis en place en 2019 avec l'objectif affiché de « *renforcer la cohésion et l'engagement des jeunes de 15 à 17 ans* » (un engagement plutôt orienté côté champs de bataille). Il comprend (avec des variations dans le temps) un séjour en 2 temps : un temps de cohésion de douze jours, durant lequel les jeunes participent à des activités en expérimentant mixité sociale et vivre ensemble, et réalisent des missions d'engagement et une phase de mission d'intérêt général ou un service civique de plusieurs mois.



En 2023, 40 000 jeunes ont participé aux séjours, 80 000 en 2024, et si le dispositif devait se généraliser en 2026 comme le souhaite le gouvernement, 500 000 jeunes seraient concernées.

Une mise au pas de la jeunesse

Dès sa mise en place, plusieurs syndicats du secondaire ont dénoncé une militarisation de la jeunesse en soulignant l'aspect militaire du séjour : levée de drapeaux, uniforme, chant de *La Marseillaise* en début de journée, « *une mise au pas de la jeunesse avec une vision passéiste et patriotique de l'engagement* » selon Sud éducation dans un communiqué de décembre 2023. Des médias ont également révélé des suspicions de maltraitance, agressions sexuelles, humiliations de la part des encadrants, souvent peu formés et à peine plus âgés que les volontaires. Quant aux élus, ils ont vite souligné les difficultés qu'entraînerait la généralisation du dispositif : « *charge financière déraisonnable* » (2 milliards d'euros actuellement), manque d'encadrants, manque de places d'hébergement.

Au sein du syndicat Sud éducation, en 2022, s'est créé le collectif Non au SNU. Il dénonce une opération de soumission de la jeunesse et la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans, la remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses (les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des employé·es qui ont un salaire, une convention collective, des droits individuels et collectifs), des dépenses considérables, une banalisation du rôle de l'armée alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde.

Fanny, du collectif Non au SNU, accuse dans la presse l'armée de racoler la jeunesse depuis quarante ans pour susciter l'adhésion à une guerre, qui serait acceptable et naturelle et à laquelle il faudrait se préparer.



Sur l'armée et l'école, il y a un super travail :
voir la cartographie sur
<https://wikicoop.ouvaton.org/educenlute/files/ANTISNU_CA_RTO_Armecole_CNT_MauvaiseHerbe_n11_avril25_20250623201541_20250708202802.png>



Certain-es de ses élèves revenant du séjour de cohésion disaient avoir passé un super bon moment « *une colo sympa où on parle aussi des inégalités femmes-hommes, où on parle aussi d'écologie... un truc bien pensé pour susciter de l'adhésion* ». Quant à la deuxième phase, on s'aperçoit vite que, du social, on arrive au militaire, l'investissement volontaire se passant le plus souvent dans les corps en uniforme, gendarmerie ou police.

Plus grave, en affinant les recherches, on voit se profiler derrière le SNU d'autres dispositifs implantés dans l'école, recevant des subventions et permettant de faire le lien entre armée ou corps en uniforme et les élèves.

Dans chaque rectorat, il existe un trinôme où figure un-e responsable militaire et un-e auditeur-ice de l'Institut des hautes études de la défense nationale.

Existe aussi la Commission armée jeunesse (CAJ), qui réunit syndicats de l'Éducation et fédérations de parents d'élèves. Son but est d'expliquer comment parler à la jeunesse de l'engagement. Son prétexte : subventionner des projets.

L'arme ultime, c'est la Classe défense et sécurité globale (CSDG), qui peut relier une classe à une unité militaire de gendarmerie « *pour augmenter la surface de contact avec la jeunesse* ».

Et pour amener par un processus insidieux à la guerre, il y a les cérémonies mémorielles, *les bulles de mémoire* : 11 Novembre, 8 Mai où, bien sûr, il y a eu des morts, mais des morts nécessaires.

Dans l'incertitude politique actuelle et suite aux nombreuses critiques, le SNU est pour le moment une coquille vide mais activable, car son financement est inscrit dans la loi de programmation militaire. Il faut donc rester vigilant-es ■

A. N.

V'là t'y pas que Lecornu vient d'annoncer la mise en « extinction » (ça fait espèce menacée) du SNU qui serait remplacé par un service militaire pas obligatoire. Le SNU sera supprimé (pour des raisons financières ?) remplacé par un service militaire volontaire – ce qui, à notre avis, ne changera rien à l'emprise de l'armée sur l'école.

Sources :

– « L'armée drague la jeunesse », *L'Empaillé*, été 2025.

– Collectif national Non au SNU Sud Éducation.

CANCER DE L'ARMEMENT

À l'exception d'une vingtaine de pays qui ont supprimé leur armée, le reste du monde crève de dépenses militaires sans précédent.

Les batailles rangées sont l'exception depuis que crachent les canons, raseurs de châteaux féodaux. Or, l'exemple de Gaza exhume les abattoirs de masse.

D EPUIS L'ÂGE DU BRONZE COULÉ, les catastrophiques fabriques d'armes dépendent de l'approvisionnement en minerais. Le tragique modèle actuel de confection de semi-conducteurs (puces, dont le plus gros producteur est Taïwan) exhibe une géopolitique provocante des terres rares : Pékin n'a-t-il pas annoncé annexer Formose avant le centenaire de 2049 ?

La formation des tueurs spécialistes nécessite plusieurs années, ce qui peut expliquer la suspension de l'armée de conscription, trop onéreuse, au vu des ruineuses spéculations dans les engins de guerre du III^e millénaire. Le Rafale, mis en service en 2002, coûte 70 millions d'euros l'unité. Le Mirage 2000, en 1984, n'en valait que 30 (hors kérosène, entretien et réparations).

En 2022, la Pologne a annoncé l'achat de 1000 chars modernes pour dissuader l'agresseur russe. La majorité de cette acquisition a été réalisée auprès de la Corée du Sud, l'industrie européenne étant incapable de fournir rapidement de telles quantités d'armement.





Le commerce des armes étale sa corruption sur trois marchés. Le « blanc », ou légal, sanctionné par un certificat d'utilisateur final (CUF). Ouvertement, ce CUF trace l'origine, la destination et les quantités vendues. Le « gris », reflet de transactions entre un acteur « blanc » et un autre « noir » (ex. : l'entretien de l'arsenal américain de l'Iran après la chute du Shah a été fait discrètement par Israël). Le « noir », ou illégal, concerne surtout du matériel militaire de seconde main (20 % des armes en circulation profitent aux trafiquants, alimentés par des criminels en uniformes). Le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), devenu Nexter, jouait sur les trois tableaux. But : garantir la viabilité financière de sa mortelle production.

Le maintien opérationnel d'avions, navires et chars s'avère de plus en plus dispendieux (au vu du manque de pièces détachées qui ne sont plus produites).

Le fiasco du char Leclerc, le plus moderne du monde : conçu en 1970, il n'a été opérationnel qu'en 1990. La commande de l'armée a été réduite de 1500 à 400 exemplaires, livrés entre 2000 et 2008 (15 millions d'euros l'unité). Un seul client étranger, les Émirats arabes unis (EAU) pour 388 chars vendus à perte. Certains sont stockés et cannibalisés pour fournir les milliers d'éléments nécessaires au fonctionnement de blindés.

La foutaise des traités de limitation de tel ou tel type d'armes, jamais appliqués ni respectés, remonterait à la Convention de Saint-Germain-en-Laye (1919) sur le commerce des armes. La Société des nations (SDN), par le naval de Washington (1922), voulait réguler la course aux armements sur mer : États-Unis, Royaume-Uni, France, Italie et Japon lançaient au même moment d'importants chantiers navals militaires. Le protocole de Genève (1925) interdit l'utilisation des armes chimiques : un échec total rétrospectivement ! La prohibition des armes biologiques (1972) est restée inefficace : les États disent l'avoir fait, la pratique le dément. Quant au Traité d'interdiction complète (TICE, 1996), après plus de 2 000 essais nucléaires, il n'est toujours pas entré en vigueur. Il en est de même pour le Traité de non-prolifération (TNP) (1968) : les armes atomiques prolifèrent toujours. Le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) de 2017 a une portée très symbolique, aucun pays nucléaire n'y ayant renoncé. L'Iran, signataire, développe depuis des années son programme pour la bombe. La Convention d'Ottawa (1997) interdisait les mines antipersonnel : les millions de ces engins dispersés sur la planète sont un danger longtemps après les conflits. Les armes à sous-munitions (Convention de 2008) ont été largement utilisées en Ukraine par les deux belligérants...

Les embargos sur les matériels technologiques de pointe, par exemple contre la Chine, se voient contournés chaque jour. Les organismes de contrôle des États étalent leur impuissance face à la corruption, gangrène des militaro-industriels.

Grâce à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les Bases industrielles et technologiques de défense (BITD) identifient les entreprises les plus criminelles.

La Turquie, militarisée depuis 1922 par Mustafa Kemal Pacha, a annexé Chypre Nord en 1974 et subi en représailles un embargo américain sur les armes. Elle a donc développé sa propre industrie, qui produit 75 % de ses équipements et 90 % de ses munitions. Elle se spécialise sur les drones, testés contre les Kurdes. Le Qatar et l'Azerbaïdjan ont beaucoup investi dans les usines d'armes turques.

La Corée du Sud a une BITD performante depuis la partition de la péninsule en 1945. Elle a fourni à la Pologne, outre des chars, 700 obusiers automoteurs et 300 lance-roquettes multiples. Elle est capable de produire de grandes quantités de matériel à un prix abordable. Elle a approvisionné l'Ukraine

de 400 000 obus d'artillerie dans des délais ultracourts en 2023, se substituant à l'Europe en rupture de stocks. Partenaire privilégié de Washington face à la Chine, elle équipe les armées finlandaises, estoniennes et norvégiennes avec l'obusier automoteur K9 du groupe Hanwa.

Israël fait la guerre depuis 1947. La grande majorité de ses importations d'armes proviennent de Washington et Berlin. L'importance colossale du budget de Tsahal pour 10 millions d'habitants a autorisé une filière de production locale et une expertise explosive.

L'Afrique du Sud, depuis la chute du régime d'apartheid, a montré l'exemple d'une baisse rapide des dépenses militaires. Sa production locale « testée au combat » était adaptée aux milieux rustiques. L'absence de menaces internes et externes crédibles a permis de diviser par deux le budget de l'armée entre 1989 et 1996. En 2020, les salariés de l'armement avaient été licenciés à 90 %, majorant d'autant les aides sociales aux plus démunis.

L'armée française a une logique d'arsenal, pour répondre aux illusoirs besoins de généraux froussards. Elle fait passer au second plan l'exportation de matériels compétitifs. Les entreprises du secteur sont guidées par des impératifs commerciaux, afin de s'octroyer des marchés à tout prix. L'État reste leur actionnaire direct ou indirect : il détient 100 % de Nexter, 60 % de Naval Group, une part de Dassault Aviation... Qualifiée d'armée « bonzaï », l'État-major, depuis l'humiliation de la crise de Suez (1956), parie sur l'exhaustivité ponctuelle au détriment de l'épaisseur : défense antiaérienne, génie, cavalerie lourde, artillerie, logistique sont quasi en sommeil. Le gros du budget part en fumée pour la dissuasion nucléaire. Les vecteurs (missiles balistiques ou de croisière, obus, torpilles) et les porteurs (sous-marins, avions) pour mettre en œuvre la dissuasion du « je te tiens tu me tiens par la barbichette » s'avèrent aussi fous qu'inutiles. La France s'est, malgré tout, dotée en chars, blindés, hélicoptères de combat, artillerie et chasseurs bombardiers, pour la vitrine des opérations extérieures : paras, légionnaires et troupes de marine, baignés des traditions coloniales, se font humilier malgré leurs massacres aveugles.

La Russie est en pointe sur les missiles ou planeurs hypersoniques dépassant les 6 000 km/h. Ils voyagent dans les strates inférieures de l'espace. Se déplacent à plus de 100 km par minute et peuvent changer de trajectoire. Donc difficiles à intercepter. Ce qui n'est pas le cas des missiles balistiques intercontinentaux qui, plus rapides (23 fois la vitesse du son), restent peu agiles et plus aisés à détruire en vol. Le développement des armes hypersoniques suppose d'énormes ressources financières et technologiques (alliages spéciaux et composants résistants à + 1 700°).

Les systèmes de drones automatisés et autonomisés, multiplient leurs applications guerrières. L'espace (satellites tueurs), le fond des océans (destruction de câbles de communication, gazoducs, etc.), la cybernétique (cryptage, brouillage, intoxic) deviennent cruciaux.

Une nouvelle génération d'instruments de navigation terre-air-mer fait l'objet de recherches, ainsi que des capteurs plus précis pour détecter la moindre variation dans les champs électrique ou magnétique, liée aux mouvements des adversaires imaginaires. Les armes à énergie dirigée ou électromagnétique, les nouveaux explosifs, les lasers peuvent révolutionner l'artillerie. Les brevets chinois dans les technologies quantiques sont cinq fois plus nombreux que ceux des Américains. Dans cette bulle de la course à la mort, fort heureusement pour les civils, quantité ne rime pas avec qualité. ■

Albertine Louvrier



SOMMAIRE

Du féminisme matérialiste à la théorie générale de l'exploitation....	20-22
L'esclavage moderne.	23
Les femmes et le travail dans l'Histoire	24-26
Une ouvrière, prix Fémina 1910	27
Travailler, moi? Jamais! / Travaux des champs	28-30
Travail toxique et précarité dans le secteur du soin.	31
Regard critique sur les statistiques / Données récentes	
sur le marché du travail et les revenus d'activité	32-36
Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes?	37-40
Femmes et grèves	41-43
De l'influence du travail domestique sur le travail professionnel	44-46
Voyage à Paimpol.	47-48

Du féminisme matérialiste à la théorie générale de l'exploitation en passant par Peter Pan, les poireaux et l'Everest...

Difficile de parler du travail des femmes sans évoquer Christine Delphy, sociologue, membre fondatrice du MLF, du groupe les Gouines rouges, des revues *Questions féministes* puis *Nouvelles questions féministes*, car l'ensemble de son œuvre repose en grande partie sur l'exploitation du travail des femmes à l'intérieur du foyer comme en dehors.

DES QUESTIONS FÉMINISTES, Christine Delphy s'en pose dès l'âge de 11 ou 12 ans, c'est-à-dire au début des années 1950, sentant déjà que par rapport au travail, quelque chose clochait entre les hommes et les femmes.

Sa mère et son père ont fait les mêmes études de pharmacie et travaillent ensemble et, lorsqu'ils rentrent déjeuner, son père s'assied dans son fauteuil et lit le journal pendant que, vite, vite, sa mère prépare le repas et, après avoir mangé, le père retourne à son fauteuil et son journal, tandis que, vite, vite, avant de repartir exercer avec lui son métier de pharmacienne, la mère débarrasse, s'occupe de la vaisselle. Et le soir, rebelote, et Christine se pose des questions.

Elle aborde le sujet avec sa meilleure amie, mais sans évoquer la situation qu'elle connaît. « À ton avis, pourquoi est-ce que les femmes cirent les chaussures des hommes ? », demande-t-elle, avec ce sens des formules qui restera une de ses caractéristiques. « Parce qu'elles les aiment », lui répond son amie. « Mais les hommes eux aussi aiment leur femme, alors pourquoi ne cirent-ils pas leurs chaussures ? », dit-elle interloquée. Et la question reste en suspens dans un coin de sa tête.

Quelques années plus tard, elle lit *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir. Elle dit qu'elle y a appris des choses qu'elle a cru plus tard avoir découvertes elle-même, mais dont elle s'est ensuite rendu compte qu'elles étaient déjà là, dans le long essai que Beauvoir a consacré à l'infériorisation et l'oppression des femmes. Ayant obtenu une bourse pour poursuivre ses études de sociologie aux États-Unis, elle y découvre le racisme et l'oppression des Noir-es et travaille pour la National Urban League, organisation qui défend les droits civiques et l'amélioration des conditions de vie des

Afro-américain-es. Sexuellement harcelée au sein de cette organisation, elle remarque que certains peuvent à la fois lutter pour être libérés d'une oppression et ne pas hésiter à profiter de leur statut d'homme pour tenter de soumettre une femme à leur désir. Elle rentre en France, décidée à combattre pour les femmes, tout en orientant son travail de chercheuse vers l'étude de leur situation au sein de la société.

De retour à Paris, elle intègre comme doctorante le Centre de sociologie européenne, dirigé par Raymond Aron.





« Quand une féministe est accusée d'exagérer, c'est qu'elle est sur la bonne voie. »

Lorsqu'elle parle de ses projets à Pierre Bourdieu, qui est alors l'assistant de Raymond Aron, il lui répond qu'elle ne trouvera personne pour diriger une thèse sur les femmes, car personne ne travaille sur ce sujet, alors qu'Andrée Michel, sociologue au CNRS, a publié en 1964, avec la professeure de philosophie Geneviève Texier, *La Condition de la Française d'aujourd'hui*, ouvrage que l'on a pu considérer comme un appel au milieu du silence qui a régné entre le *Deuxième sexe* et l'explosion féministe du début des années 1970. Et hop, Andrée Michel occultée.

« Pour moi, c'était les femmes ou la campagne », dira Delphy afin d'expliquer comment, après l'escamotage d'Andrée Michel, elle a atterri dans une équipe de sociologie rurale. Chargée de réaliser des entretiens en Bourgogne sur la transmission du patrimoine en milieu agricole, elle recueille, bien qu'il n'y ait rien à leur sujet dans le questionnaire imposé, des éléments qui concernent spécifiquement les femmes car, les hommes étant aux champs la plupart du temps, ce sont elles qui lui répondent. À les entendre et à les regarder vivre, Delphy voit immédiatement le désavantage qu'elles ont à n'être jamais chef d'exploitation, mais, au mieux, épouse d'un chef d'exploitation, à travailler autant que leurs compagnons sans avoir rien à elles et à se voir imposer, en l'absence de tout autre moyen de contraception, 7 à 8 enfants par des maris qui refusent le coït interrompu. Ces observations sont le point de départ de la réflexion qu'elle développera, article après article, livre après livre, tout en menant campagne après campagne, pour la liberté de l'avortement, contre le viol, contre l'agression sans cause de l'Irak et les crimes commis envers les populations civiles irakiennes, contre l'islamophobie et en particulier l'instrumentalisation du féminisme dans le débat sur le foulard islamiste.

En août 1970, alors qu'elle milite depuis deux ans dans le groupe Féminin masculin avenir, devenu en 1969 Féminisme marxisme action, elle porte la gerbe qu'un groupe de féministes a décidé de déposer sous l'Arc de triomphe en femmage à l'épouse du soldat inconnu.

Elles brandissent des banderoles disant « Il y a plus inconnue que le soldat, c'est sa femme », « Un homme sur deux est une femme », « Solidarité avec les femmes en grève aux USA » et « À la femme inconnue du Soldat, les femmes en lutte », mais se voient violemment poussées par les représentants de l'ordre dans le poste de police caché sous un pilier de l'Arc de triomphe. Trois mois plus tard, elle publie dans le numéro spécial « Libération des femmes année zéro » de la revue *Partisans* un article intitulé « L'ennemi principal ». Elle y propose de « tenter de fournir au mouvement ce dont il a crucialement besoin en ce moment, c'est-à-dire des bases pour une analyse matérialiste de l'oppression de femmes ». Si, comme

l'ont écrit Marx et Engels, « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes », le mouvement féministe, pense-t-elle, doit défendre les femmes en tant que classe sociale exploitée par le patriarcat, et se pencher sur les rapports de production auxquels elles participent. Certes, elles ont, depuis 1965, le droit d'ouvrir un compte en banque et de travailler sans l'autorisation de leur mari, mais il n'en reste pas moins qu'elles doivent fournir en même temps et gratuitement le travail domestique et l'élevage des enfants. À côté du mode de production capitaliste, existe toujours le mode de production domestique, qui donne lieu à l'exploitation des femmes par le système patriarcal, ennemi principal. Mais pas le seul, car l'exploitation économique des femmes dans la famille s'appuie sur leur exploitation dans le marché capitaliste du travail. Parce qu'elles occupent, pour une bonne partie d'entre elles, des emplois subalternes et mal payés, être femme au foyer reste tentant. Delphy établit ainsi que le capitalisme n'est pas purement capitaliste mais aussi patriarcal.

Les articles se succèdent, repris en livres. Elle développe les idées du féminisme matérialiste et du travail gratuit qui constitue pour elle « l'exploitation économique la plus radicale ». Elle remet en cause le dogme des héritiers et héritières de Marx, selon qui le sexisme et le racisme seraient uniquement des moyens de maintenir les femmes et les personnes racisées en bas de l'échelle salariale, comme s'il n'y avait pas d'autre exploitation que l'exploitation capitaliste, alors que, dans le monde contemporain, non seulement l'exploitation domestique, mais le servage et l'esclavage existent encore¹. Et elle espère que son « démontage des blocs du Lego de l'oppression des femmes, justement parce qu'ils ne sont pas spécifiques de l'oppression des femmes, peut et doit servir à d'autres groupes de dominé-es », femmes, homosexuel·les ou personnes racisées.

Ses apports théoriques sont fondamentaux, et ce qu'il y a de vraiment chouette, c'est qu'elle les exprime toujours avec une grande clarté et un humour dévastateur.

« Elle décortiquait les discours sexistes, tournait la domination masculine en dérision, ridiculisait les hommes qui prétendaient nous expliquer comment nous libérer de leur oppression, »



➤ caricaturait leur prétention mal placée. L'humour est souvent l'art d'humilier, «une injonction faite aux dominé-es, de rire de leur oppression», me dira-t-elle plus tard. L'humour de Christine était l'art de résister à l'oppression, de s'en protéger, de se soutenir collectivement, de ne pas se laisser impressionner», écrit la sociologue Christelle Hamel.

Elle a des phrases à l'emporte-pièce. «Quand une féministe est accusée d'exagérer, c'est qu'elle est sur la bonne voie», «Seuls les dominants prétendent être au-dessus de la mêlée et doivent le prétendre, puisque tout leur savoir, leur science, vise à prétendre que cette mêlée n'existe pas». Elle utilise le langage familier, «Y. Florenne² affirme – naïvement ? – que le rapport individuel entre un homme et une femme est, de tous les rapports, celui qui est le plus susceptible d'échapper à la société! On en reste baba», ou, à propos de la stigmatisation des homosexuel·les, «Les gens qui ont eu la malchance de naître avec un programme incomplet ne comprenant pas la commande "généralité adulte" sont des Peter Pan du cœur et du cul, condamnés à l'incarcération à vie dans l'adolescence, ce purgatoire de la culture occidentale». Elle emprunte au monde végétal: «Si on considère que d'avoir cultivé, d'avoir mis de l'engrais sur le poireau, d'avoir cueilli le poireau sont des activités productives... à ce moment-là, il faut considérer que d'être allée acheter le poireau sur le marché, d'avoir cuit le poireau, d'avoir mis le poireau dans un plat, d'avoir fait une vinaigrette pour le poireau, etc., tout ça c'est également productif.» Ou au sport, quand, pour expliquer que le genre précède le sexe, car «la pratique sociale et elle seule transforme en catégorie de pensée un fait physique lui-même dépourvu de sens comme tous les faits physiques», et que la différence entre hommes et femmes dans la procréation n'est justement qu'un fait physique, elle dit: «Il y a beaucoup de gens qui peuvent grimper l'Everest et beaucoup d'autres qui ne peuvent pas grimper l'Everest. Et ça n'en fait pas une catégorie. Ce n'est pas parce que les gens peuvent faire quelque chose qu'ils le font, d'une part, et ce n'est pas non plus parce que des gens peuvent faire quelque chose que les autres ne peuvent pas faire que ça doit induire ou que ça induit des différences de statut social entre eux.»



L'humour, le rire et l'ironie lui permettent d'effectuer un travail critique sur les mythes qui soutiennent patriarcat et impérialisme. Avec elle, celles et ceux qui ne le sont pas encore, mais qui se posent des questions, ont envie de devenir féministes et celles et ceux qui le sont déjà ont envie de creuser plus loin, de bavarder, de discuter, d'opposer des points de vue dans ces conversations informelles dont elle dit qu'elles sont fondamentales, que rien ne les remplace, car elles font avancer la pensée beaucoup plus vite et permettent de préciser sa propre pensée. ■

Marie-Hélène Dumas



1. Journaliste au *Monde*.

2. Voir l'article « L'esclavage moderne » en page 23 de ce numéro.

Sources :

- Christine Delphy et Diana Leonard, *L'Exploitation domestique*, Syllepse, 2019.
- Christine Delphy, *L'Ennemi principal* (t. 1), *L'économie du patriarcat*, Syllepse, 1998.
- Christine Delphy, *L'Ennemi principal* (t. 2), *Penser le genre*, Syllepse, 2001.
- Christine Delphy, *Un universalisme si particulier*, Syllepse, 2010.
- Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les autres?*, La Fabrique éditions, 2008.
- Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation*, Syllepse, 2015.
- Nouvelles questions féministes, numéro spécial « Faire avec Delphy », 2022.
- Florence Tissot et Sylvie Tissot, *Je ne suis pas féministe, mais...* et *L'Abécédaire de Christine Delphy*, films, 2015.

L'esclavage moderne

Selon l'Indice mondial de l'esclavage, on estime que 46 millions de personnes sont victimes du travail forcé, de la traite des êtres humains, de la servitude pour dettes et d'autres formes d'exploitation. La faiblesse des lois, la pauvreté et la corruption permettent à l'esclavage de perdurer.

L'INDE arrive en tête de liste avec plus de 11 millions de personnes victimes d'esclavage moderne, notamment de travail forcé, de traite d'enfants et de mariages forcés. Nombre d'entre elles, issues des castes inférieures, sont prises au piège de cycles d'endettement sans fin, travaillant dans des briqueteries, des fermes et des usines. La traite des enfants reste endémique, les jeunes filles étant contraintes à la servitude domestique ou au travail du sexe.

EN CHINE (5,7 millions de personnes réduites en esclavage), le système de travail forcé inclut les musulmans ouïgours détenus dans des camps et soumis à des travaux forcés. Les travailleurs migrants sont exploités dans les usines, tandis que les femmes et les enfants sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

LA CORÉE DU NORD (2,7 millions de personnes réduites en esclavage) affiche le taux d'esclavage par habitant le plus élevé, ses citoyens étant contraints à des travaux non rémunérés dans les mines, le bâtiment et les camps militaires. Ceux qui tentent de fuir finissent souvent par être victimes de la traite.

LE PAKISTAN (2,3 millions de personnes réduites en esclavage) est aux prises avec la servitude pour dettes, le travail des enfants et les mariages forcés. Les familles pauvres travaillent indéfiniment pour rembourser de petits prêts, tandis que les filles sont vendues à des fins de prostitution ou d'esclavage domestique.

LA RUSSIE (1,9 million de personnes réduites en esclavage) exploite les travailleurs migrants d'Asie centrale, confisquant leur passeport pour les empêcher de s'échapper. Nombre d'entre eux sont contraints au travail forcé dans l'agriculture, le bâtiment et le travail domestique.

L'INDONÉSIE (1,8 million de personnes réduites en esclavage) est confrontée au travail des enfants dans les plantations d'huile de palme et dans l'industrie de la pêche, ainsi qu'à la traite à des fins d'exploitation sexuelle des zones rurales vers les villes.

AU NIGERIA (1,6 million de personnes réduites en esclavage), des femmes et des filles sont victimes de la traite vers l'Europe à des fins de prostitution. Les enfants sont contraints de travailler dans les mines, de mendier dans les rues et de travailler comme domestiques.

LA TURQUIE (1,3 million de personnes réduites en esclavage) exploite les réfugiés et les migrants syriens, les piégeant dans le travail forcé et la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les enfants travaillent dans des usines et des fermes dangereuses.

AU BANGLADESH, l'industrie textile (1,1 million de personnes réduites en esclavage) dépend de travailleurs exploités, notamment des enfants, tandis que des femmes et des filles sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

AUX ÉTATS-UNIS (1 million de personnes réduites en esclavage), des migrants sans papiers sont exploités dans l'agriculture, la construction et la servitude domestique.

AILLEURS: L'Érythrée, la Mauritanie, l'Arabie saoudite¹, le Tadjikistan, les Émirats arabes unis, le Koweït, et l'Afghanistan ne sont pas en reste: ils comptent parmi les pays ayant le plus haut pourcentage de personnes réduites en esclavage par rapport à leur population.

ET L'EUROPE DANS TOUT ÇA? Ben, on a délocalisé et on achète du «fabriqué en Inde», du «fabriqué en Chine», etc. Les prostituées viennent le plus souvent d'ailleurs. Des femmes sont employées comme domestiques, travaillent plus de 14 heures par jour sans recevoir de salaire et se voient confisquer tous leurs papiers.

En 2005, la France a été condamnée pour la première fois par la Cour européenne des droits de l'Homme pour ne pas avoir suffisamment réprimé un cas d'esclavage domestique, et le nombre de personnes que le Comité contre l'esclavage moderne défend a augmenté de 70% depuis 2019. ■

M.-H. D.

1. Voir Colette Berthès, «Riche Arabie saoudite, l'enfer du décor», *Casse-rôles*, n° 32, p. 6-7.

«Les femmes et le travail dans l'Histoire: encore exploitées, mais toujours indociles»

Les femmes ont toujours travaillé: leur invisibilité dans le travail a été durable dans l'histoire sous les effets de la seule normalité de leurs tâches maritales, maternelles et domestiques.

LA DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT avec les hommes résulte d'une triple oppression: celle d'un patriarcat ancestral; celle de la puissance des dominants et, socialement dans le temps, du patronat; celle du poids de la religion: la domination masculine a créé les déterminismes négatifs de la féminité. Les étapes du travail des femmes avec sa reconnaissance et son accès s'inscrivent dans la longue et inéluctable évolution de la société avec, toujours, la volonté d'émancipation par le travail.

Du Moyen Âge à la Révolution: d'une certaine liberté de travailler aux régressions

Le XI^e siècle est le début des communautés villageoises autonomes et de la création des villes dans une France rurale. Le rôle des femmes paysannes dans la production et en mixité est incontournable. Dans les cités, les femmes sont au côté du mari – commerçant ou boutiquier – ou dans des petits ateliers familiaux, voire dans des corporations. Mais avec l'État autoritaire se constituant, c'est la remise en cause de leur place avec déjà le début de la théorisation de leur infériorité et le contrôle des hommes. L'aspiration au travail est bien présente dans les Cahiers de doléances de 1789: le ravitaillement devient leur tâche principale, tandis que l'affirmation des assignations et des interdits devient la règle.

Le siècle de la contradiction et de l'inexorable poussée

Le XIX^e siècle est l'âge d'or de l'ordre masculin, conforté par le Code civil napoléonien, transformant la femme en objet. Bien que l'image du travail féminin soit décriée, ce siècle de révolution industrielle est celui des énormes besoins en main-d'œuvre: il va devenir celui de l'exploitation et de la soumission des femmes, avec l'exclusion du marché du travail pour les femmes mariées, la minoration de leur rôle pour celles qui travaillent, l'absence de recensement. Le début de l'exode rural livre des familles entières au travail industriel. Dans les villes, les ouvrières des premières fabriques occupent des tâches non qualifiées et séparées avec salaires misérables; dans les campagnes, c'est la pluriactivité (paysannes ouvrières): le travail à domicile n'est aucunement



Femmes à la charrue, *Lectures pour tous*, 15 juillet 1917

recensé. Au milieu du siècle, le droit au travail équivalait au droit à la propriété, celle-ci donnant droit à la citoyenneté, le travail étant une valeur identitaire: les femmes sont donc exclues de la citoyenneté. Ce droit au travail, source d'émancipation économique, va être porté lors de la révolution de 1848 par des femmes du peuple et des intellectuelles (Jeanne Deroin, Pauline Roland). Avec la massive migration après 1850, c'est une société violente de travail qui se développe par le durcissement des rapports entre groupes sociaux et la séparation genrée des métiers. Les femmes sont exclues des métiers qualifiés; la théorie de leur infériorité développe les stéréotypes dans toutes les classes sociales: simples exécutantes dans des métiers présumés à qualités féminines (dextérité et adresse), la division sexuée des tâches dans les campagnes redevenant la norme. Mais elles sont bien présentes et d'esprit frondeur. Durant la Commune de Paris de 1871, les idées de 1848 d'ateliers féminins pour éradiquer les inégalités économiques refont surface.

La nouvelle phase du travail des femmes, de la fin du XIX^e siècle aux années 1960

La seconde industrialisation des années 1880, avec les conséquences qui en découlent, va dans un premier temps remettre en lumière le droit au travail et sa reconnaissance, mais aussi l'indépendance avec une première vague de féminisme (l'ouvrière Lucie Baud, la journaliste Hubertine Auclert).

Dans les 3 secteurs de l'emploi – le primaire avec l'agriculture, le secondaire avec l'industrie (usines, travail à domicile), le tertiaire, nouveau secteur, avec les services, les commerces, l'administration –, l'évolution au fil du temps pour les métiers féminins va être une constante en dépit des fortes oppressions.

Les différences notoires avec les hommes dans la législation et le regard des syndicats naissants, peu ouverts aux femmes actives, sont de lourds handicaps.

Dans les villes, c'est l'extension du travail salarié à l'extérieur contre un salaire, travail répétitif et toujours peu qualifié : l'absence de formation est un frein voulu. Les effets des nouvelles machines de travail et de la mécanisation accélèrent l'accès à des postes : fileuses, couturières, ouvrières mais elles sont victimes de nombreuses discriminations. Dans les campagnes, les femmes paysannes sont encore plus assujetties à leurs maris.

Trois modèles se dégagent : femmes épouses ne travaillant jamais, femmes actives mariées, femmes actives sans conjoint. Des femmes indépendantes réclament l'admission dans les professions médicales, l'ouverture aux métiers qualifiés. La division sexuée des tâches et des espaces de travail reste très forte.

La bascule des 3 secteurs d'emplois quant à leur importance se fait vers 1906 avec un tiers pour chaque secteur, tandis qu'avec les progrès techniques (machines à coudre, machines électriques, petites presses industrielles), il y a un retour aux travaux à domicile : sur 8 000 travailleurs et travailleuses, les femmes travailleuses dites « en chambre » sont très majoritaires et ressentent une certaine liberté.

De nouvelles tâches apparaissent : caissières de banque, vendeuses, télégraphistes, opératrices, mais aussi dactylos, institutrices et infirmières. Cependant, les spécificités féminines et la répartition inégale du travail entre les sexes demeurent ; les ouvrières restent définies par leurs gestes.

La guerre de 1914-1918 va, par obligation, laisser le champ libre aux femmes déjà dans l'industrie et montrant leurs capacités à se substituer aux hommes sur des métiers interdits qui seront les seuls à être quittés en 1918. Une activité importante naît : les infirmières relevant du devoir féminin. Si les salaires sont augmentés, une exigence de moralité est demandée. En milieu rural, des milliers femmes dirigent les exploitations.



Femme en usine, 1960 (Erich Hartmann/Magnum)

L'entre-deux-guerres est un temps de latence et de conservatisme. Les femmes sont toujours aux tâches agricoles et ménagères, mais aussi dans les industries nouvelles (métallurgie, chimie, électricité) à des postes encore sous-qualifiés.

Les besoins énormes de l'État au niveau de l'administration vont certes profiter à l'emploi féminin : c'est le premier vrai développement du secteur tertiaire. 37 % de femmes travaillent, en dehors des agricultrices (midinettes, employées de la distribution, de l'hôtellerie, ouvrières du textile ou des métaux). Le travail à l'extérieur du foyer, et notamment en usine, entraîne des conséquences insoupçonnées pour les femmes avec le ressenti de liberté.

Mais de fortes discriminations marquent le temps ; des professions sont fermées ou difficiles d'accès. 1936 est une désillusion avec des mesures ne profitant pas à toutes. Dans les campagnes, les femmes sont sans aucun statut. Entre 1938 à 1947, des politiques familiales incitent à l'inactivité professionnelle des mères de famille.

Les Trente Glorieuses et ses retombées

À la sortie de la guerre, seul un droit civique est obtenu, le droit de vote, mais les transformations sont inéluctables. L'expansion économique, l'embellie du plein-emploi favorisent les premières ouvertures sur de nouveaux métiers et une nouvelle classification socioprofessionnelle ; le secteur tertiaire domine, le secondaire reste stable, le primaire est en chute libre.

C'est l'explosion de l'activité féminine à l'aube des années 1960 : 6 millions d'actives dans les services avec de nombreuses bonnes, dans la boutique, la banque, mais la formation ne suit pas : le discours dominant continue à minorer le travail des femmes. La nouveauté est le travail précaire de milliers de femmes immigrées. Le salariat féminin dans le secteur secondaire et tertiaire s'affirme donnant un début d'autonomie aux femmes.

Les années de libération 1960-1970

Les contestations politiques et sociales se transforment en mutations sociétales qui fissurent la société. 1968 entraîne une égalité proclamée des droits et le contrôle de la maternité, les femmes devenant citoyennes à part entière. C'est une montée qualitative et quantitative d'actives qui s'annonce, ainsi que la féminisation de métiers, mais à fonction souvent subalterne, ainsi que le début d'ouverture à des secteurs réservés (bâtiment, mécanique). Avec la modernisation agricole, il ne reste plus que 750 000 agricultrices, et le statut d'exploitante agricole n'apparaît qu'en 1965.

La deuxième vague féministe, autour des années 1960-1970, remet en cause le travail domestique, base matérielle de la domination patriarcale, refusant la mixité pour garantir la liberté de penser.

Évolution du travail féminin dans l'ère nouvelle d'après 1968

Marquée par une crise mondiale, l'époque voit le début d'une 3^e phase de l'industrialisation avec une demande sociale plus forte et la transformation des emplois.

Avec la désagrégation des anciennes valeurs, une recomposition des tâches hommes-femmes apparaît :





si les métiers souvent sous-qualifiés persistent, une baisse du nombre d'ouvrières et l'explosion du secteur tertiaire sont de nouvelles données. La féminisation s'affirme : éducation, professions libérales, armée, police.

Avec le travail de nuit rétabli, le temps partiel, nombre de femmes sont dans la précarité. Les lois d'égalité votées sont sans effet. Le télétravail commence son essor. En 2008, il y a 13,9 millions d'actives montrant la persévérance des femmes malgré de nombreux obstacles, celui de l'égalité salariale étant le plus symbolique : l'avancée vers la mixité est lente pour des métiers fermés – chirurgiennes, notaires. La mise en place de la parité et de quotas n'est pas toujours acceptée car récusant l'égalité de fait.

Dans les campagnes, si différents statuts sont créés, aucun ne répond au statut unique revendiqué et à l'égalité homme-femme : deux tiers des ménages ont un revenu hors agricole et 87% pour les femmes. La 3^e vague féministe est plus centrée sur les discriminations intersectionnelles qui incluent celles, nombreuses, liées au travail dans un monde en mouvement, de déplacements migratoires et d'inégalités fortes.

Les dernières décennies du XX^e siècle : entre nouvelles normes assumées et persistance d'inégalités récurrentes

Les constats alternent, positifs ou mitigés : le nombre augmentant d'actives et la diversification du travail féminin sont des faits montrant l'irruption des femmes dans des métiers jusque-là masculins. Mais la part des femmes reste la plus élevée parmi les métiers non qualifiés : nettoyage pour les femmes de ménage (souvent immigrées), emballage et dans les services aux particuliers très féminisés. Inégalités et discriminations demeurent. Dans les campagnes, un tiers des exploitations sont gérées par des femmes. Des néo-paysannes, porteuses d'une agriculture non productiviste et écologique s'installent.

Le travail des femmes aujourd'hui : entre murs paraissant infranchissables et persévérance

Les structures de l'emploi en France par catégories socio-professionnelles indiquent le retard maintenu pour la place des femmes, sauf dans les professions dites intermédiaires. L'accès aux postes à responsabilités est un parcours compliqué et dévalorisé : un plafond de verre persiste. L'inégalité

professionnelle nuit à l'emploi féminin. Mais les femmes décident par elles-mêmes de leur rapport au travail et ont de nouvelles revendications avec leurs propres normes : choisissant le télétravail pour préserver la vie privée et familiale ; retournant au foyer pour se tourner vers des centres d'intérêt, et s'il y a retour au travail, peu de postes sont repris en secteur industrie ; s'imposant, malgré des parcours sinueux et sexistes, dans les grandes écoles et le monde culturel.

Pour les jeunes, la différenciation des sexes semble différemment regardée. Si des professions à présence féminine sont encore nombreuses (soins, éducation, employées de maisons, administratif, etc.), de nouveaux métiers se développent (communication, journalisme). La division du travail voit les femmes se glisser dans des métiers anciennement masculins. Cependant, si la progression de la mixité est réelle, des formes pesantes de sexisme existent. Et surtout la précarité de nombreuses femmes est bien réelle, liée aux origines, aux situations monoparentales, aux crises économiques : la femme au travail devient une variable d'ajustement.

La 4^e vague féministe porte au grand jour les violences faites aux femmes, dont celles très diverses sur les lieux de travail et qui ne sont pas prises en compte :

Ainsi, en cas de violence, celle du maintien en poste de femmes ou aux déplacements forcés du poste. Ce nouveau regard touche enfin le monde rural qui n'est pas épargné.

Perspectives à l'appui de l'histoire et des évolutions en cours

Dans l'histoire, l'évolution du travail pour les femmes afin d'accès, de reconnaissance et d'égalité a été et reste un combat permanent mené à la fois individuellement, à force d'énergie et d'obstination, et collectivement par des mouvements de résistance et des vagues de féminisme. Aujourd'hui, au vu de la lenteur de certaines avancées, des attitudes et des pratiques d'un autre temps persistent à tous niveaux. Les jeunes générations, issues de familles ouvertes, apportent un espoir de changement. La force séculaire de résilience des femmes est l'atout premier dans le monde du travail, milieu concentrant tout l'esprit de domination masculine. ■

Jean Annequin

Sources principales :

- UFR des sciences humaines et Arts Poitiers 2024, Colloque *D'André Léo à aujourd'hui, la place des femmes au travail*, intervention de Jean Annequin : « Des métiers et des femmes ».
- Jean Annequin, « Les invisibles de l'histoire ; les femmes paysannes », conférence pour la Journée des femmes 2025, Maison des traditions de Chassignolles (36).
- Sylvie Schweitzer, *Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Odile Jacob, 2002.
- Catherine Lanèrès, *Les Femmes travailleuses dans le mouvement ouvrier (1869-1994)*, La Vérité, 1994.

Articles :

- Élisabeth Liris, « Les femmes dans la société française XVI^e-XVIII^e siècles », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 340, avril-juin 2005.
- Jeanne-Marie Wailly, « Les différentes phases du travail des femmes dans l'industrie », *Innovations*, n° 20, 2004.



Lutte des femmes de ménage (Faustine Mauerhan, 1914)

Une ouvrière, prix Fémina 1910

« Couturière, toujours malade, très pauvre, quelquefois sans pain, elle s'appelait Marguerite Audoux. Elle écrivait non avec l'espoir de publier ses œuvres, mais pour ne point penser à sa misère, pour amuser sa solitude et comme pour lui tenir compagnie. »

CETTE CITATION – écrite par Octave Mirbeau – est tirée de la préface du livre *Marie-Claire*, de Marguerite Audoux. L'autrice, qui reçoit le prix Fémina pour son ouvrage en 1910, est une ouvrière ignorant l'orthographe, qui raconte avec simplicité et sincérité sa jeunesse misérable, ses années passées à l'orphelinat, à la ferme comme bergère et la dureté de la vie à cette époque. Son livre rencontre un grand succès et est vendu à 100 000 exemplaires.

Une peinture réaliste du quotidien des grisettes

Dans un deuxième roman, *L'Atelier de Marie-Claire*, moins autobiographique, elle décrit la vie au quotidien d'un atelier de couture, la solitude et la difficile survie de ce prolétariat des villes, filles de province s'exilant à Paris dans l'espoir d'un sort meilleur. La Belle Époque ne l'est pas pour tout le monde, mais l'autrice n'est pas une militante, elle ne dénonce pas, elle suggère, peignant le côté sombre d'une époque où une extravagante richesse côtoie la misère ouvrière.

Elle décrit comme elle l'a vécue la vie des ouvrières qui gagnent à peine de quoi survivre, meurent dans l'indifférence et subissent l'agressivité et la bêtise des mâles. C'est son histoire et celle des dizaines de grisettes qu'elle a côtoyées, connues et défendues – contre elles-mêmes souvent. Ses compagnes, obligées de travailler la nuit pour satisfaire les clientes capricieuses, que la tuberculose n'épargne pas, pas plus que le chômage dans les périodes sans commande. Elles connaissent la violence dans leur vie privée, battues, enceintes et abandonnées, malades et obligées de travailler pour survivre.

« En janvier Sandrine eut une rechute grave. Pendant les deux premiers jours, elle ne s'aperçut pas des soins que je lui donnais, mais dès que la fièvre fut calmée, elle me pria d'aller lui chercher du travail... Madame Dalignac fit un geste d'impuissance et prépara le paquet d'ouvrage que j'emportais aussitôt. Je retrouvais Sandrine assise dans son lit en train de coudre une petite culotte de garçon. Elle respirait difficilement, sa poitrine faisait entendre un bruit de gargouille et ses lèvres étaient sèches et toutes craquelées. »

Le style de Marguerite Audoux est simple et poétique. Elle possède, d'après ses contemporains, un sens inné de la langue, un regard juste qui vient de son milieu populaire et la porte à une expression exacte de la réalité avec la touche poétique de la conteuse.



« Lisez Marie-Claire, quand vous l'aurez lue sans vouloir blesser personne, vous vous demanderez quel est parmi nos écrivains, je parle des plus glorieux, celui qui eut pu écrire un tel livre avec cette mesure impeccable, cette pureté et cette grandeur rayonnante. » (Octave Mirbeau) ■

Annie Nicolai

Marguerite Audoux, *Marie-Claire*, suivi de *L'Atelier de Marie-Claire*, Grasset, 2008.

«Travailler, moi? Jamais!»

Travail : instrument de torture à trois pieux, mais aussi dispositif pour immobiliser les grands animaux aux fins de les soigner ou de les ferrer, le travail est largement pratiqué par les femmes depuis la nuit des temps. Ne dit-on pas d'une femme en train d'accoucher qu'elle est « en travail » ? C'est dire à quel point le travail est lié à la peine, à l'immobilisation, à la douleur que l'on supporte parce qu'on est en train de mettre au monde son œuvre. Et dans les temps anciens, parce qu'on ajoute une personne à la tribu, ce qui est un acte grandement considéré, voire sacralisé.

POURQUOI J'ÉVOQUE ÇA ? On n'en est plus du tout là. La natalité baisse partout dans le monde. Les femmes ne se sentent plus d'en rajouter aux milliards qui sont déjà là et qui crèvent de diverses manières, en bosant dans les mines, en étant assassinées après avoir été violées, en se prenant une bombe ou une balle dans la tête, en étant réduites à la famine et à la terreur comme à Gaza. Les femmes du monde entier le savent, le sentent, le vivent. Les femmes du monde entier ont des vies difficiles, sinon terribles. À part celles qui font partie de la caste des richissimes, ou de celles de leurs admirateurs et larbins.

Revenons au travail

Aujourd'hui, il n'y a plus de travail au sens de création, élaboration patiente, façonnage minutieux, sauf pour ce qui est des travaux de l'esprit, et encore ! Aujourd'hui, il n'y a plus de travail, ce sont les machines qui font le boulot, (même intellectuels, par la grâce de l'IA). Tout ce qu'on trouve, c'est de « l'empois ». On veut nous empoisser, nous engluier, nous occuper, quoi ! Faudrait pas qu'on ait du temps libre et qu'on se prenne à rêver. Non, on nous case dans un emploi, temporaire de préférence, pour nous utiliser au mieux et nous jeter une fois usés. Qui décide de son travail aujourd'hui ? Les enseignant-es ? Il faut qu'ils aient de solides convictions et un caractère bien trempé, mais sont quand même pris-es dans le cadre bien serré de l'État. Les toubibs ? Ceux qui travaillent dans les hôpitaux sont submergés d'exigences administratives et paperassières, les libérales en sous-effectif et débordées. Et les femmes, toujours les dernières roues du carrosse, mal payées, mal considérées, plus facilement virées.

Travailler, je suis partante et j'aime l'ouvrage bien pensé, bien réalisé, de façon qu'on n'ait pas à y revenir. Travailler, ok, mais pour faire quoi ?

Il y a 100 000 personnes en France qui travaillent dans des usines qui produisent officiellement des armes de

guerre. Mais combien plus qui travaillent dans de gentilles petites usines fabriquant seulement des composants électroniques qui ne seront assemblés que sur les lieux de leur utilisation en tant qu'armes de guerre. Et beaucoup de ces ateliers emploient des femmes qui préfèrent ne se douter de rien. Enfin, sûr qu'elles aimeraient mieux gagner leur croûte dans une usine de hamacs, mais c'est pas dans l'air du temps !

Le travail tue. Dans le BTP (Bâtiment et travaux publics), un mort par jour travaillé. En 2019, 215 ouvriers du BTP sont morts. Un tiers des victimes du travail. Et quand on n'en meurt pas, c'est un accident de travail toutes les deux minutes. Cela touche un million de travailleur-euses chaque année, dans un silence médiatique assourdissant. Les bûcherons aussi payent de leur vie, et les marins pêcheurs, et les ouvriers agricoles, et les transporteurs. Sans oublier les jeunes, les intérimaires, les travailleurs détachés, les sans-papiers, les apprentis en formation. Macron, à l'université du Medef en 2015 : « *Je compte sur vous pour engager plus d'apprentis. C'est désormais gratuit quand ils sont mineurs.* » Grâce à des aides de l'État aux entreprises, le nombre d'apprentis est passé de 290 000 en 2017 à presque 700 000 en 2021. Mais ils ne sont pas bien encadrés, on les colle sur des machines dangereuses, et le formateur est ailleurs. Il y a deux fois et demi plus d'accidents du travail chez les moins de 25 ans. Et Macron a le mépris facile qui déclare en 2016 : « *Quand on est jeune, 35 heures, ce n'est pas long.* » Dans la nuit du 26 au 27 juillet 2018, après onze jours de travail aux moissons, et enchaînant sa dixième heure de boulot de la journée, un jeune ouvrier de 19 ans est happé par la moissonneuse et meurt dans l'incendie provoqué par la surchauffe de la machine.

C'est une patronne, ministre la plus riche du gouvernement, Muriel Pénicaud, qui est nommée en 2017 ministre du Travail. Et l'on détricote le Code du travail depuis le quinquennat Hollande. Les inspecteurs du travail, chargés de veiller à la sécurité et à la santé des salarié-es, à l'application du Code du travail et au respect des droits des travailleur-euses, subissent une sévère réduction de leurs effectifs.

Et les femmes ?

En effet, sur les morts au travail, 95 % sont des hommes. Le BTP, l'industrie, l'agriculture et les transports routiers exploitent essentiellement une main-d'œuvre masculine.

Cependant, les femmes connaissent bien sûr les accidents du travail, qui ont augmenté pour elles de 41,6 % entre 2001 et 2019. Quant aux maladies professionnelles, elles ont augmenté pour les femmes de 159 % dans le même temps. Aides à domicile, infirmières et métiers du soin à la personne, employées de la grande distribution, si les femmes meurent moins au travail, elles en souffrent beaucoup et longuement. À manipuler des marchandises lourdes ou des personnes impotentes, obèses, handicapées, cela laisse des traces. Les troubles musculo-squelettiques affectent les corps des femmes pour le restant de leur vie, avec un important phénomène de sous-déclaration des accidents et maladies professionnelles. Tous ces renseignements sont tirés du terrible livre de Matthieu Lépine, *L'Hécatombe invisible: enquête sur les morts au travail*¹.

Le travail tue.

Le travail détruit les travailleur-euses

Et le travail, qui n'est officiellement pas du travail forcé ni de l'esclavage, s'en approche cependant beaucoup. Par ailleurs, il contribue à perpétuer un système inique qui ne sert qu'à enrichir des déjà milliardaires. Mais pourquoi allez-vous bosser ? Pour payer la maison à crédit, pour nourrir les gosses, pour vivre selon les normes de la société... Et si vous ne preniez pas de maison à crédit, si vous ne faisiez pas de gosses, si vous envisagiez la vie sous une autre perspective ?

L., jeune femme de 24 ans, ingénieure, formée à travailler derrière un écran, compétente pour une expertise théorique mais sans aucune expérience technique (ça, c'est une autre filière), réfléchit au sens de son travail. Elle voudrait qu'il réponde aux besoins des gens, que les dessins qu'elle produit ne soient pas juste du beau *design*, mais produisent des techniques utiles. Pour cela, il faut connaître ce qu'elle nomme « les contraintes de l'atelier ». Elle a repéré une association où elle souhaiterait faire son stage de fin d'études, mais l'école refuse, à cause du caractère associatif: il faut bosser en entreprise. Elle fait alors un service civique à

Rennes à l'Atelier paysan. L'Atelier paysan est une société coopérative d'intérêt collectif dont le projet est l'autonomie technique et agroécologique paysanne. Il accompagne les agriculteurs et agricultrices dans la conception et la fabrication de machines et d'outils adaptés aux pratiques agro-écologiques. Après son stage de six mois, elle rempile pour un projet de recherche sur les outils pour la traction animale. Actuellement, elle suit une formation en chaudronnerie pour apprendre le travail du métal. Travailler, cela a pris du sens pour elle.

H., lui, a 50 ans. Il a fait des études en électronique et informatique. Bac+5. N'aime pas l'école et a des problèmes relationnels. Du coup, fait de la programmation pour des sites Internet. C'est un jeu pour lui. Bosse pour une *start-up* à Paris pendant deux ans, jusqu'à un *burn-out*. Démissionne. Voyage pendant deux ans. Se relance dans l'informatique et se met à son compte en Suisse pour des médias alternatifs. Gagne des sous pendant huit ans. Voyage beaucoup. Est frappé en Thaïlande par l'auto-organisation des gens hors de tout cadre formel. Se sent déphasé, en décalage, entre l'argent qu'il gagne et le peu de sens de son boulot. Plaque tout. Se lance dans le yoga et se forme en massages et hydrothérapie pour se sentir utile aux gens. Sa vie est plus simple, mais à Paris, puis à Antibes, se sent en environnement hostile et aussi pressuré par l'Urssaf. Se met à vivre en camion. Petits boulots occasionnels et *woofing*² chez des maraîchers. Pendant cinq ans, il fait des saisons de maraîchages. Mais pas envie de s'installer seul. C'est dur, l'agriculture ! En 2023, rencontre les Soulèvements de la terre et découvre les cantines autogérées et les réseaux de ravitaillement des luttes. Fait un tour de France des collectifs organisés autour des cantines et découvre le réseau de compagnonnage agricole Fourche et champ libre, réseau de fermes anarchistes engageant les compagnons à s'immerger pour des périodes longues (l'agriculture, c'est sur le temps long que ça se pratique) dans des activités agricoles liées à des luttes politiques. Pour lui aussi, travailler commence à prendre du sens.

J'ai ressorti de mes étagères un petit livret paru à l'Esprit frappeur en 1997, intitulé *Travailler, moi ? Jamais ! L'abolition du travail*, écrit par Bob Black, dont le projet est clairement d'en finir avec le salariat et de renouer avec l'esprit du jeu

« Un travailleur est un esclave à temps partiel. C'est le patron qui décide de l'heure à laquelle il vous faut arriver au travail et de celle de la sortie – et de ce que vous allez faire entre-temps... Il a le droit d'exercer son pouvoir jusqu'aux plus humiliantes extrémités. Si tel est son bon plaisir, il peut tout réglementer: la fréquence de vos pauses pipi, la manière de vous vêtir, etc. [pour cela] les appellations les plus appropriées sont fascisme d'usine et oligarchie de bureau. » Ou encore:

« Le temps libre n'est rien d'autre que du temps qui ne coûte rien au patron. Le temps libre est principalement consacré à se préparer pour le travail, à revenir du travail, à surmonter la fatigue du travail. Le temps libre est un euphémisme qui désigne la manière dont la main-d'œuvre se transporte à ses propres frais



➔ pour se rendre au labeur et assume l'essentiel de sa propre maintenance et de ses réparations... Les fraiseuses et les machines à écrire ne font pas cela. Mais les travailleurs le font.»

«Pour finir, il nous faut abolir l'activité laborieuse de loin la plus répandue et qui regroupe des tâches parmi les plus ennuyeuses – et les moins bien rémunérées. Je veux parler du travail domestique et éducatif qu'effectuent les femmes au foyer. En abolissant le travail salarié et en réalisant le plein chômage, nous sapons la division sexuelle du travail qu'impose l'esclavage salarié moderne... Pour se débarrasser définitivement du patriarcat, il faut en finir avec la famille nucléaire, lieu de ce «travail de l'ombre», non payé, lequel rend possible le système de production fondé sur le travail.»

«Depuis le passage de la chasse et de la cueillette à l'agriculture puis à l'industrie, la quantité de travail n'a cessé de s'accroître tandis que déclinaient les talents et l'autonomie individuelle de l'être humain.»

Relisant cela, m'est revenue à l'esprit la description d'un ethnologue assistant à un chantier de construction d'une grande hutte rituelle par une tribu indigène. Les personnes arrivaient sur le «chantier» à toute heure. Il n'y avait pas de contremaître, aucun ordre ni consignes n'étaient données.

Quand une personne arrivait, femme, homme, enfant ou vieillard, elle observait l'état d'avancement des travaux et s'incluait dans une activité, trouvant sa place. Chacune à son rythme contribuait à ce que la hutte se construise. L'ambiance était calme, détendue, joyeuse et le chantier avançait sans heurt, et avec une efficacité indéniable. Une personne pouvait s'arrêter, se poser pour regarder ou s'en aller sans que personne n'y trouve à redire. Cela ne porte plus le nom de travail. C'est une sorte de jeu collectif auquel on est libre de participer ou non.

Le dévouement au travail des esclaves modernes, s'il leur permet tout juste de survivre, sert essentiellement à enrichir prodigieusement des déjà riches, riches d'avoir exploité des esclaves depuis des générations.

Prolétaires du monde entier, reposez-vous! ■

Michèle Monico

1. Seuil, 2023.

2. *Woofing*: Les bénévoles, ou «WVVOOFeurs», partagent la vie quotidienne de leur hôte et s'initient à l'agriculture paysanne et aux pratiques durables en passant environ la moitié de chaque journée à aider à la ferme.



Travaux des champs

C'est le temps des récoltes.

Depuis quinze jours, je ramasse des pommes tombées.

Elles ont mûri plus vite parce qu'elles sont attaquées et habitées.

Je ne prends que les grosses belles et je fais la première compote.

ET PUIS J'AI RATISSÉ les trop moches et trop petites pour faire de la place aux suivantes qui sont beaucoup plus belles mais croquées, goûtées par les loirs et les lérots, du côté de leur joue rouge. Re-compote et tartes.

À présent, je récolte sur l'arbre et je dispose les pommes dans des cageots en couche unique. Je trimballe tout cela à la brouette depuis le verger jusqu'au cellier dans la maison. Cellier que j'ai nettoyé et aspiré dans les coins pour recevoir dignement ma récolte d'hiver. C'est un rude boulot. Mais ce n'est pas du travail, bien que je ne sois pas sans contraintes. Je fais avec le temps par exemple. Après la pluie, dès qu'il fait du soleil, j'en profite. Je remplis mon panier, je remplis les cageots que j'empile par trois ou quatre dans la brouette et je fais plusieurs voyages

jusqu'au cellier. Sur l'étagère du haut, les pommes récoltées sur l'arbre. Celle du milieu reçoit les belles, mais tombées. Et celle à portée de main, sans monter sur l'escabeau, les pommes à traiter plus ou moins rapidement. Ce sont des «pommes de garde». Certaines seront encore bonnes en mars, avril. Elles auront mûri doucement tout l'hiver.

Je suis un écureuil très organisé. Je récolte les noix aussi, avec eux. Cela fait deux fois qu'en ouvrant la porte de la cuisine, j'en surprends un qui court sous les branches basses et rejoint le tronc où il échappe à ma vue. Ils laissent des coquilles rongées à l'intérieur par un trou qu'ils ont fait de la largeur d'un pouce. Je partage volontiers, d'autant mieux que cette année est prodigieuse. Il y a aussi les figues, qu'il faut récolter avant totale maturité, c'est-à-

dire avant que les frelons ne les aient percées et sucées. Elles mûriront à la maison en deux à trois jours. Je m'en régale. Et j'ai cuit quelques coings pour une gelée et une pâte de fruit. Je n'arrête pas! Je ferai jamais ça pour un patron, sans exiger des heures sup' payées double! Mais qu'est-ce que je trouve rassurant d'engranger des douceurs à partager dans ces temps difficiles, et sans patron sur le dos!

Prochaine étape: réunir des copaines pour récolter tout ce qui reste et faire presser en jus de pommes. Donc, laver et préparer des bouteilles. C'est jamais fini, le boulot pour soi, pour la subsistance. Mais c'est avant tout une forme d'allégresse et de profond contentement de soi.

Rien à voir avec le salariat! ■

Michèle,
tout juste sortie du cellier

Travail toxique et précarité dans le secteur du soin et de l'aide à la personne

Celles et ceux qui exercent des métiers liés à la santé ou au travail social – métiers qui impliquent une forte charge émotionnelle –, comptent parmi les populations les plus touchées par les troubles du sommeil.

LE TRAVAIL de certaines catégories professionnelles est toxique, il agit comme un poison. Et comme par hasard, dans ces catégories, les femmes représentent une majorité écrasante.

Sages-femmes, infirmières, aides-soignantes, agentes de service hospitalier, auxiliaires de vie ou aides à domicile, éducatrices spécialisées, accompagnantes éducatives et sociales ont en charge des êtres fragiles, malades, tout petits, très vieux, en situation de handicap ou, abîmés par trop d'expériences difficiles, en détresse, voire violents.

Que les femmes accompagnent les accouchements, ce qui précède la naissance et ce qui la suit, qu'elles éduquent, torchent enfants et vieillards, aident à manger celles et ceux qui n'y arrivent pas seul-es, consolent, changent les draps, nettoient les sols, essuient les fronts enfiévrés, veillent les mourants, n'est pas nouveau. Pendant longtemps, elles l'ont fait, principalement pour leurs proches. Non pas parce que cela correspondrait à des qualités qui leur seraient « naturelles », mais parce que cela arrangeait le système patriarcal.

Puis ces tâches se sont professionnalisées, tandis que le capitalisme se superposait au système patriarcal puis devenait ultralibéral.

On est entré dans cette ère de rentabilité financière qu'accompagnent le manque de personnel et l'insuffisance de

moyens. Alors la quantité et le rythme de travail s'accroissent, il faut en faire de plus en plus, il faut aller de plus en plus vite, de nuit comme de jour, c'est-à-dire se plier à des horaires qui perturbent le sommeil et, cerise sur le gâteau, se voir submergée par des activités administratives et de gestion déshumanisantes et donc en contradiction avec l'essence même de ces métiers. Alors le stress, la fatigue et un sentiment d'inanité s'ajoutent à la charge émotionnelle.

**Surprise, surprise :
et tout ça pour des salaires inférieurs
à ceux des métiers moins féminisés**

Avec, par exemple, un diplôme qui consacre cinq années d'études, une sage-femme en fin de carrière gagne près de 500 euros de moins par mois qu'un ingénieur hospitalier qui a pu accéder à son poste par le système du concours interne, accessible à partir de formations supérieures de niveau bac+2 à bac+4.

Accorderait-on plus de valeur aux machines qu'à notre progéniture ? Et à qui incombent les tâches les plus ingrates, et le salaire le plus inférieur des salaires inférieurs ? Qui gagne à peine plus que le seuil de pauvreté, lave les corps et les sols ? Beaucoup de femmes racisées, aides-soignantes et agentes hospitalières. Ce qui n'est pas nouveau non plus. Juste organisé de façon différente, avec des mots, des intitulés différents.

Le combat continue. Les femmes ont lutté pour ne plus être confinées à l'espace privé. Une fois dans l'espace public, elles doivent encore lutter afin d'y être traitées de façon équitable. ■

M.-H. D.



Regard critique sur les statistiques

Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011

L'apport de Monique Méron et Margaret Maruani

Le grand mérite de ces deux chercheuses est de nous rendre plus compréhensible le monde des chiffres, de nous faire réfléchir sur les fluctuations des calculs et des définitions, et ainsi de mieux comprendre comment se construisent les stéréotypes sur la place des femmes dans la société.

ELLES ONT ÉTUDIÉ LES RECENSEMENTS de la France métropolitaine depuis 1901 concernant la « population active ». En complément, elles ont analysé les enquêtes Emploi, créées dans les années 1950. Elles constatent que, dès le début du XX^e siècle, les statistiques sont sexuées, non parce que les statisticiens seraient particulièrement féministes, mais parce qu'ils sont « *perplexes face aux interprétations divergentes auxquelles donne lieu le classement des femmes occupées à des travaux domestiques* ».

La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler, disponibles sur le marché du travail. La population en âge de travailler est généralement définie comme l'ensemble des personnes ayant entre 15 et 64 ans. Elle comprend à la fois les actifs en emploi et les actifs au chômage, mais elle est en perpétuelle évolution : par exemple, selon les périodes, les militaires du contingent ou les domestiques hébergés par leurs employeurs sont intégrés ou exclus. De 1906 à 1946, les femmes d'agriculteurs (nommés, eux, chefs d'établissement), qui ne déclarent pas d'autres activités, sont automatiquement comptées comme agricultrices. À partir de 1954, seules celles qui déclarent explicitement avoir une profession sont comptées comme actives. Ce changement de concept aura des conséquences importantes sur le décompte de l'activité des femmes. Lorsque les heures de travail se font à domicile, ou si la rémunération prend la forme d'avantages en nature, comme un hébergement, le comptage devient plus difficile et incertain. Se pose également la question du temps de travail minimum comptabilisé : selon la définition du Bureau international du travail (BIT) de 1982, il suffit d'avoir travaillé « *au moins une heure dans la semaine de référence de l'enquête* » pour être compté dans la population active. Depuis 2006, en ce qui concerne la question du chômage, la France a

repris la définition du BIT : « *Pour être comptée au chômage, la personne doit ne pas avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure pour la semaine de référence.* »

Paysages et contours de l'activité

Dans cette première partie du livre, les autrices déconstruisent la légende mille fois entendue de la chute de l'activité féminine de la fin de la Première Guerre mondiale aux années 1960 : les chiffres qu'elles relèvent montrent des fluctuations de moins de 5 %, mais pas de décroissance :

Part des femmes dans la population active

1901	34,5 %
1911	36,9 %
1921	39,9 % (87 départements)
	39,6 % (90 départements avec le retour de la Moselle et de l'Alsace)
1931	36,6 %
1946	38,0 %
1954	37,4 % (définition de 1946)
	34,3 % (définition de 1954)
1962	33,4 % (taux le plus bas du siècle)
1975	37,1 %
1982	40,3 %
1990	43,7 %
1999	45,9 %
2008	47,6 %

La rupture de définition, qui s'opère en 1954, entraîne la disparition de près d'un million de femmes actives, hier agricultrices, aujourd'hui « inactives » : « *Comment, d'un recensement à l'autre, une paysanne travaillant aux champs ou à la ferme peut-elle se transformer en une femme inactive qui regarde passer les vaches en faisant la vaisselle ? C'est cette métamorphose que les définitions statistiques ont fabriquée de toutes pièces.* »

La seconde moitié du XX^e siècle voit se produire une lame de fond quant à l'augmentation du nombre de femmes actives :

– dans les années 1960, 6,6 millions de femmes et 13,2 millions d'hommes sont répertoriés comme actifs et actives, soit une différence du simple au double,

– en 2008, la différence existe toujours, mais elle s'est considérablement réduite : 13,9 millions de femmes et 15,3 millions d'hommes sont comptés sur le marché du travail.

« *Le salariat devient majoritaire, puis dominant à la fin du XX^e siècle pour les femmes comme pour les hommes, mais ce changement n'a pas le même sens : les hommes passent d'un statut de travailleur indépendant – agriculteur, artisan ou commerçant –, alors que pour les femmes il s'agit de la modification de leur statut social : elles ne sont plus femmes de... commerçant, artisan ou agriculteur, mais, pour elles, le salariat est synonyme*



d'autonomie professionnelle et familiale.» C'est une forme de travail extérieure à la sphère domestique.

Âges de la vie et sexe de l'emploi

Cette deuxième partie du livre interroge les comportements d'activité des femmes, traditionnellement caractérisés par des interruptions liées à l'arrivée des enfants. Or, cette discontinuité n'a pas toujours existé : elle a commencé à apparaître après la guerre, en 1946, puis elle s'estompera dans les années 1970 pour être aujourd'hui résiduelle. C'est durant les Trente Glorieuses que se manifeste cette discontinuité, « sous la pression d'une volonté politique nettement nataliste et un souhait largement partagé que les femmes s'occupent d'abord de leur famille ».

Pénuries d'emploi : chômage, sous-emploi et travail à temps partiel

Cette troisième partie étudie les statistiques. Depuis la fin du XIX^e siècle, de nombreux travaux ont porté sur le chômage : interventions en faveur des pauvres, politiques sociales. Mais le recensement du nombre de chômeurs et chômeuses est très restreint : souvent limité aux salarié-es de l'industrie, il ne prend pas en compte les travailleurs-euses à domicile, ni ceux qui travaillent irrégulièrement, ou qui sont considéré-es comme « isolé-es ». Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les chiffres montrent cependant l'ampleur de la crise de l'emploi des années 1930 : « En 1936, le nombre de chômeurs est le double de celui de 1931, et quasiment le quadruple de celui de 1926. Sur 864 000 chômeurs décomptés (625 000 hommes et 239 000 femmes), 638 000 le sont dans l'industrie. Parmi eux, une part plus importante qu'avant est secourue : 465 000 sur 864 000 en 1936, au lieu de 51 000 sur 453 000 en 1931. »

Le recensement de 1946 est réalisé avec de nouvelles méthodes : collecte d'informations sur le lieu du recensement et non plus sur le lieu de travail, mécanisation du dépouillement, modification des catégories. La comparaison avec les années antérieures en est donc affectée.

À partir de 1954, le chômage est systématiquement comptabilisé et, d'une année sur l'autre, sa définition va se préciser. Cependant, jusqu'en 1960, les statistiques du chômage ne sont pas sexuées...

Autour des années 1970, de nouvelles questions apparaissent, comme les « petits boulots ». Elles ne sont pas seulement statistiques, car elles suscitent de nombreux débats. « Et la question concerne souvent les femmes de façon plus aiguë que les hommes : la porosité des frontières entre le chômage et l'inactivité les touche tout particulièrement. »

Le travail à temps partiel est encore plus difficile à chiffrer que le chômage ! Pourtant, il existe depuis longtemps, par exemple pour les travaux de couture effectués à domicile ou pour les emplois de vendeuse au moment des fêtes. Il est largement utilisé à partir de 1936 pour contourner les avancées législatives, en particulier les 40 heures hebdomadaires. Son appellation varie : auxiliaires, emplois pour le roulement... La formulation « travail à temps partiel » apparaît avec sa légalisation, commencée en 1970 et généralisée dans les années 1980 : la loi veut donner un statut aux salarié-es à temps partiel au même titre que les salarié-es à temps plein, et surtout inciter employeurs et travailleurs-euses à utiliser ce nouveau statut d'emploi.

Le débat fait rage : pour les tenants de la loi, il s'agit de favoriser la conciliation des temps professionnel et familial – pour les femmes bien sûr ! Syndicats et associations féministes s'y opposent, notamment en raison du revenu moindre, de la plus grande flexibilité et d'un risque de retour des femmes à la maison ; ils sont soutenus par l'administration du travail qui multiplie les appels à la prudence.

D'autres mesures vont continuer à inciter au travail à temps partiel : abattement de cotisations sociales, annualisation du temps de travail, autres aides financières. Les chiffres concernant le travail à temps partiel commencent à apparaître dans l'enquête Emploi dans les années 1970, et ne sont présents dans le recensement que depuis 1990 : il concerne 13 % des femmes et 2 % des hommes. Autour des années 2000, une femme sur trois (31 %) et toujours très peu d'hommes (5 %) sont à temps partiel. Dans l'Europe des 27, en 2010, ce sont 32 % des femmes et 8 % des hommes qui travaillent à temps partiel.

Par ailleurs, étudier le travail à temps partiel conduit à s'interroger sur la question du choix : est-il du temps choisi et si oui pour quels motifs ? Ou est-ce une forme d'emploi imposée par l'employeur ? Une étude, menée par Valérie Ulrich¹ apporte quelques éléments de réponse :

- 28 % des salarié-es évoquent des raisons familiales, soit 33 % des femmes et 6 % des hommes,

- pour 32 %, il s'agit des conséquences de la pénurie d'emplois à temps plein : 30 % des femmes et 37 % des hommes subissent cette situation faute de mieux.

La plupart du temps, c'est sous la pression du chômage que les femmes « choisissent » le temps partiel : « du sous-emploi pour ne pas rester sans emploi » : femmes de ménage pour les particuliers, ouvrières du nettoyage, caissières, vendeuses, elles souhaitent travailler à temps plein et recevoir un salaire plus important.

Chômage, sous-emploi et temps partiel sont les visages de la pénurie d'emplois. Ces situations sont plus souvent celles des femmes que celles des hommes et contribuent à





maintenir les femmes dans la pauvreté et la précarité, et à véhiculer l'idée que leurs revenus ne seraient que des salaires d'appoint aux revenus du ménage. « *Faire croire que le temps partiel va bien aux femmes est une légende, voire un mensonge social!* »

Les métiers d'antan et les professions d'aujourd'hui

La quatrième partie du livre explore les bouleversements du marché du travail sur un siècle :

- la part de la population active dans le secteur agricole est passée de 43 % à 3 %,
- celle dans la construction et l'industrie de 31 % à 21 %,
- celle du commerce et des transports de 13,4 % à 45,3 %,
- celle des services publics, des soins domestiques, de l'enseignement, de la santé et des services sociaux de 8,2 % à 30,5 %.

Cependant, au fil des années, la répartition des femmes et des hommes, selon les secteurs et les métiers, est presque toujours sexuée. La ségrégation professionnelle est bien présente : selon la nomenclature actuelle, la moitié des femmes qui travaillent exercent 28 professions sur les 486 répertoriées, alors que la moitié des hommes qui ont un emploi se répartissent en 75 métiers. Certains secteurs, comme le secteur de la petite enfance, sont à plus de 90 % féminins et ceux du bâtiment à plus de 98 % masculins. Des mouvements se sont produits pour certains métiers qui sont devenus mixtes – entre 45 et 55 % de femmes et d'hommes : aujourd'hui, magistrats, journalistes, responsables de petits commerces...

L'analyse des évolutions sur un siècle montre des bastions qui semblent indéboulonnables comme les chantiers et les pouponnières, et les résistances aux changements sont tout autant partagées par les femmes que par les hommes. Des modifications apparaissent dans les catégories les plus diplômées, sans que ces professions soient dévalorisées par l'arrivée nombreuse de femmes.

En conclusion, Margaret Maruani et Monique Meron nous exhortent à ne pas utiliser les statistiques les yeux fermés, mais à les examiner avec des lunettes féministes ! Elles rappellent la fragilité des chiffres en raison des changements de définitions, de classifications, de modalités de recueil des informations.

Pour elles, le phénomène le plus remarquable est le poids indiscutable de l'activité féminine dans l'économie tout au long du siècle : jamais moins d'un tiers, et désormais la moitié de la population active (48 %). Une autre constante est la part importante des femmes dans les transformations de la population active : généralisation du salariat, croissance du secteur tertiaire (aujourd'hui les trois-quarts des emplois). En parallèle, la précarité, le chômage et le sous-emploi les touchent plus durement que les hommes.

« *Pour ce qui concerne l'activité et l'emploi, les femmes ont souvent été les championnes de l'ombre, du flou, du non-dit.* » ■

Élisabeth Gigant-Claude

Monique Méron et Margaret Maruani, *Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, La Découverte, 2012.

1. « Six figures de l'emploi à temps partiel. Valérie Ulrich, Serge Zilberman », *Dares Analyses*, n° 39.4, 19 septembre 2007.

Données récentes sur le marché du travail et les revenus d'activité

Le rapprochement entre femmes et hommes est très net en matière d'activité professionnelle si on regarde sur le long terme...

ENTRE 1975 ET 2022, le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 49 ans a augmenté de 61 % à 84 %, alors que celui des hommes du même âge a diminué de 97 % à 93 %. L'écart entre les sexes en faveur des hommes est ainsi passé de 36 à 9 points.

En moyenne sur l'année 2024, parmi les personnes de 15 à 64 ans vivant en France, 68,8 % sont en emploi au sens du Bureau international du travail (BIT).

En 2024, le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans est de 71,5 % (soit 0,4 point de plus qu'en 2023), quand celui des

hommes est de 77,5 %, (soit 0,7 point de plus qu'en 2023) : la différence entre les femmes et les hommes est de 6 points. Cet écart en défaveur des femmes était de 9,8 points en 2004 et de 20,6 points en 1984.

(Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans.)

Type de statut

En 2024, 13,3 % des personnes occupant un emploi exercent en tant qu'indépendant-es, qu'il s'agisse de non salariées classiques, de micro-entrepreneurs ou de chef-fes d'entreprise salarié-es.

Le salariat reste la forme d'emploi largement majoritaire, notamment dans le cadre d'emplois à durée indéterminée :

en 2024, 72,9 % des personnes en emploi sont en CDI ou fonctionnaires.

Type d'emploi

Les femmes occupent plus souvent que les hommes des postes d'employé-es (38,8 % contre 11,6 %), alors que les hommes sont plus fréquemment ouvriers (28,2 % contre 7,2 %). Surtout, au sein des employé-es et des ouvrier-es, les femmes exercent plus souvent des emplois peu qualifiés (45,6 % d'entre elles, contre 30,9 % d'entre eux).

La part de cadres, quant à elle, reste plus élevée parmi les hommes que parmi les femmes (25,4 % contre 20,4 %). Les 15-24 ans occupant déjà un emploi sont majoritairement employé-es ou ouvrier-es (63,0 %) ; seul-es 9,2 % sont cadres.

Temps partiel

En 2024, 17,6 % des personnes en emploi travaillent à temps partiel, soit 0,2 point de plus qu'en 2023. En hausse de 0,3 point, la part des femmes travaillant à temps partiel s'élève à 26,8 % en 2024, et reste 3 fois plus forte que celle des hommes (8,7 %, +0,1 point). La part des personnes en emploi à temps partiel atteint jusqu'à 41,5 % parmi les employé-es peu qualifié-es.

Sous-emploi

En 2024, 4,3 % des personnes en emploi sont en situation de sous-emploi. Le sous-emploi inclut essentiellement des

personnes à temps partiel souhaitant travailler davantage et disponibles pour le faire, ainsi que des personnes au chômage partiel, dont le nombre avait fortement augmenté durant la crise sanitaire. Le sous-emploi concerne davantage les employé-es peu qualifié-es (12,3 % en 2024), les jeunes (6,9 %) et les femmes (6,1 %).

Chômage et halo du chômage

En moyenne, en 2024, 7,4 % des personnes actives sont au chômage au sens du BIT, presque comme en 2022 (7,3 %) et 2023 (7,4 %). Après avoir diminué de manière continue entre 2015 et 2022, le taux de chômage se situe 2,9 points sous son pic de 2015 et à son niveau de 2008.

En moyenne en 2024, 4,5 % des personnes âgées de 15 à 64 ans appartiennent au halo autour du chômage : elles souhaitent travailler, mais ne satisfont pas tous les critères en matière de recherche d'emploi ou de disponibilité pour être considérées comme chômeuses au sens du BIT. Les femmes relèvent plus souvent que les hommes du halo (5,1 % contre 4 %), alors qu'elles sont moins souvent qu'eux au chômage (part de 5,3 % contre 5,9 %).

Source : Émilie Pénicaud, « Une photographie du marché du travail en 2024. L'emploi des jeunes se replie, celui des seniors continue d'augmenter », *Insee Première*, n° 2044, mars 2025 ; <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8391807>>.

En 2023, un salarié du secteur privé gagne en moyenne 2 735 euros nets par mois en équivalent temps plein (EQTP).

La moitié des salariés du secteur privé perçoivent moins de 2 183 euros nets par mois en EQTP. Un salarié sur dix gagne moins de 1 512 euros, alors qu'un sur dix perçoit plus de 4 302 euros.

L'écart de salaire entre femmes et hommes continue de se réduire. En 2023, les femmes gagnent en moyenne 13,5 % de moins que les hommes en EQTP dans le secteur privé. En euros constants, le salaire net moyen en EQTP des femmes a diminué de 0,4 % en 2023, soit moins que celui des hommes (-1,1 %). Le fait que les femmes soient davantage représentées dans le bas de la distribution, où le pouvoir d'achat des salaires a mieux résisté, explique en partie cet écart entre les évolutions par sexe. L'écart de salaire moyen entre femmes et hommes continue donc de se réduire en 2023 : -0,5 point par rapport à 2022, portant à -7,4 points la réduction depuis 2008.

L'écart salarial moyen entre femmes et hommes traduit pour partie la sous-représentation des femmes dans le haut de la distribution des salaires. Notamment, elles ne représentent que 23,5 % des 1 % des salarié-es les mieux rémunéré-es, contre 41,9 % de l'ensemble des salarié-es du privé. L'écart salarial entre femmes et hommes reflète surtout l'effet de la ségrégation professionnelle et des inégalités qui



Femme en bâtiment

l'accompagnent : la structure des emplois par secteur d'activité – taille d'entreprise, âge, catégorie socioprofessionnelle et condition d'emploi – n'est pas la même pour les femmes et pour les hommes. À poste comparable, c'est-à-dire à profession identique exercée au sein d'un même établissement, l'écart de salaire net moyen en EQTP entre les femmes et les hommes se réduit à 3,8 % dans le secteur privé en 2023 (après 4 % en 2022). Pour autant, cet écart résiduel ne peut pas s'interpréter comme une mesure de l'ampleur des discriminations salariales entre femmes et hommes, du fait de différences de caractéristiques non observables dans les sources administratives sur les salaires (ancienneté, expérience, niveau de responsabilités et tâches effectuées, etc.).

Source : Ndeye Penda Sokhna, Tom Duquesne, « Les salaires dans le secteur privé en 2023. L'augmentation des salaires reste inférieure à l'inflation », *Insee Première*, n° 2020, octobre 2024 ; <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8270416>>.

➔ Les statistiques sur les salaires sont également disponibles

• Pour la fonction publique d'État en 2022

Le salaire net moyen baisse de 2,2 % en euros constants dans un contexte de forte inflation.

En 2022, un agent de la fonction publique de l'État (FPE) perçoit en moyenne 2 743 euros nets par mois en équivalent temps plein (EQTP).

Le salaire net en EQTP des femmes est inférieur de 13,1 % en moyenne à celui des hommes, un écart stable par rapport à 2021.

En 2022, le salaire net moyen en EQTP des femmes dans la FPE s'élève à 2 594 euros par mois, soit 13,1 % de moins que celui des hommes (2 986 euros). Cet écart augmente avec l'âge: il varie de 2,4 % parmi les moins de 30 ans, à 18,0 % parmi les personnes de 60 ans et plus.

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8255048>>.

• Pour la fonction publique hospitalière en 2022

Le salaire net moyen baisse de 0,4 % en euros constants dans un contexte de forte inflation.

En 2022, un agent de la fonction publique hospitalière (FPH) perçoit en moyenne 2 734 euros net par mois en équivalent temps plein.

Le salaire net moyen des femmes est inférieur de 18,3 % à celui des hommes, cet écart se réduit légèrement.

En 2022, le salaire net en EQTP des femmes dans la FPH s'élève en moyenne à 2 608 euros par mois, soit 18,3 % de moins que celui des hommes (3 191 euros).

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8253303>>.

• Pour la fonction publique territoriale en 2022

Le salaire net moyen baisse de 1,1 % en euros constants dans un contexte de forte inflation.

En 2022, un salarié de la fonction publique territoriale (FPT) perçoit en moyenne 2 145 euros net par mois en équivalent temps plein.

En 2022, le salaire net en EQTP des femmes dans la FPT s'élève en moyenne à 2 073 euros net par mois, soit 7,9 % de moins que celui des hommes (2 250 euros). Moins élevé que dans les autres versants de la fonction publique, cet écart se réduit légèrement par rapport à 2021, de 0,1 point. Cet écart s'accroît avec l'âge: il varie de 2,1 % parmi les moins de 30 ans à 10,9 % parmi les plus de 59 ans.

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8254618>>.

• Les revenus d'activité des non-salariés en 2022

Fin 2022, 4,0 millions de personnes exercent une activité non salariée en France. Le nombre de non-salarié-es continue de croître, porté par le micro-entrepreneuriat (1,8 million de micros-entrepreneur-ses sont économiquement en activité).

Les revenus d'activité des non-salarié-es se replient en euros constants après la forte hausse de 2021. Le revenu moyen des non-salarié-es avait rebondi en 2021 avec la reprise post-crise sanitaire. En 2022, dans un contexte de forte inflation, le revenu des non-salarié-es se replie nettement: 6,9 % en euros constants.

En 2022, les non-salarié-es classiques perçoivent en moyenne un revenu d'activité de 4 030 euros par mois. Parmi elles et eux, 11 % déclarent un revenu d'activité nul (ou déficitaire), car elles et ils n'ont pas dégagé de bénéfices ou ne se sont pas versé de rémunération. Cette part est supérieure à celle d'avant-crise sanitaire (8 % en 2019).

En 2022, les micros-entrepreneur-ses perçoivent en moyenne 670 euros par mois pour leur activité non salariée, soit 6 fois moins que les non-salarié-es classiques. Leur faible revenu est lié à la nature de ce régime qui impose des plafonds sur les chiffres d'affaires pour en bénéficier.

Le micro-entrepreneuriat correspond souvent à une activité d'appoint: fin 2022, 31 % des micros-entrepreneurs cumulent une activité non-salariée avec une activité salariée, contre 9 % des non-salarié-es classiques.

Les femmes sont minoritaires parmi les non-salarié-es (40 % en 2022), même si leur part augmente presque continuellement (31 % en 2008). Les femmes non-salariées classiques perçoivent en moyenne 20 % de moins que leurs confrères en 2022 (3 470 euros par mois, contre 4 360 euros). Une partie de l'écart s'explique par un moindre volume de travail; elles sont aussi plus jeunes et dirigent des entreprises en moyenne plus petites.

Les femmes micros-entrepreneuses gagnent mensuellement 120 euros de moins que leurs homologues masculins (600 contre 720 euros), soit un écart de 17 %.

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8246378>>. ■

E. G.-C.



Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?

Dans ce dossier « Femmes et travail », il nous a semblé important de présenter la réflexion portée par une partie du mouvement féministe international sur la question du travail ménager et de sa rémunération. La parution récente du livre *Wages for Housework. La campagne du salaire au travail ménager* – une anthologie présentée par Louise Toupin et parue aux éditions Remue-ménages – nous a fait découvrir cette lutte, oubliée pendant plusieurs années, mais qui redevient d'actualité. Merci à l'autrice et aux éditrices, grâce à qui cet article existe !

Qu'est-ce que le travail ménager ?

Selon l'Insee, le temps domestique correspond à la somme des temps consacrés à la cuisine, à la vaisselle, au ménage, à l'entretien du linge, aux courses et achats divers, aux tâches administratives et aux activités dites de semi-loisirs (bricolage, jardinage, soin d'animaux domestiques, par exemple); le temps de soins aux adultes n'a pas été inclus dans la définition du travail domestique.

Le temps parental correspond, lui, aux activités déclarées explicitement comme consacrées aux enfants; il comprend les activités de soins, d'aide aux devoirs, de loisir et sociabilité et de transport. Le temps d'organisation du temps des enfants et de gestion mentale du quotidien, non quantifiable, n'est pas comptabilisé. Le fait de se focaliser sur l'activité principale conduit aussi à ne pas tenir compte du temps de garde passive des enfants (par exemple si un parent fait la cuisine tout en surveillant son enfant qui joue).

Domestique ou reproductif, un travail dévalorisé

Selon la revue *La Déferlante*, le travail domestique est l'ensemble des tâches nécessaires à l'entretien d'un foyer: préparer à manger, faire les courses et le ménage, s'occuper des enfants, etc. Majoritairement effectué par les femmes, il n'est souvent pas reconnu comme tel malgré sa pénibilité: répétitivité des gestes, dureté des tâches, polyvalence, disponibilité et interruptions permanentes, sans oublier le sourire et la charge mentale (concept popularisé par la dessinatrice Emma sur son blog « Fallait demander » (<<https://emmaclit.com/2017/05/09/repartition-des-taches-hommes-femmes>)>).

Concept plus large, forgé dans les années 1970 par la sociologue Silvia Federici, le travail reproductif désigne l'ensemble des processus qui contribuent à maintenir les êtres humains en vie, tel que le soin aux personnes, la cuisine, l'éducation, etc. Il s'oppose au travail productif, qui

produit des biens et des services ayant une valeur monétaire dans le système capitaliste

Le travail domestique et le travail reproductif sont souvent effectués gratuitement, mais ils peuvent aussi faire l'objet d'une rémunération, comme pour les infirmières, les femmes de ménages, etc., ou d'une délégation – en général par des femmes blanches de classes moyenne ou élevée, à des femmes racisées de classes populaires. On assiste alors à une reproduction des inégalités de classe et de race.

Sur le partage des tâches

Au cours des vingt-cinq dernières années, le temps domestique a évolué de façon différente pour les hommes et les femmes. Les tâches domestiques représentent une part conséquente du temps quotidien. En effet, en 2010, les femmes y consacrent en moyenne 183 minutes chaque jour, soit près de 3 heures. Les hommes y passent bien moins de temps, 105 minutes, soit 78 minutes de moins qu'elles. Autrement dit, les femmes effectuent en 2010 près des deux tiers des tâches domestiques.

En ce qui concerne le travail domestique, l'écart entre hommes et femmes s'est sensiblement réduit dans les trois dernières décennies; celui-ci s'élevait à 138 minutes en 1985, il a baissé d'une heure depuis. Ce rapprochement des temps tient surtout aux femmes. En effet, ces dernières ont significativement écourté le temps consacré aux tâches domestiques: en 2010, elles y passent 69 minutes de moins qu'en 1985. Les hommes, eux, ont réduit de 9 minutes leur temps domestique en vingt-cinq ans, si bien que les femmes restent les principales productrices de travail domestique.

En 2010, les femmes effectuent la majorité des tâches ménagères (71% pour elles, 29% pour eux) et parentales (65% pour elles, 35% pour eux). Cette inégale répartition montre des résistances à un partage plus égal des tâches.

Les évolutions sont bien différentes pour le temps parental. Alors que le temps alloué au travail domestique a eu



➔ tendance à diminuer au fil des décennies, notamment pour les femmes, le temps parental a suivi la tendance inverse, particulièrement pour les hommes. Pour ces derniers, il est en effet passé de 22 à 41 minutes par jour entre 1985 et 2010, et pour les femmes de 82 à 95 minutes, la progression s'étant principalement réalisée dans la dernière décennie. Le temps parental représente en 2010 un tiers du temps domestique total, contre 1/5^e vingt-cinq ans plus tôt.

Le temps consacré au travail domestique varie avec le nombre d'enfants, différemment selon le sexe: pour les femmes, la charge domestique augmente avec le nombre d'enfants, les mères de 3 enfants et plus consacrant chaque jour 41 minutes de plus aux tâches domestiques que les femmes sans enfant. Pour les hommes, au contraire, le travail domestique diminue quand la descendance s'accroît.

Au sein du travail domestique, les tâches demeurent très sexuées: les tâches plus répétitives comme le ménage, le linge et la cuisine pour les femmes, les tâches plus occasionnelles comme le bricolage et le jardinage pour les hommes. En comparaison de 1985, les femmes passent 35 minutes de moins à cuisiner par jour en 2010. La gestion du linge reste, quant à elle, une tâche quasi exclusivement effectuée par les femmes, même si elles y passent un peu moins de temps chaque jour, 5 minutes de moins au repassage et 5 minutes de moins aux lessives depuis 1985.

Émergence d'une prise de conscience et de revendications. Historique

En juillet 1972, à Padoue, se réunissent une vingtaine de militantes féministes marxistes de 4 pays (Angleterre, États-Unis, France et Italie). Au cours de cette rencontre, elles rédigent le texte fondateur du Collectif féministe international pour porter la lutte pour le salaire au travail ménager. Ce manifeste élargit la notion de «classe ouvrière» aux ménagères non-salariées et met ainsi en lumière la subordination des sans-salaires aux travailleurs-euses salarié-es. Il part du constat que toutes les femmes sont des ménagères! Cette analyse crée un nouvel espace de lutte, sur les deux fronts de la production: l'usine et la maison, et vise à supprimer la nature secondaire des luttes de femmes dans la lutte des classes.

Le 10 mars 1974, Mariarosa Dalla Costa prononce un discours pour le lancement de la campagne pour le salaire au travail ménager. Elle y affirme que «la seule chose que toutes les femmes ont en commun, c'est leur assignation au travail domestique. C'est la seule base sur laquelle nous pouvons rassembler nos forces».

Dans un texte diffusé le même jour, il s'agit de négocier les conditions du travail ménager comme celles du travail à l'extérieur: diminution de la durée du travail, mise en place d'un salaire et augmentation du salaire, amélioration

des conditions de travail... «Le marché fondamental de la force de travail féminine, c'est la famille; le contrat de travail, c'est le mariage.» La plupart des emplois proposés aux femmes reproduisent le type de travail et les rôles exécutés à la maison. «Si nous avons un salaire pour le travail que nous effectuons à la maison, aucun patron ne pourra nous proposer un salaire plus bas ou des conditions pires pour le travail effectué à l'extérieur. Et plus le travail domestique coûtera cher, plus nous



aurons la force de faire en sorte que notre travail, à l'extérieur, coûte cher aux patrons.»

Le texte affirme: «Débarrassons-nous du malentendu selon lequel nous serions contre le «travail à l'extérieur» et qui sous-entendrait que nous sommes «pour le travail à la maison»: nous sommes contre les deux! Nous voulons un levier pour imposer de nouvelles conditions, pour ces deux types de travail, ce qui donnerait accès à une vie moins pénible et plus sociale.»

Parus en 1975, deux autres textes, écrits par la militante féministe, anticoloniale et transnationale, Selma James, contribuent à analyser la division internationale du travail selon les genres, les races, les classes et les nations. En élargissant la question du travail des ménagères à celui des sans-salaires, ces écrits préfigurent les analyses intersectionnelles d'aujourd'hui.

En 1976, deux historiennes berlinoises, Gisela Bock et Barbara Duden font paraître *Le Travail d'amour. L'amour comme travail. Sur la genèse du travail ménager dans le capitalisme*. Présenté à l'Université d'été des femmes, il rencontre un grand succès. C'est un travail pionnier sur l'histoire du travail ménager qui montre que celui-ci n'a pas toujours existé dans la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Dans la société précapitaliste, le travail des femmes a une place centrale dans l'économie, le rôle de mère n'existe pas, les femmes disposent d'un pouvoir social et mettent en place des stratégies de résistance au capitalisme naissant. Tout comme le concept de famille, la notion de travail ménager émerge dans les premières années de développement du capitalisme aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les autrices étudient comment le travail ménager devient un travail de

« femme », « naturel », « d'amour », comment le mouvement des sciences domestiques a pour mission de professionnaliser le travail à la maison en adaptant l'organisation scientifique de la production (le taylorisme) à l'organisation de la maison : « *L'idée est d'améliorer et de garantir la productivité et la qualité de la force ouvrière.* »

En 1977, le collectif L'Insoumise de Genève publie sa propre analyse : « *Nous disons que nous avons besoin d'argent, et non pas de travail. Du travail, nous en avons déjà assez, nous en avons même par-dessus la tête.* » Pour ce collectif, la lutte pour le salaire au travail ménager est un levier de pouvoir

- dans la maison, pour s'en prendre à l'institutionnalisation des rôles,
- à l'usine, au bureau, au magasin... pour une diminution des temps de travail, pour imposer une image différente de celle véhiculée généralement de la ménagère dépendante de son mari, ignorante...
- dans la lutte pour des équipements collectifs,
- dans la lutte contre notre patron, l'État, patron collectif des ménagères.

Ce mouvement pour un salaire au travail ménager ne se contente pas de poser la question du travail gratuit et invibilisé effectué par les femmes du monde entier : il s'interroge également sur la place des lesbiennes dans les luttes féministes, sur la place des luttes des femmes noires contre leur double exploitation, sur la place des luttes des personnes prostituées, sur le rôle de l'école comme lieu de la reproduction de la force de travail.

**« Ils disent que c'est de l'amour.
Nous disons que c'est du travail non rémunéré. »
Manifeste de la campagne Wages for
Housework, 1975**

Actualité. Depuis plusieurs années : grève des femmes le 8 mars !

Les nombreuses grèves des femmes qui ont eu lieu partout dans le monde témoignent d'une repolitisation de la question de la reproduction (selon la définition de Silvia Federici citée ci-dessus). En France, le Collectif grève féministe regroupe 58 associations et syndicats, avec le soutien de 23 regroupements politiques. Il organise la mobilisation pour le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Un mot d'ordre : Toutes en grève ! <<https://www.grevefeministe.fr>>.

En 2017, en Italie, le mouvement Non Una Di Meno, dans son appel à rejoindre la grève internationale des femmes, revendique un revenu d'autonomie « *pour sortir des relations violentes, pour résister au chantage de la précarité.* »

Regardons de plus près la grève des femmes du 8 mars 2019 en Belgique, appelée par le Collectif 8 maars. Cette grève avait pour but de montrer que « *quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête* » et était à ce titre une grève à

4 niveaux : du travail salarié, de la consommation, du travail domestique et du travail étudiant. Parmi les revendications, nous retrouvons la revalorisation des métiers féminisés, la rémunération des stages et la reconnaissance du travail reproductif gratuit.

Constitué en 2005, Génération précaire est un collectif associatif français : face à l'explosion du nombre de stagiaires en entreprise, les stagiaires sont appelés à faire grève pour protester contre le fait que de nombreux jeunes travailleurs doivent enchaîner les stages – peu ou pas rémunérés – alors qu'ils viennent de terminer des études parfois longues, stages qui remplacent souvent des embauches. Ils considèrent donc qu'« *il y a du travail mais pas d'emploi* », ce qui bloque les jeunes dans l'accès à un premier travail véritablement rémunéré. Le collectif est formé en majorité de jeunes diplômé·es dont la recherche d'emploi est difficile. Génération précaire revendique l'intégration des stagiaires dans le droit commun et donc, le Code du travail, avec notamment l'inscription dans le Registre unique du personnel (RUP), une protection sociale, et le fait que la période de stage soit prise en compte pour le calcul de la retraite ou la possibilité de régler les conflits entre un stagiaire et son employeur devant les Prud'hommes. Le collectif souhaite un plafonnement du nombre de stagiaires à 10 % des effectifs d'une entreprise.

Entre 2016 et 2019, au Québec, les Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE) exigent un salaire pour les stages effectués dans le cadre des études, puis pour l'ensemble des études, « *Wages for Students* ». Les militantes de ce mouvement entendent « *s'attaquer à la marchandisation de l'éducation en poussant la logique néolibérale à son paroxysme : si l'éducation est un business, alors les étudiant·es ont droit à leur part* ». Elles constatent aussi que la part des stages non rémunérés concerne davantage les femmes que les hommes, en raison de la ségrégation professionnelle : pour elles dans les services du soin, de l'école, il n'y a pas d'argent, alors que pour eux, dans le génie civil ou l'informatique, il y en a ! En 2019, cette lutte a débouché sur la mise en place d'un programme de bourses dans 16 programmes d'études liés aux domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Hélas, en 2025, ces programmes sont supprimés par le gouvernement...

Ces deux exemples de stagiaires et d'étudiant·es nous rappellent les luttes des éducateurs et éducatrices en formation dans les années 1970 en France, dont la revendication était un statut de « *travailleur en formation* ».

La moitié du temps d'études se passait en stage dans des établissements médico-sociaux, le plus souvent en situation de responsabilité des personnes accueillies dans ces structures.

En 2020, pendant la pandémie de Covid, dans le monde entier, on fait semblant de découvrir les « *Premières de cor-dée* » ; on applaudit les soignantes et on chante aux fenêtres pour les soutenir et les remercier ; aujourd'hui, en 2025, leurs salaires sont toujours aussi minables au regard





de la valeur sociale de leur travail, et leurs conditions de travail se dégradent encore !

De nombreux points en débat

Les débats ont été vifs dans le mouvement féministe au sujet du paiement des tâches « invisibles », effectuées gratuitement et très majoritairement par les femmes, mais indispensables à toute la société.

Les arguments en faveur d'une prise en charge financière portent sur la visibilité de ce travail, la reconnaissance sociale du travail effectué ; cela assure une autonomie financière aux femmes (si elles veulent s'acheter un lave-vaisselle, elles n'ont pas à quémander auprès de leur mari, qui n'en voit pas l'utilité puisque la vaisselle est faite). Cela leur éviterait de subir la double journée de travail quand elles sont salariées.

Les militantes portant cette mesure argumentent également sur la force militante que représente une telle lutte car elle concerne toutes les femmes de tous les pays. Critiquant le fait que des femmes d'origine étrangère soient au service des femmes blanches qui ont les moyens financiers de les rémunérer, la lutte pour le salaire au travail ménager unit les femmes quelles que soient leurs origines. Elles contestent l'idée que le salariat soit émancipateur : c'est d'abord de l'exploitation capitaliste, alliée au patriarcat.

Les adversaires de ce système militent pour que le partage des tâches domestiques et de *care* devienne une réalité. Elles craignent que cela constitue une assignation encore plus forte des femmes à rester à la maison, à l'instar des mesures prises par exemple sous le gouvernement Pétain en faveur de la famille et de la natalité (allocation de salaire unique, allocation de mère au foyer). Elles pensent que le travail salarié, effectué à l'extérieur de la maison, est un espace d'autonomie financière et d'émancipation politique, en particulier dans les luttes syndicales.

La question de la prise en charge financière d'une telle mesure est régulièrement étudiée : pour certaines, ce devrait être le bénéficiaire direct, à savoir le mari ou le compagnon puisque c'est lui qui est ainsi « dispensé » de s'occuper de son alimentation, de son linge, de la propreté de son appartement, de ses enfants, de ses parents âgés, etc.

En 2023, un jugement rendu en Espagne est éclairant de ce point de vue : pendant vingt-quatre ans, une femme a géré son foyer, son mari et ses enfants. Cette femme a affirmé que son mari « ne voulait pas qu'elle travaille à l'extérieur », même si elle l'aidait en revanche dans les salles de sport, dont il était propriétaire, en s'occupant des relations publiques, en étant monitrice, mais sans être payée. En conséquence, la justice espagnole a considéré que cette femme recevrait une « compensation de 204 624,86 euros ». Mais selon l'avocate de cette femme, cette somme ne représente que « le salaire minimum » pour la période courant de juin 1995 à décembre 2020, c'est-à-dire vingt-quatre ans et demi et ne prend pas en compte la charge mentale assumée pendant tout ce temps, ni les travaux non rémunérés effectués dans l'entreprise du mari. Rapportée au nombre de mois de vie commune (274), cette somme représente un salaire de 746 euros, alors que le salaire minimum brut était de 1134 en 2024.

Une autre possibilité serait la prise en charge par l'État, puisque toute la société bénéficie du travail gratuit effectué par les femmes. À partir du XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e, le chômage n'a pas été indemnisé. Aujourd'hui, même si le système d'assurance chômage est sans cesse attaqué, notamment sur le montant de l'indemnisation, il perdure et permet aux nombreuses personnes privées d'emploi de survivre. Et qui voudrait le voir totalement disparaître ?

Pour financer ce salaire au travail ménager, une contribution pourrait être imposée aux employeurs, publics et privés, puisque ce travail gratuit est ce qui permet aux travailleurs d'être propres et plus ou moins reposés pour prendre leurs postes de travail !

Lutte oubliée à la fin des années 1970, la lutte pour le salaire au travail ménager revient sur le devant de la scène

Elle peut être mise en regard d'autres formulations : salaire à vie ou revenu universel, salaire étudiant ou rémunération des stagiaires. Bénévolat et travail gratuit ne sont pas réservés à la famille : grands-parents qui gardent leurs petits-enfants, animateurs et animatrices d'associations, pompiers volontaires...

L'intérêt de ce débat est de réfléchir, de débattre et de penser une autre organisation sociale, économique et humaine que celle imposée par le capitalisme et le patriarcat : Comment sont définis et chiffrés les besoins de la population ? Comment est réparti l'ensemble des heures de travail nécessaires pour créer ces richesses ? Comment se calcule la valeur de la richesse produite ? Comment cette richesse est-elle répartie ? ■

É. G.-C.

Sources :

- « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans ? » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1303232?sommaire=1303240&q=partage+des+taches>.
- L'idée de rémunérer le travail gratuit effectué par les femmes au sein du foyer : <https://revueladeferlante.fr/comment-repenser-les-frontieres-du-travail/>.
- Christine Delphy, « Faire payer les hommes ? Rémunérer le travail domestique n'est pas la solution » : <https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2021-2-page-185>.
- 200 000 euros. C'est la somme qu'un Espagnol a été condamné à verser à sa femme, pour non-partage des tâches ménagères : https://www.huffingtonpost.fr/justice/article/espagne-il-relegue-sa-femme-aux-taches-menageres-et-doit-lui-verser-200-000-euros-de-compensation_214957.html.
- « Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? » : <https://www.revue-ouvrage.org/le-salaire-au-travail-menager>.
- Louise Toupin, *Wages for Housework. La campagne du salaire au travail ménager. Une anthologie*, éditions du Remue-ménage, 2025.
 - Mona Malak, *Rémunérer le travail productif ?* : https://www.arc-culture.be/wp-content/uploads/2022/12/PC06-Et-M-MALAK_1512-d35sc4126.pdf.

Femmes et grèves

AU COURS DU XIX^e SIÈCLE, malgré l'interdiction des grèves, des coalitions et des syndicats¹, le capitalisme naissant engendre de nombreuses luttes des travailleurs exploités, comme celle des canuts en 1831 ou celle dite des « quatre sous » au printemps 1833, la compagnie ayant décidé de baisser le salaire journalier des mineurs de 34 à 30 sous. Lors de ces émeutes, il est fréquent d'évoquer le soutien, matériel et moral, apporté aux grévistes par leurs compagnes. Mais il ne faudrait pas oublier que les femmes travailleuses ont, elles aussi, mené de nombreuses luttes.

Au fil des années, de nombreuses grèves de femmes (liste loin d'être exhaustive !)

Connue pour être la première grande grève de femmes ouvrières en France, la grève des ovalistes, en 1869, est exemplaire des enjeux qui traversent l'histoire des femmes et l'histoire de la classe ouvrière, deux histoires rarement menées sur la même ligne de front.

Rappelons qu'en juin 1869, 1 800 femmes sortent de leurs ateliers lyonnais et se mettent spontanément en grève. Elles sortent aussi leurs malles, puisque leur lieu de travail est aussi leur lieu de vie, et elles vont gagner² !

À Paris, en 1917, des milliers de « midinettes » (employées des maisons de couture) ont défilé courageusement alors que les manifestations étaient restreintes en raison de l'état de guerre et que certains journalistes parlaient de grève « en dentelles » !

En 1917, à Saint-Petersbourg, la grève des tisseuses contre la famine, la guerre et le tsarisme est considérée comme l'initiatrice de la révolution russe.

En 1924, à Douarnenez dans le Finistère, environ 2 000 « filles d'usine » œuvrent nuit et jour, au gré des arrivages, à emboîter au plus vite ce poisson fragile. Les sardinières sont là, entre dix et quatorze heures d'affilée, pour une paye minuscule versée par des industriels – dont même le ministre du Travail dit qu'ils sont « des brutes et des sauvages ». Le 21 novembre, un patron refuse de recevoir des ouvrières exténuées. Les femmes de toutes les « fritures » descendent dans la rue. Le maire de la ville, un communiste, est à leurs côtés, et les marins-pêcheurs – leurs maris – aussi. Bientôt, toute la France suit dans les journaux le détail de cette « grève de la misère » devenue un feuilleton national. La solidarité s'organise. Le patronat aussi. Des mercenaires armés

arrivent de Paris. Après plus de six semaines à battre le pavé en sabots, elles ont pourtant gagné³.

En 1936, en France, les femmes – dont l'émancipation s'amorce, bien qu'elles n'aient pas le droit de vote – ont participé nombreuses au mouvement de grève générale, ont occupé les usines et pris la parole dans les meetings, comme en témoignent de nombreuses photos. Cela a même été reconnu comme un phénomène nouveau par journalistes et écrivains. À ce propos, le témoignage de la philosophe Simone Weil, qui travaillait en usine à cette époque, est émouvant.

« Nous n'avons même pas le salaire de gamin. » Le 16 février 1966, 3 000 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes de guerre à Herstal arrêtent le travail. Elles réclament une augmentation de 5 francs et l'application du principe *À travail égal, salaire égal*. Cette grève de femmes durera douze semaines atteignant ainsi une ampleur exceptionnelle dans les annales ouvrières. À l'usine, quasiment tous les secteurs



dépendent du travail des femmes-machines. Dès le début du conflit, 1 000 hommes sont mis au chômage technique, faute de pièces. À la fin de la grève, ce chômage touchera plus de 5 000 travailleurs masculins, situation délicate qui pèsera sur le mouvement.

Le 10 mai 1966, les grévistes rentrent en cortège dans l'usine en chantant une dernière fois leur chanson de lutte. Elles revendiquent 5 francs d'augmentation de salaire immédiatement. Elles obtiennent la moitié.

La grève des femmes de la FN fait des émules dans d'autres entreprises de la région : les femmes des ACEC, les travailleuses de Schreder, de Jaspar-Westinghouse à Awans-Bierset arrêtent le travail et se déclarent solidaires pour l'application du principe *À travail égal, salaire égal*⁴.



En 1979, des femmes clavistes (« OS du signe », dactylos chargées de la frappe électronique sur écran) du journal *Le Progrès* de Lyon, se mettent en grève pour revendiquer un salaire égal à celui des typographes. Certaines éditions du *Progrès* et du *Dauphiné libéré* paraissent sans publicité ni petites annonces. Cette grève a duré plus de trois semaines pour n'aboutir qu'à un accord très limité. Elle a mis en lumière les inégalités entre les femmes et les hommes en ce qui concerne la qualification et le salaire, ainsi que la résistance des hommes typographes à l'égalité!

« Ras la seringue ! » : quand un décret met le feu aux poudres chez les infirmières !

En décembre 1987, lorsqu'est publié le décret Barzach, le milieu infirmier bourdonne déjà d'une grande colère. Les conditions de travail de celles que l'on surnomme parfois « les OS de la santé » sont en constante dégradation, alors même que leurs salaires n'ont pas été réévalués depuis plus de treize ans. Le décret de la ministre de la Santé, Michèle Barzach, vient mettre le feu aux poudres. D'après ce décret, il n'y aurait plus besoin d'avoir le bac pour entrer dans une école. Pour les infirmières, cela signifie que leur travail, déjà sous-estimé et pénible, devient un travail déqualifié.

S'inspirant de la Coordination des cheminots, créée en 1986 contre le blocage des salaires à la SNCF, naît l'idée de créer ce qui deviendra la Coordination des infirmières (au niveau francilien), avec des infirmières « syndiquées, non syndiquées, associées, non-associées » et quelques syndicalistes de la CFDT. Le 11 avril 1988 est lancé l'Appel pour une Coordination infirmière. D'avril 1988 à novembre 1988, les infirmières tiennent le haut du pavé et organisent grèves et manifestations d'ampleur pour défendre leur statut contre le décret Barzach : « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes ! » Le mouvement s'appuie sur les assemblées générales organisées dans chaque hôpital. On y discute des problèmes vécus par les infirmières, des revendications à mettre en avant, mais aussi de l'organisation du travail dans l'hôpital pendant la grève. À partir de chacune de ces assemblées locales, sont élu-es des délégué-es d'hôpitaux pour aller les représenter à la Coordination.

Cinq revendications sont mises en avant : une hausse de 2 000 francs des salaires des infirmières, un même statut pour tou-tes, un droit à la formation continue, de meilleures conditions de travail, et une politique d'embauche massive dans les hôpitaux.

Un mois après l'Appel du 11 avril, elles sont plus de 200 infirmières, représentant plus de 60 établissements à se réunir à Paris. Mais c'est à la rentrée 1988, après les congés d'été, que le mouvement prend une réelle ampleur. Le 28 septembre, à l'appel de la Coordination, 80 % des infirmières sont en grève. Plusieurs jour-

nées de grève de cette ampleur se succèdent pendant les mois de septembre et octobre. Elles renforcent la Coordination, qui devient Coordination nationale le 8 octobre, en présence de 900 délégués représentant 400 établissements. La grève reconductible est votée ce jour-là, à l'unanimité.

Du côté des centrales syndicales comme du côté de l'État, la Coordination ne reçoit au départ que du mépris. La CGT et la CFDT tiennent à garder leur statut d'interlocuteurs privilégiés vis-à-vis de l'État. Le porte-parole de la CFDT, Jean-René Masson, assène à la télévision : « Pour négocier, il faut être élu. » L'État refuse quant à lui catégoriquement d'accepter la Coordination comme interlocuteur légitime.

Le 13 octobre, 100 000 infirmières défilent. Le ministre Claude Evin, qui a succédé à Michèle Barzach, a fini par accepter de recevoir la Coordination, et promet une révision de la grille de salaire (500 francs de plus en début de carrière, 1 000 francs de plus en fin de carrière) et une petite politique d'embauche dans certains secteurs. Par rapport aux revendications des infirmières, les propositions du ministère ne sont que des miettes. Pire, elles illustrent le profond mépris qu'inspirent les aspirations des travailleurs à l'État-patron. Le 24 octobre, après renégociations, la CFDT, la CFTC et FO signent un protocole d'accord, qui est contesté par la Coordination et dénoncé par les syndicats CFDT de la Santé en Île-de-France.

Au-delà des limites rencontrées par ce mouvement de base, la Coordination des infirmières fut la première démonstration de force de cette profession. Elle démontre les potentialités profondément subversives des mouvements de femmes travailleuses.

Dès le début du mouvement, émerge une prise de conscience de la part des infirmières, celle d'être soumise à une oppression spécifique en tant que femme : « Quand on a fait la première assemblée générale, en juin, il n'y a que les mecs qui ont pris la parole, parce qu'ils avaient l'habitude. Avec une camarade infirmière, on s'est dit : "Mais c'est pas possible. [...]"





On est une Coordination infirmière, on a des projets, on est 80 % de femmes dans cette profession, et aujourd'hui il n'y a que des hommes qui ont pris la parole ! » Pour lutter contre cela, la Coordination décide que, pour représenter les infirmières, seules des femmes pourront être désignées comme porte-parole, seules des femmes pourront faire partie du service d'ordre⁵.

Le 14 juin 1991, un demi-million de femmes se sont mobilisées en Suisse lors de la première grève des femmes. À domicile, dans la rue, sur leur lieu de travail, elles se sont mobilisées pour que l'égalité cesse d'être un vœu pieux, mais devienne une réalité législative et surtout de fait !

Les grèves des femmes dans les usines, en Tunisie (usine Latelec, sous-traitante de Latécoère et d'Airbus) et au Caire dès 2010, ont été les prémices des « printemps arabes » de 2011.

En 2016-2017, au Pays basque espagnol, une intense mobilisation de plus de deux ans, incluant 360 journées effectives de grève menée avec 5 000 travailleuses, en très grande majorité des femmes, des maisons de retraite privatisées de Biscaye, a abouti à une victoire hors norme : amélioration des conditions salariales et de travail (semaine de 35 heures, prise en charge à 100 % du salaire en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle, augmentation des salaires, etc.). Victoire éclatante d'une lutte emblématique à la fois au niveau syndical et au niveau féministe ayant permis de rétablir la dignité refusée à des milliers de travailleuses exploitées et sous-payées en Biscaye⁶.

Les grèves des femmes de chambre des grands hôtels, en 2003-2004, dans les hôtels du groupe Accor jusqu'à celle de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris ou, en 2025, à l'hôtel Première classe de Suresnes (92) n'ont pas seulement pour revendications les conditions de travail, mais la reconnaissance d'un emploi qualifié et d'un statut social, le refus de la sous-traitance, la dénonciation du racisme et des violences sexistes et sexuelles de la hiérarchie et de la clientèle, voire l'obtention de papiers et de droit au séjour⁷.

Au travers de toutes ces grèves, on voit que les femmes sont bien conscientes de la double exploitation qu'elles

subissent et portent des revendications spécifiques à leur statut social : un revenu décent qui leur garantisse leur autonomie financière, une qualification construite sur des critères qui prennent en compte les réalités de leurs emplois (polyvalence, disponibilité, soins aux autres, horaires décalés, etc.). Elles s'affrontent à un patronat (privé comme public) qui est extrêmement réticent à leur accorder le moindre centime, cherchant ainsi à entériner le fait que le salaire d'une femme est un salaire d'appoint. Elles ne rencontrent pas toujours la solidarité espérée de leurs collègues. Pourtant elles subissent la répression patronale et étatique autant qu'eux ! ■

E. G.-C.

Suite de cet article, « Les femmes et les syndicats » dans le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 35, février-avril 2026)

1. Grèves, coalitions et syndicats sont interdits par la loi, en France jusqu'en 1864 (abrogation du délit de coalition) et 1884 (autorisation des syndicats).
2. Claire Auzias, Annik Houel, *La Grève des ovalistes* (Lyon, juin-juillet 1869), Payot, 1982, Atelier de création libertaire, 2016.
3. Anne Crignon, *Une Belle Grève de femmes : les Penn Sardin, Douarnenez 1924*, Libertalia, 2023 ; Léah Toutou, Max Lewko, *Le Chœur des sardinières*, (BD), Steinkis, 2005.
4. Marie-Thérèse Coenen, « 1966. Grève des ouvrières de la FN, à Herstal » : <https://www.carhop.be/images/1966_GREVE_FN_Herstal_MTC_2005.pdf>.
5. Danièle Kergoat, François Imbert, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *Les Infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, 1992.
6. « Victoire syndicale et féministe après 360 jours de grève » : <<http://www.enbata.info/articles/victoire-syndicale-et-feministe-apres-360-jours>>.
7. Ivora Cuzak, *Remue ménage dans la soustraitance !*, film documentaire <https://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/21204_0>.
Denis Gheerbrant, *On a grévé !*, film documentaire <https://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/38940>

De l'influence du travail domestique

La définition féministe radicale et matérialiste, qui dit que le patriarcat, c'est l'exploitation économique des femmes par les hommes, est abondamment illustrée par la répartition des tâches domestiques. En France elle est analysée par les enquêtes Emploi du temps de l'Insee, faites en 1986, 1999 et 2010. La prochaine est en cours et on aura des résultats en 2026. Il est peu probable qu'une révolution ait eu lieu.

Les femmes travaillent au profit des hommes

D'abord une vision générale de la répartition entre les hommes et les femmes. Ensuite, on pourra voir selon la composition familiale.

Évolution des temps sociaux quotidiens de 1986 à 2010

	Femmes			Hommes			Ensemble		
	1986	1999	2010	1986	1999	2010	1986	1999	2010
Temps physiologique	11 h 25	11 h 33	11 h 36	11 h 12	11 h 16	11 h 17	11 h 18	11 h 24	11 h 26
Travail, études, formation (y c. trajets)	3 h 16	3 h 27	3 h 31	5 h 47	5 h 30	5 h 15	4 h 30	4 h 28	4 h 22
Temps domestique	5 h 07	4 h 36	4 h 01	2 h 07	2 h 13	2 h 13	3 h 39	3 h 25	3 h 07
Ménage, courses	4 h 10	3 h 40	3 h 01	1 h 10	1 h 15	1 h 17	2 h 42	2 h 28	2 h 10
Soins aux enfants	0 h 42	0 h 38	0 h 45	0 h 10	0 h 11	0 h 19	0 h 26	0 h 25	0 h 32
Jardinage, bricolage	0 h 15	0 h 18	0 h 15	0 h 47	0 h 47	0 h 37	0 h 31	0 h 32	0 h 25
Temps libre	3 h 28	3 h 46	3 h 58	4 h 09	4 h 25	4 h 28	3 h 48	4 h 06	4 h 13
Trajet	0 h 44	0 h 38	0 h 55	0 h 45	0 h 36	0 h 48	0 h 45	0 h 37	0 h 51
Ensemble	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00	24 h 00

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 15 ans à 80 ans, hors étudiants et retraités.

Lecture : en 2010, les personnes d'âge actif passent en moyenne 11 h 26 par jour à dormir, manger et se préparer.

Source : Insee, enquêtes Emploi du temps 1986, 1999 et 2010.

On notera la remarquable stabilité de la participation des hommes au temps domestique. L'analyse faite de la baisse de la part des femmes est que celles qui le peuvent sous-traitent à d'autres femmes, plus pauvres, souvent étrangères, voire sans-papiers.

En résumé, avec une autre présentation, en 2010, les femmes effectuent ainsi la majorité des tâches ménagères et parentales – respectivement 71 % et 65 %.

La répartition selon la composition familiale montre que, plus il y a d'enfants dans un ménage, plus les femmes consacrent du temps aux tâches domestiques. Ce qui est fort logique. Illogiquement... pas les hommes. Avec 3 enfants dont un petit, leur participation augmente d'environ 30 minutes... de bricolage.



sur le travail professionnel

Principaux temps sociaux au cours d'une journée
moyenne selon le type de ménage
(heures et minutes)

En 1999	Travail, études, formation		Temps domestique							
			Total		Ménage, courses		Soins aux enfants		Bricolage, jardinage	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Personne seule	4 h 47	4 h 58	2 h 57	2 h 15	2 h 28	1 h 46	///	///	0 h 24	0 h 27
Famille monoparentale										
Avec enfant(s) âgé(s) de 3 ans ou plus	3 h 30	///	4 h 31	///	3 h 43	///	0 h 36	///	0 h 12	///
Personne en couple										
Sans enfant	3 h 44	5 h 47	4 h 14	2 h 03	3 h 42	1 h 16	0 h 06	0 h 01	0 h 26	0 h 46
Avec enfant(s) âgé(s) de 3 ans ou plus										
1 enfant	3 h 37	5 h 39	4 h 48	2 h 26	4 h 01	1 h 11	0 h 26	0 h 11	0 h 19	1 h 04
2 enfants	3 h 29	5 h 50	4 h 58	2 h 18	4 h 04	1 h 06	0 h 37	0 h 14	0 h 17	0 h 57
3 enfants	2 h 07	5 h 51	5 h 59	2 h 22	4 h 51	1 h 13	0 h 55	0 h 15	0 h 13	0 h 54
Avec au moins 1 enfant âgé de moins de 3 ans										
1 enfant	2 h 40	5 h 12	5 h 51	2 h 58	3 h 13	1 h 20	2 h 28	0 h 46	0 h 11	0 h 52
2 enfants	1 h 56	6 h 23	6 h 27	2 h 37	3 h 36	1 h 09	2 h 35	0 h 56	0 h 06	0 h 30
3 enfants	0 h 54	4 h 34	7 h 06	3 h 04	3 h 50	1 h 07	2 h 47	0 h 43	0 h 09	0 h 53

Lecture : en 2010, les femmes qui vivent seules travaillent en moyenne 4 h 19 par jour.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 15 ans à 60 ans, hors étudiants et retraités.

Source : Insee, enquêtes Emploi du temps 1999 et 2010.

En 2010	Travail, études, formation		Temps domestique							
			Total		Ménage, courses		Soins aux enfants		Bricolage, jardinage	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Personne seule	4 h 19	4 h 54	2 h 43	2 h 00	2 h 15	1 h 35	0 h 07	0 h 04	0 h 21	0 h 21
Famille monoparentale										
Avec enfant(s) âgé(s) de 3 ans ou plus	3 h 54	///	3 h 45	///	2 h 57	///	0 h 33	///	0 h 15	///
Personne en couple										
Sans enfant	3 h 32	5 h 26	3 h 28	2 h 07	2 h 59	1 h 17	0 h 12	0 h 05	0 h 17	0 h 45
Avec enfant(s) âgé(s) de 3 ans ou plus										
1 enfant	3 h 46	5 h 52	4 h 05	2 h 10	3 h 17	1 h 09	0 h 35	0 h 16	0 h 13	0 h 45
2 enfants	3 h 51	5 h 37	4 h 23	2 h 16	3 h 13	1 h 09	0 h 56	0 h 24	0 h 14	0 h 43
3 enfants	3 h 23	5 h 56	4 h 32	2 h 25	3 h 30	1 h 20	0 h 49	0 h 25	0 h 13	0 h 40
Avec au moins 1 enfant âgé de moins de 3 ans										
1 enfant	3 h 06	5 h 18	5 h 29	3 h 09	2 h 34	1 h 18	2 h 50	1 h 19	0 h 05	0 h 32
2 enfants	2 h 19	5 h 06	5 h 57	3 h 17	3 h 07	1 h 17	2 h 42	1 h 22	0 h 08	0 h 38
3 enfants	1 h 10	5 h 07	7 h 14	3 h 26	3 h 42	1 h 19	3 h 29	0 h 55	0 h 03	1 h 12

Il paraît que les choses s'améliorent en termes de répartition. À partir d'un échantillon pas du tout représentatif constitué de mes proches, les assos que je fréquente et mon couple, je conteste. Mais j'attends impatiemment les résultats de l'enquête en cours.

Donc, les femmes travaillent à la maison au profit des hommes. Elles effectuent des tâches qu'ils devraient autrement payer. Et elles leur libèrent du temps pour bosser ou militer. Et bosser, c'est gagner des sous (pas que le travail soit une valeur qui m'excite particulièrement).

Les femmes restent donc assignées aux tâches domestiques, ménagères et de soins aux autres. Vous connaissez l'heure des mamans, l'école maternelle, les pubs pour les cadeaux de fête des mères (entre cosmétique inutile et appareils de cuisine), etc. ? Ne sont pas comptés dans les enquêtes passées – à voir dans la prochaine –, le temps passé aux soins des personnes autres que les enfants, personnes âgées ou malades, le temps consacré à la socialisation du couple (incluant les relations avec la mère du monsieur) et le poids de la charge mentale, vu que ça se voit pas, c'est du temps passé pendant une autre activité.





Pour les bourgeoises, cette assignation reste réelle, sauf qu'elles paient d'autres femmes pour faire à leur place. Je veux pas dire que le féminisme doit pas être de classe aussi, bien sûr. Les mêmes femmes exploitées par leur mari/com-pagnon exploitent des femmes de milieu populaire.

Les conséquences sur la vie professionnelle

Cette assignation aux tâches domestiques a des conséquences sur la vie professionnelle des femmes. Les femmes sont supposées vivre en couple hétéro et l'homme rapporte l'argent à la grotte au foyer. Le salaire féminin, légal, inférieur de 10 à 20 % à celui des hommes, a existé jusqu'en 1945, les femmes n'ont eu accès à un compte en banque et au droit de bosser sans l'autorisation de leur mari qu'en 1965. Alors le concept de « salaire d'appoint » ne disparaît pas. Les femmes sont donc moins payées que les hommes.

Il faut du temps pour faire tout ce travail à la maison, charge mentale incluse, les femmes « bénéficient » donc de temps partiels. Elles s'occupent si bien des enfants et des personnes âgées que les voilà surreprésentées dans les métiers du *care*, ou du service. Ou du ménage, vu qu'elles font ça aussi bien que s'occuper des autres.

Et conséquence supplémentaire, elles n'ont pas le temps de faire carrière, ou des études

Les femmes sont donc en bas des hiérarchies professionnelles pendant que les hommes dirigent le monde avec le succès que l'on voit tous les jours. Les femmes occupent un petit 40 % des postes de cadre dans le privé, plus dans le public (mais tou-tes les profs sont cadres...). Elles sont peu nombreuses parmi les dirigeants d'entreprises, ça me permet de pas féminiser la catégorie, les exploiters sont des hommes. Et enfin les femmes représentent 11 % des chefs d'État ou de gouvernement.

Évidemment que ma conclusion n'est pas qu'il faut que les femmes deviennent cheffes d'État ou dirigeantes d'entreprise. Ni qu'il faut d'autres crises telles que celles du Covid pour qu'on voie quels sont les métiers vraiment utiles. Y'a quelque chose qui va pas dans la considération portée aux activités des humaines. ■

Christine Rebatel

	Part des salariés	Proportion de femmes
Métiers féminisés de service		
Employés de services privés	53	76
Agents d'entretien	21	71
Vendeurs	15	70
Aides à domicile et aides ménagères	10	95
Cadres et professions intermédiaires de services au public	47	78
Enseignants	16	66
Aides-soignants	11	90
Métiers féminisés de bureau		
Professions intermédiaires et employés de bureau	83	78
Employés administratifs de la fonction publique (catégorie C)	18	75
Techniciens des services administratifs, comptables et financiers	12	73
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique (catégorie B)	11	68
Secrétaires	10	97
Employés de services aux particuliers	16	97
Assistants maternels	11	98
Ouvriers de l'industrie et du tertiaire	1	66
Ouvriers qualifiés du textile et du cuir	1	66
Métiers masculinisés ouvriers		
Ouvriers de la construction et de l'agriculture	62	8
Conducteurs de véhicules	18	9
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	7	3
Marbriers, jardiniers, viticulteurs	6	19
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	6	1
Ouvriers qualifiés de la maintenance	4	7
Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du BTP, béton et extraction	4	6
Ouvriers de l'industrie et du tertiaire	38	23
Ouvriers qualifiés de la maintenance	11	17
Ouvriers non qualifiés de la maintenance	9	30
Ouvriers qualifiés des industries de process	7	30
Ouvriers non qualifiés de la mécanique	3	18
Métiers masculinisés non ouvriers		
Cadres de bureau	46	25
Cadres commerciaux et technico-commerciaux	13	31
Ingénieurs de l'informatique	9	18
Personnels d'études et de recherche	8	25
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	7	26
Professions intermédiaires et employés de bureau	37	14
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	10	11
Employés de services privés	9	21
Agents de gardiennage et de sécurité	5	22
Cadres et professions intermédiaires de services au public	7	15
Militaires, policiers, pompiers	7	15

Voyage à Paimpol

À la croisée de ce dossier sur «Les femmes et le travail» et du précédent sur «L'écriture au féminin» – écritures d'émancipation –, l'article ci-dessous nous invite à un voyage... Un voyage dans le temps – nous sommes en 1980 –, mais surtout un voyage en terre de révolte: révolte d'une femme ouvrière qui a besoin de partir, à Paimpol ou n'importe où ailleurs... non pour changer de ville mais de vie.

C'EST EN ÉCOUTANT – pas par hasard! – un podcast du Book club, intitulé «Écriture ouvrière et émancipation féminine» que j'ai découvert *Le Voyage à Paimpol* grâce aux deux invitées, la romancière Maylis de Kerangal et la chercheuse Éliane Le Port, spécialiste des écrits ouvriers.

L'histoire a commencé par l'envoi d'un manuscrit aux éditions du Seuil, en 1979. Il s'agit de la chronique des deux mois de grève que viennent de mener les ouvriers et ouvrières de l'usine Chaffoteaux et Maury de Saint-Brieuc. Mais, alors que le souvenir de Mai 68 s'efface peu à peu, le sujet n'est plus vraiment à l'ordre du jour, en ces temps de crépuscule des luttes sociales. L'éditeur, Jean-Pierre Barou, reçoit cependant l'autrice, une jeune ouvrière de 27 ans, Dorothée Letessier, et lui propose d'écrire plutôt sur la vie à l'usine. Femme rebelle, Dorothée Letessier détourne et subvertit la commande en livrant un puissant texte sur une femme qui décide au contraire de quitter son lieu de travail et d'exploitation. «*Quand on parle de la classe ouvrière ou de l'histoire ouvrière, précise Éliane Le Port, le mot qui vient souvent, c'est émancipation et, finalement, c'est assez compliqué de savoir qui s'émancipe. Dans ce texte, c'est une pensée qui s'émancipe, même si ce n'est pas une émancipation totale, puisque la fin dit autre chose. [...] Là où Dorothée Letessier va beaucoup plus loin, c'est qu'elle parle de l'intime, elle parle du couple ouvrier, des vies privées, même si c'est un texte de fiction. En cela, son texte est à part.*»

Séjournant alors en Bretagne, je décide de me procurer immédiatement l'ouvrage. Direction le Centre culturel Leclerc de Landerneau... Alors que j'avais vérifié auparavant la disponibilité du titre sur Internet, lorsque j'arrive devant le rayon littérature du magasin, aucune «Letessier» à l'horizon. Je cherche encore, fouille ici et là avant de me résoudre à faire appel à un vendeur. Je ne sais pas, me répond-il, allons voir mes collègues... Aucune d'entre elles ne connaît ce titre. J'insiste en disant qu'il apparaît comme «en stock» sur le site du magasin. L'une des responsables du rayon vérifie à son tour sur son ordinateur avant d'avoir un éclair de génie: «*J'ai une idée.*» Notre petit groupe se dirige d'un pas rapide vers la conséquente table dédiée au tourisme en Bretagne et au folklore breton où, au milieu de

divers guides bariolés, se trouve, bien en évidence, une pile conséquente de la toute nouvelle réédition dans la collection l'Imaginaire de Gallimard, du *Voyage à Paimpol*!

Je garde pour moi mes doutes sur le rapport entre un Centre culturel Leclerc et une véritable librairie et rentre me plonger dans la lecture de ma nouvelle acquisition, non sans avoir au préalable partagé ma découverte avec les membres du collectif de rédaction de *Casse rôles*...

Toutes me confirment se souvenir de ce texte, Fabienne raconte même avoir connu l'autrice, militante dans la même





Dorothée Letessier

organisation politique qu'elle... Ces retours confirment les propos tenus lors de l'émission : le premier roman de l'ouvrière de Saint-Brieuc fut, à sa sortie en 1980, un véritable phénomène éditorial.

La romancière eut en effet les honneurs de l'émission *Apostrophe*, l'ouvrage fut traduit dans plusieurs langues – dont le russe et l'hébreu, nous précise la notice Wikipédia. Quelques années après sa sortie, en 1985, le récit fut même adapté en téléfilm par John Berry avec Myriam Boyer dans le rôle principal et Michel Boujenah, alors une star médiatique, dans celui de son mari Joël...

Ce premier succès n'eut guère de suite, du moins pas aussi éclatante. Entre la sortie du *Voyage* et 2011, année de sa disparition à 57 ans, Dorothée Letessier aura publié sept livres et écrit un scénario de téléfilm, sans rencontrer le même succès que pour son premier titre. Après avoir quitté l'usine, elle s'était consacrée à l'écriture et animait également des ateliers d'écriture pour des prisonnier-es.

Si *Le Voyage* se nourrit bien entendu de sa propre expérience d'ouvrière, il ne s'agit pas à proprement parler d'une autobiographie mais bien d'une fiction : « *Maryvonne elle, part*, déclare Dorothée Letessier, *moi j'écris*. » Lasse de sa vie à l'usine, lasse de sa vie de famille, Maryvonne, l'héroïne, laisse un mot sur la table – qui sert d'exergue au roman : « *J'étouffe, je vais prendre un bol d'air. À bientôt, je t'embrasse. Maryvonne.* » – et prend le car de Paimpol.

Récit de la condition ouvrière du début des années quatre-vingt, *Le Voyage* est tout autant un récit de révolte féministe

C'est sous le signe de la rage et de la colère que s'ouvrent les quelque 140 pages de cette échappée de l'usine, du foyer, des conventions sociales... « *J'ai besoin de respirer, seule. Il me prend mon air. Je n'ai plus d'air à moi, je n'ai que l'air que l'on me donne, l'air maussade. J'ai l'air de rien. Même mes colères doivent se fondre dans les convenances. À l'usine je dis vivement cinq heures ! Mais je reste polie, raisonnable, disciplinée. En silence, je déteste ces appareils qui n'arrêtent pas de me passer dans les mains, jour après jour. Cela n'en finit pas, on dirait que c'est chaque fois le même. Je pose ma pièce, quatre vis, je serre un boulon. Jamais le dernier. Ces pièces qui vont je ne sais où, qui ne me sont rien que des blessures aux doigts, je les hais. Mais je contiens ma colère. Elle vit pourtant, magnifique, en moi. Je l'emprisonne. Je me dompte. Je n'ai que des mouvements d'humeur et des agacements misérables, alors que je voudrais hurler. J'aimerais laisser fleurir, libre, ma belle colère. Je la sens s'épanouir, rouge et chaude. Je me gave de fureur. Je leur en veux tellement à tous ceux qui m'enchaînent. Ma haine est énorme, démesurée, elle me dépasse, me prend dans ses bras, me berce de paroles mauvaises. J'ose enfin être méchante et ma colère est volupté.* »

L'ouvrage doit assurément son retentissement à la radicalité de ses ruptures avec les codes, y compris ceux de la littérature militante de l'époque. Bien qu'engagée politiquement (à l'OCT – Organisation communiste des travailleurs, de tendance trotskiste) et travaillant à l'usine, mais issue d'un milieu petit-bourgeois, Dorothée Letessier ne se définit pas comme une établie. Si elle nous fait partager avec émotion le quotidien des solidarités ouvrières comme celui de la joie des combats syndicaux, *Le Voyage*, même s'il n'est pas un adieu à l'usine, est le récit d'un départ. Et c'est depuis l'extérieur que le monde du travail est décrit, tout en pointant l'impossibilité de pouvoir s'en détacher définitivement. C'est d'ailleurs aux ouvrières de Chaffoteaux, ses sœurs de combat, qu'il est dédié. Impossible de s'extraire de la lutte des classes, qui se mène jusque dans le salon de thé de Paimpol, à travers une scène où l'autrice exerce son ironie mordante sur une femme de la bourgeoisie paimpolaise.

Quant au combat féministe de Dorothée Letessier, il vise à s'émanciper de son statut de mère, d'épouse, mais aussi de proie sexuelle pour reconquérir le pouvoir sur son corps, sa sexualité et gagner sa liberté... Il nous rappelle que si l'on parle de double journée de travail, c'est donc aussi un double combat contre l'exploitation et l'aliénation, celui, écrit Maylis de Kerangal dans la préface, qui consiste à « *desserrer ce qui oppresse, de fendre ce qui suffoque, de crever ce qui vous crève. Pas seulement la routine salariale et domestique qui a fini par se confondre avec la vie même, mais un état des choses, plus global, plus insidieux : ce que l'on appelle une condition. Condition féminine, condition ouvrière. Maryvonne inspire sa condition puis expire sa colère, inspire, expire, inspire, expire. Respire* ». ■

Grégory Chambat

Dorothée Letessier, *Le Voyage à Paimpol* [1980], réédition Gallimard, 2025.

Des fois que tu manques de raisons d'être féministe...

- Inès Mecellem a été tuée le 8 septembre par son ex-compagnon. Elle avait porté plainte 5 fois en six semaines, il avait été arrêté quelques minutes.

- Aux États-Unis, au nom de la liberté individuelle, dans certains États, il est légal d'épouser des fillettes. Ça sert essentiellement à éviter les poursuites en cas de viol, quand la loi sur le viol ne s'applique pas entre époux.

- Le clitoris a été représenté correctement dans les manuels de SVT en... 2017.

- Une étude américaine a trouvé des PFAS (ces trucs chimiques qui augmentent le risque de cancer, de perturbations hormonales, d'affaiblissement du système immunitaire, etc.) utilisés dans la fabrication de l'intégralité des protections menstruelles réutilisables testées (culottes menstruelles, cups et serviettes lavables).

- À cause des restrictions imposées par les dirigeants fachos d'Afghanistan, les femmes ont été mal prises en charge après le séisme du 31 août. Pas de contacts physiques avec les hommes, pas de travailleuses de la santé : les secours ont tardé à extraire les femmes des décombres et ne les ont pas soignées avec la même diligence. Si on



regarde les reportages : que des hommes sur les décombres.

- Le cancer du sein, qui touchera 1 femme sur 8, n'est inscrit sur aucun tableau de maladies professionnelles. Alors qu'on sait qu'il est favorisé par le travail de nuit. Idem pour les radiations dans le milieu médical.

- Dans une affaire de relation sadomasochiste imposée par un supérieur hiérarchique, la justice française avait cru voir un consentement éclairé de la subordonnée. La Commission européenne des droits de l'Homme (*sic*) a condamné la France début septembre pour « victimisation secondaire » (ça, c'est quand la justice maltraite les victimes) et dénoncé « les lacunes » du cadre juridique français relatif au consentement. Elle avait signé un « contrat », quand le consentement ne s'enregistre pas à l'avance. ■

Ch. R.

Attention! Le mail : <casse-roles23@proton.me>

Notre site : <<https://blog.casse-roles.eu/>> (site en cours de reconstruction, mais vous pouvez déjà y trouver tous les anciens numéros, ainsi que le hors-série que nous avons publié sur la prostitution).

Où en êtes-vous de votre abonnement ?

Sur l'étiquette d'envoi, sont indiquées en première ligne le nombre d'exemplaires qui vous sont adressés, suivi du dernier numéro pour lequel vous êtes abonné-e.

Exemple : /5/30 : vous recevez donc 5 exemplaires et votre abonnement se termine avec le numéro 30... (déjà dit, oui, oui !)



L'HOMOPHOBIE TUE !

Caroline Grandjean, institutrice harcelée par un corbeau homophobe lorsqu'elle était directrice de l'école de Moussages, s'est suicidée le jour de la rentrée scolaire, à Anglards-de-Salers, un an après avoir été contrainte de quitter sa classe face à des tags répétés dans l'établissement de ce village cantalien.

CA, C'EST CE QU'EXPLIQUE le journal *La Montagne*. Voilà l'affaire bien présentée. Sauf... sauf que le chapeau élude quelques faits importants :

1. Le corbeau homophobe et abruti, capable de taguer « gouine = pédophile », puis « va crever, sale gouine », n'a pas été démasqué... dans un village de 250 habitants, et l'affaire a été classée sans suite.

2. La direction académique, au lieu de soutenir la victime et d'étayer sa présence, a choisi de la déplacer, soit de mettre en place une double peine. L'inspectrice a même eu l'audace éhontée de demander à Caroline « *de réfléchir à ce qu'elle avait pu faire pour qu'on s'en prenne à elle* »...

3. L'enseignant, auteur de la BD *Remedium*, qui a évoqué cette « affaire » dans son ouvrage *Cas d'école* (en accès libre sur son blog chez Médiapart¹) a été convoqué par la police. Là encore, la direction académique a choisi de s'en prendre à ceux qui veulent dénoncer les délinquants (car l'homophobie est un délit) plutôt qu'accompagner l'enseignante et tenir bon.

4. Le 28 août 2025, Caroline Grandjean s'exprimait sur les réseaux sociaux : « *On ne peut pas se résigner, je ne peux pas me résigner. Je ne peux rien y faire, je ne peux pas changer la situation mais ça ne passe pas.* »

5. Le 1^{er} septembre, Caroline se suicidait.

Alors, reprenons le texte du journal et notons l'extraordinaire formule passive qui en fait toute l'horreur.

« Caroline Grandjean, institutrice harcelée par un corbeau homophobe lorsqu'elle était directrice de l'école de Moussages, s'est suicidée le jour de la rentrée scolaire, à Anglards-de-Salers, un an après avoir été contrainte de quitter sa classe face à des tags répétés dans l'établissement de village cantalien. »

Après avoir été contrainte ? Mais contrainte par qui ?

Par le corbeau ou la corbelle, peut-être. Ou bien par la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) qui la déplace, au lieu de faire face avec elle en la soutenant. Ou bien par les habitant·es et les élu·es de ce village qui ne l'ont pas soutenue et riposté pour l'aider.

Imaginons que quelqu'un tague la maison d'un Juif d'un tag antisémite et que la mairie propose à cette famille de déménager ? On entendrait à juste titre que ce n'est pas la solution, et que cette posture donne raison à l'infâme raciste.

Imaginons que quelqu'un tague la maison d'un handicapé d'un tag humiliant pour son handicap, imaginerait-on le préfet proposant à la personne handicapée de changer de département ? Quel tollé si un journaliste, évoquant le sujet, était convoqué par les gendarmes...

Ce qui a créé une épreuve insurmontable pour Caroline, c'est l'absence de soutien, et je garde une immense culpa-



Rassemblement devant le ministère de l'Éducation nationale, Paris.

bilité de ne pas être allée manifester : nous aurions pu, nous aurions dû aller pendant l'été manifester dans le Cantal, faire un grand rassemblement pour soutenir la possibilité pour toutes et tous de vivre en ruralité, indépendamment des orientations sexuelles. Il y a eu une grande marche blanche, pour soutenir la femme de Caroline, mais après le suicide. Je n'y suis pas allée, je n'ai pas été prévenue par mon syndicat ni par la presse de l'organisation de cette manifestation, pourtant dans un département proche du mien.

La DSDEN aurait dû venir au Conseil municipal de Moussages, en présence du préfet, pour montrer le soutien de l'État et de ses institutions. La ministre de l'Éducation nationale aurait dû écrire à Caroline pour l'assurer de son engagement. L'ensemble des syndicats aurait dû appeler à organiser une action qui rappelle à tous les habitant-es que l'ensemble des professeurs des écoles ne supportera pas de voir leur vie privée jugée par les parents.

Je suis si en colère, en écrivant cet article, que je n'ai pas trouvé le temps de dire un mot de consolation à sa femme, qui souhaite attaquer le gouvernement pour son incurie dans cette affaire.

Le 7 mai 2016, Christine Paccoud épousait Caroline Grandjean, à Saint-Étienne-de-Fursac. Pour le maire de ce village, c'était sa première célébration de mariage entre personnes de même sexe, et son discours remarqué avait mis en avant la tolérance. On aurait alors pu croire que la mentalité des ruraux avait bougé, et que le XXI^e siècle ouvrait la porte à la possibilité d'une vie privée des homosexuel·les, qui soit acceptée et respectée.

Mais la mort de Caroline nous rappelle que la société n'avance que très peu, et qu'il est toujours nécessaire de se mobiliser sur ce qu'on pourrait croire acquis, comme la possibilité de vivre en couple tranquillement.

Alors, il est trop tard pour changer la situation, c'est certain. Mais cela ne passe pas. Il faudrait une mobilisation nationale à l'occasion du 8 mars 2026, permettant à des enseignant-es de toute la France, de tous les syndicats, d'aller dans le Cantal saluer la mémoire de Caroline en posant une plaque qui nous permette de nous retrouver chaque année et de crier notre colère qui ne passe pas. ■

Véronique Decker

1. <<https://blogs.mediapart.fr/158568/blog/280125/cas-decole-lhistoire-de-caroline>>.

RÉAC... ACADÉMIE

Malgré une forte mobilisation, portée par un collectif rassemblant plus de 30 organisations syndicales, associatives ou politiques, ainsi que 160 personnalités, le projet d'une académie Saint-Louis en Sologne a vu le jour en cette rentrée 2025.

INITIÉE par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, cette école privée, non mixte, hors contrat, a donc ouvert les portes de son somptueux château, accueillant 65 garçons dans leur uniforme tout neuf (un projet d'établissement pour filles est à l'étude pour l'année suivante).

Cette école s'inscrit pleinement dans la guerre culturelle que le créateur des Smartbox entend mener, tout déterminé « à faire se lever une élite » avec « toutes les forces de droite ».

La bataille scolaire est un des leviers du fameux projet Périclès, lancé et financé par Stérin, pour mener une guerre idéologique dans les médias, les réseaux sociaux, les productions intellectuelles, ainsi qu'à travers une « *guérilla juridique* ».

L'établissement a reçu le soutien de plusieurs personnalités de la droite de la droite, dont le député du Loir-et-Cher, Roger Chudeau (Rassemblement national), et le maire de la commune, défendant « une proposition alternative crédible », alors que l'académie d'Orléans-Tours donnait son feu vert.

L'objectif affiché sur le site de l'académie Saint-Louis est de « Former les hommes. Révéler les talents » au sein de collèges et lycées catholiques « d'excellence pour une éducation intégrale authentique ».

Selon le quotient familial, les tarifs à l'année vont de 4 500 à 14 500 euros, de quoi assurer un entre-soi aux rejetons de la bourgeoisie réactionnaire.

À l'horizon 2030, les promoteurs du projet espèrent voir naître six académies Saint-Louis à travers toute la France, une façon d'ouvrir un nouveau front scolaire nourri par l'injonction de performance et d'excellence... dans la droite ligne du projet éducatif des extrêmes droites. ■

G. C.

Voltairine de Cleyre

« L'anarchisme sans étiquette »



Texte : MLT & Dessins : OLT (CC BY-NC-SA 4.0)

Née le 17 novembre 1866 d'une Américaine et d'un Lillois émigré aux États-Unis qui prénomma sa fille Voltairine en hommage à Voltaire.



Ses parents divorcent en 1880, son père la placera au couvent. Dès sa sortie, Voltairine s'impliquera dans le mouvement des libres penseurs.



Influencée par les écrits de Thomas Payne et Mary Wollstonecraft, elle donne des conférences, écrit des chroniques pour les journaux.



Suite à un attentat à la bombe au cours de l'émeute de Haymarket, quatre anarchistes seront accusés à tort et pendus le 11 novembre 1887. Voltairine devient anarchiste.



En 1890 paraît son essai *L'esclavage sexuel*. Elle y condamne les idéaux de beauté encourageant les femmes à se déformer le corps, et les pratiques éducatives qui forment les enfants selon qu'ils appartiennent à un sexe ou un autre.



SEX SLAVERY — A LECTURE —

DELIVERED BY
VOLTAIRINE DE CLEYRE,
BEFORE THE CATHOLIC CONGREGATION, PHILADELPHIA, PENN.

For Sale by LOCKYER PUBLISHING CO. Price 3 cents. Use
Discontinue to the Trade and on all Large Orders.

Son fils Harry naît le 12 juin 1890. Elle n'aura jamais de vie commune avec le père de l'enfant, James B. Elliott, ni avec aucun autre de ses amants.



Emma Goldman la considère comme « la femme anarchiste la plus douée et la plus brillante que l'Amérique ait jamais produite ».



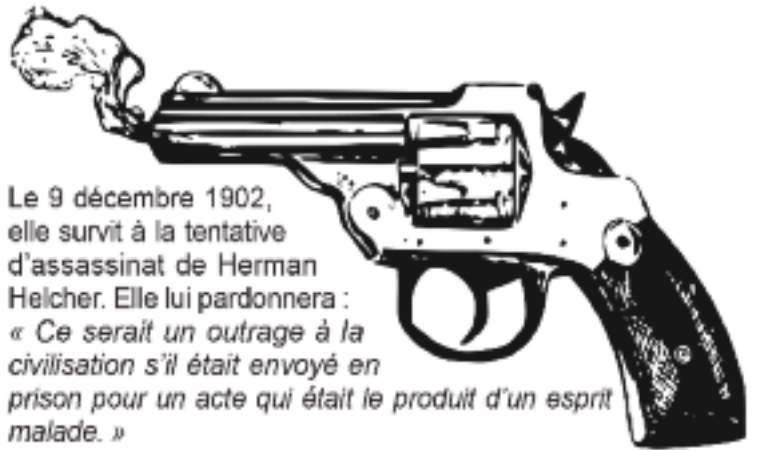
Devenue proche des anarchistes individualistes, elle s'engage pour un anarchisme sans adjectifs : « Je ne m'appelle plus autrement que simple anarchiste. »



En 1895, dans une conférence sur la question sexuelle, elle déclare aux femmes : « (...) À cause de l'interdit qui pèse sur nous, de ses conséquences immédiates sur notre vie quotidienne, du mystère incroyable de la sexualité et des terribles conséquences de notre ignorance à ce sujet. »



Le 9 décembre 1902, elle survit à la tentative d'assassinat de Herman Helcher. Elle lui pardonnera : *« Ce serait un outrage à la civilisation s'il était envoyé en prison pour un acte qui était le produit d'un esprit malade. »*



Lors de sa conférence « Le mariage est une mauvaise action » en 1907, elle affirme : « *Le contrat de mariage, imposant une promiscuité des âmes et des corps, va à l'encontre de l'amour.* »



Au printemps 1911, Voltairine de Cleyre reprend espoir dans le changement. Grâce à Ricardo Flores Magón, « l'anarchiste mexicain le plus important de l'époque », selon l'historien Paul Avrich.

MANIFIESTO

A los Trabajadores de Todo el Mundo.

[illegible]

la fregada de... el... ...en el...
...de la gran... ...en el...

Regeneración.

General revolucionarie

[illegible]

¡VIVA LA REVOLUCION SOCIAL!

La bandera Roja es Cubos Nuevos ante de Gloria y Ocaso Gallardamente Sobre Tijuana. Compaseros
No Olviden que Somos Políticos y que Revolucionamos Necesita Dinero, Dinero y Mas Dinero.

PARTE OFICIAL
del Consejo y Tesis de Grupos por la
Segunda Elección del

Elle va donner des conférences pour expliquer l'importance de la solidarité internationale, rassembler des fonds pour aider la révolution, devenir la correspondante du journal *Regeneración* à Chicago.

Dans son essai paru en 1912, De l'action directe, elle souligne que « l'action directe a été toujours employée et jouit de la sanction historique de ceux-là mêmes qui la réprouvent actuellement. »

Poétesse, essayiste, pionnière féministe, partisane de l'anarchisme, Voltairine de Cleyre meurt le 20 juin 1912 à Chicago d'une méningite septique.



Avortement

Dans le cadre d'une recherche universitaire en sociologie, je m'intéresse à l'avortement et à ses pratiques « hors circuit ».

Je cherche à connaître les différentes méthodes alternatives, les recettes et les techniques qui sortent du cadre de l'avortement hospitalier ou prescrit par des professionnel·les de santé.

Que ce soit choisi ou contraint, j'aimerais comprendre pourquoi et comment certaines femmes, de nos jours, avortent en dehors des cadres médicaux et légaux classiques.

Si vous avez des connaissances sur ce sujet ou si vous avez vous-même expérimenté un avortement « hors circuit », je serais ravie d'avoir votre témoignage.



Si vous êtes intéressé·e, et pour organiser un entretien ou avoir plus de précisions sur mon travail, vous pouvez me contacter par mail : margaux@ntymail.com

À bientôt, j'espère ! Margaux

Trois générations dans un habitat partagé

Créons un habitat collectif engagé, en Charente limousine

J'habite en Charente limousine et je cherche des personnes pour définir ce projet et s'engager dans sa concrétisation.

La raison d'être de ce collectif pourrait être de S'HARMONISER AVEC LE VIVANT – le vivant en nous et le vivant hors de nous –, de devenir le changement que nous souhaitons pour le monde.

Comme beaucoup de projets de ce type, celui-ci suppose :

- la simplicité d'un mode de vie (« Vivre simplement, juste pour que les autres puissent vivre ») en lien avec la nature extérieure, visant à ne rien exploiter du vivant, ni humain ni planète,

- assez de maturité émotionnelle et relationnelle pour accepter de se remettre en question et pour travailler à la confiance nécessaire à la paix dans le collectif, ce qui implique de chercher à sortir des rapports de force comme la loi de l'offre et de la demande,
- un ample partage, notamment de la gouvernance, dans un cadre solidaire respectueux de valeurs communes définies à l'origine,

- l'ouverture non seulement à l'autre, mais au territoire environnant (interdépendance et autonomie, non pas autarcie).

En outre, pour moi, il est essentiel que ce collectif abrite trois générations.

La Charente limousine me paraît une région propice :

- le foncier n'y est pas trop cher,
- à mesure que la puissance publique s'en efface, elle perd les moyens d'y intervenir, autorisant à se prendre en charge,
- la mémoire du collectif (travaux agricoles en commun) et de l'autonomie imposée par l'isolement des fermes n'y est pas effacée,
- la nature y est encore assez préservée, le bocage doucement vallonné, et la montée des eaux océane n'y menace pas...

Vous que cela intéresse, avançons ensemble. Rencontrons-nous !

Pascale Simon,

4, lieu-dit Boissanné

16350 Le Vieux Cérrier

Tél. 06 42 57 55 68 ou

05 16 29 05 21



La Charente se situe entre Poitiers, Limoges et Bordeaux ; la Charente limousine, entre Confolens et Chasseneuil/Bonnieure.

Femmes du continent noir

Subsahariennes, précise Léonora Miano, née en mars 1973 à Douala (Cameroun), autrice de *L'Autre Langue des femmes* et qui nous fait découvrir une histoire africaine – et des légendes – largement méconnue du public occidental, une histoire véhiculée par une parole singulière.

C'EST MOINS LE PASSÉ que veut éclairer Miano que « des trajectoires féminines devant trouver leur place dans la conscience du monde » à venir, avec « les raisons pour lesquelles les Subsahariennes n'ont pas à se soumettre à l'injonction féministe » (p. 20).

En effet, il importe à la femme subsaharienne, en endossant « sa part d'obscurité, sa part du crime universel » (p. 25), d'entreprendre une reconquête de soi, de se connaître sans comparaison aucune avec les hommes et de « dire le monde à partir de son lieu et en ses propres termes » (p. 23).

Ce livre se déroule en un long propos, pas particulièrement construit – au risque de s'égarer –, « une flânerie » (selon le terme même de l'autrice qui nomme ainsi sa manière d'écrire), flânerie émaillée régulièrement de retours sur une histoire et des légendes riches de réflexions; la liberté est laissée ainsi à la parole qui coule et qui pourra faire jaillir les richesses de l'inconscient avec pour fin de maîtriser une bonne compréhension de soi.

Célébration du clitoris et des lèvres

Les légendes rapportées sont nombreuses; variées si l'on tient compte de l'interprétation des conteurs. Parlons de cette reine dont le nom n'est pas donné et qui fit jaillir un lac de son ventre.

Son mari, parti faire la guerre pour un long temps, l'épouse se languissait sexuellement; la chair, loin d'être faible, nous dit l'autrice, est une puissance despotique. Aussi, la reine désignait-elle un de ses jeunes gardes le priant de la satisfaire. La chose risquait de devenir dangereuse pour le jeune homme quand le roi reviendrait; trop ému, s'efforçant en vain de la pénétrer, s'aidant de sa main, il ne maîtrisa pas son tremblement et ne put que lui tapoter le sexe; caresses involontaires qui ne manquèrent pas d'efficacité en provoquant chez la reine un débordement de plaisir, une rivière qui donna naissance au lac Kivu.

L'enseignement fut retenu, c'était la jouissance sans pénétration masculine, une félicité qu'enregistrèrent les femmes de sa suite et les autres, une pratique qui invitait à l'indépendance sexuelle.

Plus loin dans l'ouvrage, dans le chapitre « Collectifs féminins », sera relaté le rite « mevungu » pour contrer la tyrannie des hommes, et cela en magnifiant le sexe féminin, la fécondité, la puissance des femmes et les clitoris aux dimensions imposantes; rite qui finit par disparaître, condamné par l'islam et la chrétienté.

Femmes de pouvoir

Tout un chapitre, le plus important, est consacré aux « femmes de pouvoir »; et elles ont été nombreuses en Afrique subsaharienne, tenant les rôles de propriétaires terriennes, de



bâtisseuses tout étant mères, épouses et également guerrières. Miano donne l'exemple, parmi de nombreux autres, de Amanirenas qui perdit un œil sur le champ de bataille, ce qui ne l'empêcha pas de battre les Romains. Le combat armé n'a pas à être considéré comme une activité essentiellement masculine, commente l'autrice dans sa promenade.

Si la femme incarne le principe féminin par la maternité, pour autant on trouvera chez elles autorité, force physique, intelligence, courage, etc.

Cependant, « l'autre langue doit pouvoir dire que le goût pour le pouvoir n'est pas plus noble lorsqu'une femme en est affligée », écrit Miano (p. 115).

Femmes du commun

Dans ce dernier chapitre, il s'agit de montrer, sans doute trop rapidement, certains usages qui permettent de « faire face à l'hégémonie masculine, de la démythifier » (p. 157). La mise en place de collectifs de lutte féminins fut une pratique essentielle, largement ignorée du colonisateur; ce dernier, en les favorisant pour se faire une place, encourageait les hommes qui avaient accepté la soumission.

En 1929, un administrateur colonial se proposa de taxer la volaille et le petit bétail, production essentiellement féminine; ce à quoi s'opposèrent les femmes de Calabar et d'Owen, qui furent 25 000 à occuper plusieurs centres urbains, pillant au passage la banque Barclay. Des mortes et des blessées fut la réponse du pouvoir colonial.

Il existait en pays igbo un procédé protestataire, nommé « s'asseoir sur un homme », qui consistait à nuire par nombre de façons, en saccageant sa maison par exemple, à celui qui avait fait tort à une femme ou à la collectivité féminine.

L'ouvrage se termine par un panorama des luttes de femmes à travers le monde et par l'histoire de Rebecca Lolosoli (née en 1962) qui, en 1991, rassembla les femmes de son village pour créer une communauté. Ce que nous retiendrons, à partir des expériences subsahariennes, c'est une volonté de dire un féminisme autre et qui ne serait pas le féminisme occidental par trop envahisseur. ■

André Bernard

Léonora Miano, *L'autre Langue des femmes*, Grasset et Fasquelle, 2021

Sur cette autrice, voir aussi *Casse-rôles*, n° 32, p. 50-51.

Il fut un temps...

IL FUT UN TEMPS où, lorsqu'on entamait des démarches pour obtenir l'autorisation de la DDASS à la mise en œuvre d'un projet d'adoption (accord qui prendra plus tard le nom « d'agrément »), nos proches, ami-es, collègues, se mobilisaient spontanément pour nous prodiguer mille conseils tout au long du fameux parcours dit « du combattant ».

Il fut un temps où, l'accord de la DDASS (aujourd'hui l'Aide sociale à l'enfance) en poche, notre parcours se faisait plus précis, selon que l'enfant serait né ici ou ailleurs. « *Prendre un enfant comme il vient...* » Là encore, l'empathie, la confiance et le soutien des un-es et des autres nous étaient acquis jusqu'au bout.

Il fut un temps où la grande nouvelle fut accueillie avec une joie immense par notre entourage. Cet enfant-là viendrait d'ailleurs, et nous savions enfin de quel pays. Pour nous, ce fut le Chili. Nous voulions déjà tout apprendre sur le commencement de son histoire, et nous nous préparions intensément « *pour l'emmener vers demain...* ».

Il fut un temps où le voyage vers l'enfant du bout du monde allait faire basculer nos vies à jamais. Là encore, tout le monde se réjouissait, nous couvrant de petits cadeaux à son intention, sans rien savoir de lui encore : « *Prendre un enfant pour un roi...* »

Il fut un temps où notre long cheminement vers un enfant, qui n'avait plus personne pour l'aimer et le protéger, n'éveillait que bienveillance et solidarité. Chacun-e souhaitait alors, pour nous et pour celui qui, quelque part, nous attendait, ce bonheur qui ne ressemble à aucun autre « *Prendre un enfant par le cœur...* ».

Il fut un temps où l'enfant était enfin là, devant nous, et où nous sommes devenus ses parents pour la vie à l'instant même, sans plus nous poser de questions « *Prendre un enfant dans ses bras...* ».

Il fut un temps où tout humain doté d'un cœur ne pouvait que se réjouir de savoir qu'à des milliers de kilomètres de chez nous, le délaissement d'un enfant venait de prendre fin avec l'arrivée de ceux qui étaient venus le chercher pour l'aimer, le protéger, le regarder grandir « *Prendre un enfant par l'amour...* ».

Il fut un temps où l'adoption internationale suscitait souvent émerveillement, de la part des médias qui, pour nombre d'entre eux, se montraient friands du recueil de nos témoignages et les diffusaient largement, comme autant de faire-parts de ces « *naissances pas comme les autres* ». « *Prendre un enfant pour le sien...* » : voilà qui éveillait alors curiosité et émotion, parfois même teintées d'une sorte d'admiration (ce qui nous agaçaient plutôt...).

Ce temps-là est désormais révolu

Dès le début des années 1990, on avait senti venir l'orage... Ici et là, étaient apparus dans la presse des articles évoquant de sordides trafics d'argent liés à l'adoption dans certains pays, même si, bien souvent, aucune preuve sérieuse ne venait donner corps à ces allégations. C'est à cette époque que des associations liées à différents pays d'origine (Colombie, Chili, Brésil, Sri Lanka, Madagascar, Bulgarie et Vietnam) furent fondées par des parents adoptifs, afin de créer un lien visible avec les pays de naissance de leurs enfants et revendiquer publiquement la transparence d'adoptions réalisées dans le respect des procédures, ici et là-bas.

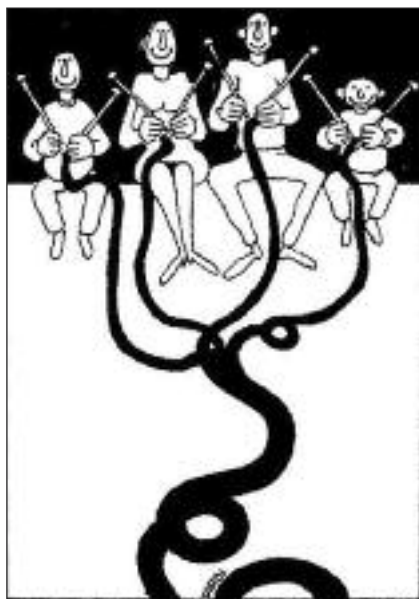
Il fut un temps, dans les années 1980, où le projet de « prendre un enfant par la main... » suscitait autour de nous surprise et enthousiasme. Je me souviens de cette chanson d'un jeune auteur-compositeur, Yves Duteil, écrite quelques années plus tôt, et que les postulants à l'adoption que nous étions alors, écoutions avec émotion...

Néanmoins, à partir de là, le mal était fait et l'image de l'adoption internationale commença de perdre cette aura qui l'avait entourée depuis des décennies, entachée et mise à mal par ce qui allait peu à peu la ronger de tous côtés avant de lui porter bientôt le coup de grâce : le soupçon !

Le XXI^e siècle entamé, certains adoptés devenus adultes ont voulu en savoir un peu plus que ce qu'ils avaient pu trouver dans leurs dossiers, et de nombreux parents les ont encouragés dans cette voie. Ils ont recherché le plus souvent leur génitrice, une quête légitime, jalonnée de découvertes parfois perturbantes pour les plus fragiles... Le poids des mots se fit alors de plus en plus accablant, à mesure que les médias s'empressaient de relayer ce qui n'était plus de l'ordre d'une simple rumeur, redessinant une image de l'adoption internationale globalement infamante pour l'ensemble des acteurs engagés dans le processus : réseaux d'intermédiaires véreux, procédures illicites, falsification d'états-civils, fausses déclarations de naissance, faux orphelins, abandons forcés, « déportation » d'enfants pauvres vers les pays riches, et j'en passe...

« L'effet domino » allait faire le reste... Le soupçon se répandit, éclaboussant tout le monde : œuvres d'adoption, juges des mineurs, avocats, médecins, sages-femmes, assistantes sociales, religieux, autorités consulaires... Avec, bien sûr, en tête de file, les adoptants venus de France, certains via un organisme, d'autres par une démarche individuelle – parfaitement légale dans la plupart des pays dans les années 1980, mais désormais objet de toutes les suspensions et interdite par la loi depuis 2022. Cette démarche de postulants sempiternellement décrits avec mépris comme « en mal d'enfant » sera même qualifiée par certains de « *maraude à la recherche d'un enfant à tout prix* » ! « *À tout prix* » : nous y voilà, tout est dit ! Mais la stigmatisation des adoptants d'un pays riche, venus « *faire leur marché* » dans des pays pauvres, au nom d'un soi-disant « *droit à l'enfant* » ou sous prétexte d'humanitarisme, ainsi que l'accusation d'une nouvelle forme de « *néo-colonialisme* », sont pour nous inacceptables. Nous sommes aujourd'hui nombreux à refuser cette nouvelle image de l'adoption internationale qui fait de tous les adoptés des victimes et de tous les adoptants, des coupables, complices de ce que l'ONU a qualifié de « crimes contre l'humanité ».

« *Tous les acteurs de l'adoption ont tenu un rôle* », jugent, dans leur *Étude historique sur les pratiques illicites dans l'adoption internationale en France* (février 2023), deux historiens de l'université d'Angers, Yves Denéchère et Fabio Macedo, semant le doute au sein même des familles adoptives. De telles affirmations, accompagnées d'une liste de pays tous indifféremment suspectés des pires violations, sans qu'aucune enquête de terrain ait été menée pays par pays ni aucun document produit pour

Dessin Tardi, *L'Adoption: les liens du cœur*.

en apporter les preuves irréfutables, ne peuvent être considérées comme crédibles. Elles n'en sont pas moins dévastatrices pour tous ceux qui ont rigoureusement suivi les procédures légales et surtout pour leurs enfants. Quant au narratif des « vols de bébés arrachés à leur mère », s'il est

assez racoleur pour que les médias s'en emparent, il ne s'appuie sur aucun chiffre ni aucune statistique, se contentant de qualifier de « systémiques » les pratiques illicites pour l'ensemble des pays ciblés. Or, il faut souligner que parmi celles ou ceux qui dénoncent les trafics – que bien évidemment nous condamnons – aucun·e n'a eu à ce jour l'honnêteté de rappeler que les enfants adoptés à l'international n'étaient pas tous – et loin s'en faut ! – des nouveaux-nés ! De très nombreux enfants grands, des fratries parfois nombreuses, des enfants en situation de handicap ou avec des antécédents lourds, ainsi que des enfants d'origine autochtone, discriminés dans leur pays, ont eux aussi trouvé l'amour et la protection d'une famille grâce à l'adoption internationale, bien souvent à une démarche individuelle systématiquement vilipendée aujourd'hui, et soi-

disant coupable de toutes les dérives... C'est pourtant elle qui a bien souvent permis la rencontre avec un ou plusieurs de ces enfants dits « à besoins spécifiques », des enfants placés, invisibilisés dans des institutions, des enfants qui n'auraient jamais été proposés à l'adoption dans leur propre pays et auraient continué de pourrir, des années durant, dans ces structures avant de se retrouver à la rue... Privés d'amour, privés d'enfance !

Alors, non, Messieurs les historiens, nous ne reconnaissons pas « avoir tenu un rôle » quelconque, si minime soit-il, dans votre liste de délits et violations des droits des enfants et des personnes. Ces crimes nous révoltent autant qu'ils révoltent ceux qui les dénoncent. Mais si certain·es, aujourd'hui, font une campagne politique, soigneusement orchestrée, pour la mort de l'adoption internationale, nous ne pouvons l'accepter sans rien dire. Car un peu partout dans le monde, des milliers d'autres enfants délaissés, oubliés des soi-disant politiques de protection de l'enfance, attendent et risquent d'attendre encore, dans le futur, que vienne un jour quelqu'un qui « les prendra par la main pour les emmener vers demain »...

Ici ou ailleurs, vers une autre enfance possible, une famille pour la vie ! ■

Dominique Grange

Mère de 4 enfants adoptés au Chili, autrice de plusieurs témoignages sur l'adoption internationale ; présidente cofondatrice de l'Association des Familles adoptives d'enfants nés au Chili (AFAENAC), 1993 ; membre du Mouvement pour l'adoption sans frontières (MASF).

Merci à Yves Duteil pour sa chanson *Prendre un enfant* (1977).



JOURNAL TRIMESTRIEL

CASSE-RÔLES

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre* euros

Frais postaux (approximatifs) 6,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, les numéros ayant un nombre de pages très variable) tourne autour de 25-30 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**

Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact <casse-roles23@proton.me>
Site : <<https://blog.casse-rôles.eu/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

ÉMEUTE URBAINE. UNE NUIT DE FOLIE !

« Les abribus ont pris cher », mais ne sont pas les seules victimes. La famille des poubelles est endeuillée et les voitures – qu'est-ce que ça brûle bien ! – ont ardemment contribué à tropicaliser l'atmosphère du quartier...

LA COLÈRE S'EXPRIME DE FAÇON BRUTALE. Des jeunes d'un quartier populaire cassent et brûlent avec un entrain qui ferait plaisir au patronat s'ils produisaient avec la même fougue quelque merde vendue dans la distribution moderne de l'Europe entière.

Que faire pour éviter une émeute urbaine ? Tout d'abord se dire que, lorsqu'il y a le feu, c'est trop tard, beaucoup trop tard ! Les pompiers en tout genre, qui interviennent en urgence, ne font que circonscrire les dégâts.

Allons plus loin. La mairie construit un *city stade*. Ça coûte « un pognon de dingue », mais c'est financé par l'État ou par l'Europe. C'est-à-dire par un canal qui ne ponctionne pas une trésorerie municipale très chatouilleuse dès qu'il s'agit d'attribuer un petit euro à un quartier populaire.

On a un « équipement » de quartier qui somnole. Parce que nos élus ne songent pas qu'il faudrait lui donner une âme. À l'image des parents culturellement bien lotis, qui ne se contentent pas de mettre une étagère de livres à disposition de leurs enfants, mais poussent le vice jusqu'à leur faire la lecture. Tous les soirs ou presque !

Tu souhaites que ton *city stade* ne soit pas un élément de décor urbain à demi-délaissé, mais un lieu bien vivant qui pourrait contribuer à une vie sociale paisible, y compris pour les poubelles combustibles et les abribus fragiles ?

Tu missionnes l'association du quartier et tu lui attribues les moyens nécessaires. Elle va recruter une équipe d'animation très qualifiée et très motivée, où d'aucuns ont dans leurs bagages une formation d'éducateur spécialisé.

L'équipe va organiser des tournois de foot, basket, handball et autres jeux collectifs. Tous les soirs ou presque ! On commence à la sortie des classes et on va jusqu'à minuit durant les mois d'été. L'animation au *city stade* bat son plein dès midi les samedis, dimanches et jours fériés. Comme papa et maman qui lisent à leurs enfants les histoires d'Yvan Pommaux, Claude Ponti et Maurice Pommier !

L'animateur sur le terrain est à la fois l'arbitre du match en cours et le pédagogue qui explique à l'aspirant petit chef qu'on ne « joue pas perso ». On passe le ballon aux autres pour... faire gagner son équipe. Une autre animatrice organise le prochain match avec les plus petits qui resteraient sur la touche. Suscite chez les filles des vocations de footballeuses d'un jour. Goupille des équipes avec les papas venus regarder ce que font les enfants. Et avec les mamans qui veulent en faire autant parce qu'on a le droit de rigoler nous aussi !

Y'a pas que le ballon dans la vie ! Une bibliothécaire tient une permanence un soir par semaine. Tu plaisantes ? La bibliothèque est à cinq cents mètres ! Et alors ? Toi, pour lui

lire *Le Prince de Motordu* et *La Princesse Finemouche*, tu t'installas à la table dans le salon ou tu t'assois sur le lit de ta fille qui va dormir ?

Une conteuse – aussi hebdomadaire que la bibliothécaire – étonne, dérouille l'imagination, fait rire, élargit le vocabulaire, ouvre les fenêtres en grand sur le monde. Elle raconte l'histoire du Petit Chaperon rouge « *mais son loup est plus rigolo que celui de ma maîtresse : il fait plein de bêtises comme rouler à moto sans casque !* ». Elle fait inventer des histoires aux gosses ! Comme toi tu incites ta fille à raconter ses histoires.

L'école primaire à côté du *city stade* est le quartier général du quartier. Le refuge en cas de mauvais temps où l'on se met du sucre dans les boyaux cervicaux. Un refuge où l'on rit, où l'on joue à la marelle sous le préau, où l'on regarde les livres, écoute la conteuse et les personnes âgées.

L'association entretient un bataillon de bénévoles qui aident aux devoirs, lisent des livres, racontent des histoires, servent le chocolat chaud et le jus d'orange frais, écoutent les griefs, consolent les bobos à l'âme, montrent comment arroser la plantation d'arbres municipaux et comment on sème des radis dans le jardin collectif, montrent la cochenille hardie – tu as vu que celle-là n'a que sept points ? – montée à l'assaut de la grande mauve, jouent entre eux à la belote, prennent le thé à la menthe et parlent du bon vieux temps d'avant. Celui où les jeunes révoltés foutaient le feu aux bagnoles au lieu de se syndiquer.

Donner du plaisir, faire jouer ensemble, transformer un lieu impersonnel, froid et sans âme, le *city stade*, en un lieu de rencontre où l'on vient jouer, rire, papoter avec les voisins, rencontrer et mêler les générations même si le *city stade* est avant tout l'agora de la jeunesse.

Karima vient de terminer sa seconde « Système de production mécanique ». Et ça l'emmerde ! Comment pourrais-je t'écrire à quel point ça l'emmerde ? Combien d'auteurs de talent se sont cassé les dents en cherchant à décrire l'infini ?

Prenons un chemin de traverse.

– *Qu'est-ce que tu aimerais faire ? Qu'est-ce qui te plaît ? Qu'est-ce qui t'intéresse même si tu penses que l'on ne peut en faire un métier ?*

Silence accompagné d'un mouvement désabusé. Les épaules s'affaissent et la main retombe. Le regard appelle au secours la copine Dolorès aussi démunie de réponses claires. Permits-moi de recouvrir d'un voile pudique la conversation qui va suivre. Elle ferait pleurer les lectrices de *Casse-rôles*.

Coup d'œil dans le rétroviseur. Je repense à mes 16 ans. Chirurgien-dentiste ou plombier-chauffagiste ?

Agriculteur-éleveur ou juriste spécialisé en droit de l'environnement ? Secrétaire-comptable ou éducateur spécialisé dans la petite enfance ? Je n'avais pas la moindre idée de ce que serait ma future vie professionnelle et pas plus d'idées que Karima pour dire ce qui me plairait.

Condamner Karima, parce qu'elle vit dans un quartier de relégation, à une filière professionnelle pour laquelle elle n'a aucun attrait, c'est foutre le feu à 3 000 poubelles ! Et n'oublie pas de mettre 30 bagnoles, un collègue et une médiathèque sur le brasier ! Pas une enseignante, pas un orientateur scolaire, pas un conseil de classe ne songerait à imposer une quelconque filière coiffure, plasturgie ou chaudronnerie industrielle à Marie-Adeline, jeune fille bien née habitant un quartier huppé. Mesures-tu le ressentiment que génère cette injustice ?

Tu ne veux plus voir d'émeutes urbaines ? Ce n'est pas seulement un *city stade*, même très bien animé par des gens aussi talentueux qu'habités d'un feu sacré, qui va suffire à remettre d'équerre toute une société qui part en vrille.

Et ne viens pas me suggérer une piste bricolée qui relève de la débrouille individuelle ! Ça ne suffira pas pour épargner le gâchis subi par toutes les Karima. Toutes n'ont pas les ressources individuelles nécessaires pour sortir de la mélasse avec bonheur. C'est toute une politique dont on ne peut pas faire l'économie si l'on souhaite que tous les enfants s'épanouissent. Et ne foutent pas le feu aux bagnoles et plus si affinités.

Va demander à tes élus de fournir logement chauffé éclairé et subvention de fonctionnement pas mégotée à des associations qui vont prendre soin de toute la population mais seront aussi, sans incinérer tout le quartier, de vigoureux et incandescents foyers de contestation !

Va dire à un élu qu'une subvention n'est pas une aumône mais une contribution à la vie des assos qui leur permet d'œuvrer pour le bien commun ! Que c'est une redistribution de l'impôt comme tout financement public de n'importe quel autre service public !

C'est qu'un élu peine souvent à accepter que les citoyens modestes ou pauvres, qu'il accable volontiers d'une multitude infinie de devoirs, tendent en retour à exiger le droit d'être écoutés avec respect... Écoutés et obéis, puisque nos élus sont nos valets et non nos maîtres.

C'est qu'un élu, qui goudronne et bétonne à coups de millions d'euros, se plaint des « coûts de fonctionnement » et dit ne plus avoir de menue monnaie au fond de la poche pour financer les activités des associations qui s'occupent des êtres humains...

C'est qu'un élu, qui fait construire une crèche ou une école, voudrait que les murs soient l'essentiel de la dépense pour socialiser et instruire les enfants durant cinquante ans en regardant la facture.

C'est qu'un élu ne va pas penser à l'inutilisation des bâtiments qui pourraient être partagés, alors qu'une école ou un immeuble de bureaux, vides après 17 ou 18 heures, peuvent fort bien accueillir les activités de l'association du quartier.

C'est qu'un élu, qui s'offusque de voir cramer bagnoles, école et médiathèque, ne retient jamais ni les leçons du passé ni la sentence de James Baldwin : « *La création la plus dangereuse de toute société est l'homme qui n'a rien à perdre.* » ■

Hubert Leray

Les Braises, de Thomas Kruithof, est un film de fiction intéressant à la fois par son objet et par le contexte dans lequel il se déroule. Le film relate l'engagement d'une femme dans un mouvement social (les Gilets jaunes) malgré la désapprobation de son mari.

KARINE (interprétée par Virginie Efira), ouvrière d'usine en butte à des brimades professionnelles suite à ses tentatives de protestation contre les conditions de travail imposées, décide d'aller voir le samedi ce qui se passe sur un rond-point occupé par le mouvement naissant des Gilets jaunes. Elle s'y engage totalement. Son mari, Jimmy (Arieh Worthalter) est un petit patron chauffeur routier, coincé par les dettes, et qui ne voit pas d'autre solution que « *travailler plus pour gagner plus* » pour s'en sortir.

Inutile de s'étendre sur le déroulé de l'histoire, juste préciser que Karine a aussi du mal à faire comprendre son choix aux autres membres de sa famille, et qu'elle se heurte évidemment à la répression policière et judiciaire. Ce film n'est ni un film militant ni une simple histoire de couple, juste un film social dans un cadre reconstitué avec justesse.

C'est compréhensible pour qui a eu la chance de suivre la démarche de sa réalisation. Thomas Kruitof a tenu à ce que les figurant-es Gilets jaunes soient en grande majorité des ancien-nes Gilets jaunes et autres militant-es engagé-es dans les mouvements sociaux. Il a souhaité que le casting des figurant-es soit orienté ainsi. Il a commencé à dialoguer avec certain-es d'entre nous avant le début du tournage et a continué pendant. L'équipe était très attentive aux remarques faites par ces figurant-es non professionnel-les.

Nous avons eu droit à des avant-premières à Limoges et à Angoulême, lieux de tournage. Quelques figurant-es ont pu être déçu-es qu'au final, sur l'ensemble des scènes tournées, la place consacrée au mouvement des Gilets jaunes soit réduite. Le but du film n'était pas de décrire ce mouvement mais de parler de l'engagement personnel d'une femme. Cela a été précisé lors du débat qui a suivi le film, mais le choix du mouvement des Gilets jaunes comme cadre de cet engagement a été motivé par le fait qu'en de nombreux lieux, des femmes ont tenu une place importante. Lors de la soirée à Limoges, Virginie Efira a tenu des propos encore plus engagés en soutien aux mouvements sociaux et aux luttes de femmes que Thomas Kruitof.

Poursuivant leur démarche de dialogue, Thomas et sa première assistante-réalisatrice, Laure Prévost, ont pris le temps de discuter à nouveau avec tout le groupe des figurant-es Gilets jaunes limousin-es bien au-delà de cette soirée d'avant-première.

Ce film ne peut pas être considéré comme un chef-d'œuvre, mais c'est un très bon film social qui a deux mérites : évoquer le mouvement des Gilets jaunes sans le glorifier ni le caricaturer, et surtout mettre au premier plan l'engagement d'une femme. Il sortira en salles le 5 novembre. ■

A. D.

L'Éducation affective et sexuelle



Pornographique, perverse, sulfureuse, l'éducation sexuelle à l'école ? En tout cas sûrement propre à soulever des polémiques et des rejets allant jusqu'à la caricature et l'infox, comme cette affiche de SOS Éducation : « À l'école, enseignez-moi les divisions, pas l'éjaculation »

À partir de la rentrée 2025, selon les directives du ministère, l'éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) à l'école maternelle et à l'école élémentaire, et à la sexualité (EVARS) au collège et au lycée, devient une discipline à part entière. Prétexte pour nous de revenir sur l'histoire tumultueuse de l'éducation sexuelle à l'école, depuis la première circulaire signée en 1937 par les ministres de la Santé et de l'Éducation, qui rencontre une forte opposition de la part des parents d'élèves, jusqu'à aujourd'hui et d'interroger les enjeux pour nous, féministes libertaires, de ce nouveau dispositif.

Édito	2
Gaza. Un mouvement de résistance globale	3
Sous Israël, la Palestine	4-7
Palestine, « Détruisons le mur ! »	8
Israël, Pinkwashing	9
Pour qui siffle le train... féministe, le TGV ?	10
Récrire ou réécrire les livres populaires	11
Japon: Libre, féministe et antiautoritaire / Gaza: documentaire	12
On en a entendu parler... ..	13
Annette Kellermann, l'éternelle nageuse / JO 2024, Paris	14-15
Pas d'armée à l'école ! / Cancer de l'armement	16-18
DOSSIER	19-48
Des fois que tu manques de raisons d'être féministe.....	49
Petit rappel : mail, blog, date de fin d'abonnement	49
L'homophobie tue / Réac... Académie.....	50-51
Voltaire de Cleyre, la BD	52-53
Petites annonces : Avortement / Habitat partagé	54
Femmes du continent noir	55
Adoption. « Il fut un temps... »	56-57
Bulletin d'abonnement.....	57
Émeute urbaine. Une nuit de folie ! / <i>Les Braises</i> , film	58-59